



**Justice
& Paix**

Comprendre les conflits internationaux

Cas pratique :
le conflit ukrainien



OUTIL PÉDAGOGIQUE



SOMMAIRE

PRÉSENTATION DU DOSSIER	page 3
PARTIE 1	
COMPRENDRE LE MONDE SOUS L'ANGLE GÉOPOLITIQUE	page 5
1. La géopolitique, une vaste discipline	page 6
2. Quel ordre mondial aujourd'hui ?	page 13
<hr/>	
PARTIE 2	
ANALYSER LES CONFLITS INTERNATIONAUX	page 22
1. Les conflits au XXI ^e siècle	page 22
2. Un nouveau visage pour les conflits	page 27
3. Quelle résolution pour ces conflits ?	page 33
<hr/>	
PARTIE 3	
ABORDER UN CONFLIT INTERNATIONAL AVEC DES JEUNES	page 34
1. Pourquoi et comment analyser un conflit international en classe ?	page 34
2. Proposition d'une démarche pédagogique pour analyser un conflit en classe : le cas du conflit en Ukraine	page 38
BIBLIOGRAPHIE	page 64
PRÉSENTATION DES ANNEXES	page 67

PRÉSENTATION DU DOSSIER



Pourquoi chercher à comprendre les conflits internationaux ?

Les conflits internationaux font partie intégrante de l'Histoire depuis des siècles et sont, aujourd'hui encore, une réalité quotidienne pour des millions de personnes à travers le monde. Bien que la Belgique n'ait plus été touchée par un conflit armé depuis la Seconde Guerre mondiale, elle reste pourtant concernée par les conflits internationaux, même si la plupart d'entre eux ont lieu dans des régions géographiquement très éloignées de notre pays.

- ▶ Les conflits font partie de notre quotidien à travers les médias qui les relatent régulièrement. Mieux saisir les dynamiques des conflits internationaux permet, d'une façon générale, de **mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons** et de lire, avec un regard critique, les différents faits d'actualité qui nous sont rapportés.
- ▶ Des milliers de personnes fuient les conflits et trouvent parfois refuge en Belgique, pour une courte ou une longue durée. Par ailleurs, certains conflits internationaux sont importés chez nous par différentes communautés. Saisir la situation de leur terre d'origine permet de mieux connaître les migrants et les comprendre. Cela contribue donc à **renforcer le vivre ensemble dans notre pays**.
- ▶ La Belgique est impliquée dans certains conflits, par l'action du gouvernement ou par la consommation d'une série de produits (aliments, ressources naturelles, etc.) provenant des quatre coins du monde par ses citoyens. Si un lien est établi entre la Belgique et un conflit, nous devons nous saisir de cette question et ne pas la laisser à des " experts " . Nous pouvons partager des informations, signer des pétitions et participer à des manifestations, boycotter certains produits... bref, **susciter le débat entre citoyens afin de créer une opinion publique**. Les journalistes, responsables politiques et entreprises peuvent être sensibles aux préoccupations des citoyens, si ceux-ci parviennent à les faire entendre. Des exemples tels que les mobilisations des citoyens américains lors de la Guerre du Vietnam démontrent que l'opinion publique peut influencer certains grands conflits. Mais, avant de saisir ces leviers d'action, il faut bien évidemment comprendre les enjeux derrière ces conflits.
- ▶ Enfin, pour toute personne travaillant sur des enjeux internationaux, l'analyse des conflits permet, de façon générale, **d'entreprendre des actions en faveur de la paix** telles que : mettre fin à des conflits en cours, prévenir le déclenchement ou la reprise d'un conflit, empêcher qu'un conflit ne s'étende ou ne s'aggrave ou encore mettre en place un travail de mémoire et lutter contre l'impunité, pour refaire " société " après un conflit.



OBJECTIF DE CE DOSSIER PÉDAGOGIQUE

Les conflits internationaux sont plus complexes que ce que la majorité des discours diffusés au travers des médias et par les responsables politiques ne le laissent paraître. Dans le brouillard d'informations actuel inondé de "fake news" et de discours simplistes, ce dossier vise à fournir des clefs de lecture pertinentes, accessibles à tous, pour analyser les conflits. Nous proposons d'aborder la complexité du monde et des conflits pour, au final, en avoir une compréhension plus claire.

Notre démarche ne s'arrête toutefois pas là. Nous voulons, grâce à une compréhension plus fine des conflits internationaux, éveiller la conscience citoyenne et solidaire des jeunes. Les conflits sont une belle porte d'entrée pour amener des débats sociétaux et politiques. Notre objectif final est, avant tout, citoyen : comprendre les conflits internationaux permet de s'emparer de cette réalité et d'agir, à notre niveau, pour la construction d'un monde en paix, plus juste et plus durable.

POUR QUI ?

Ce dossier s'adresse principalement aux enseignants désireux d'analyser un conflit international avec leurs élèves, dans le cadre d'un cours de géographie mais aussi d'histoire, de sciences humaines/économiques, de philosophie et citoyenneté ou encore d'un projet interdisciplinaire (français, arts plastiques, langues, etc.). Les conflits sont inscrits dans la plupart des programmes scolaires de l'enseignement secondaire, de façon explicite ou transparaissent à travers des thèmes comme la mondialisation, la migration, le développement durable ou encore les ressources naturelles.

Ce dossier peut également intéresser des éducateurs, formateurs, animateurs mais aussi tout citoyen curieux d'en apprendre plus sur le monde qui l'entoure. Les activités pédagogiques ainsi que les notions théoriques sont accessibles dès 15 ans.

STRUCTURATION DU DOSSIER

Ce dossier est constitué de trois grandes parties. La première partie, plus théorique, aborde des notions de base de géopolitique, mises en perspective à travers des exemples. Elle revient aussi sur la configuration internationale actuelle et la lutte entre les grandes puissances. Elle se termine par une analyse géopolitique de la Russie, à titre d'exemple.

La seconde partie porte sur l'analyse des conflits. Après la présentation de quelques données générales sur les conflits internationaux, nous nous attardons sur les spécificités des conflits actuels au regard de ceux qui se sont déroulés au début du siècle XX^e siècle.

Enfin, dans la troisième partie, nous proposons une démarche pédagogique complète pour analyser un conflit en classe avec des élèves. Elle est illustrée avec une analyse du conflit en Ukraine, mais la démarche a été pensée pour être appliquée à d'autres conflits internationaux.

Nous vous souhaitons une belle découverte de ce dossier ! Nous sommes à votre disposition si vous avez des commentaires, questions, besoins d'accompagnement ou de ressources.

PARTIE 1

Comprendre le monde sous l'angle géopolitique

Nos connaissances des conflits internationaux s'appuient souvent sur ce qu'en disent les médias généralistes, or nombre d'entre eux présentent les événements de façon brute, sans prendre le temps d'expliquer le contexte de façon détaillée et l'enchaînement causal qui mène au conflit. Ils ont tendance à nous proposer une vision partielle et partielle de la réalité, ce qui nous amène par conséquent à en avoir une lecture souvent trop simpliste. Il faut dire que, parfois, c'est délicat de tout comprendre... Nous évoluons dans un monde globalisé qui nécessite une vision simultanée et dynamique étant donné la vitesse à laquelle changent les choses aux quatre coins du globe.

Pour comprendre un conflit, il faut donc travailler de façon méthodique et structurée, sans quoi le risque de se perdre est grand. La méthode développée dans ce dossier, et par ailleurs

la plus répandue dans l'analyse de conflits, est la géopolitique. Elle pousse véritablement à prendre du recul, des "lunettes" pour lire un conflit. Elle propose des clefs de lecture, basées sur des concepts théoriques, qui vont amener à complexifier les informations perçues initialement, les relations entre les parties prenantes du conflit, poser un cadre/un contexte... mais c'est cette complexité qui va permettre, finalement, de mieux comprendre le conflit. Nous appréhendons, dans ce dossier, la géopolitique non pas comme une discipline scientifique mais comme "une façon de comprendre le monde"¹. La géopolitique est, selon nous, un outil que chacun doit s'appropriier et adapter avec ses propres moyens, en fonction de ses préoccupations ou de ses objectifs.



PISTE PÉDAGOGIQUE

Jeu "Taboo" sur les conflits

Ce petit jeu d'introduction consiste à faire deviner des conflits aux autres participants sans citer certains mots "interdits". Par exemple, expliquer la Guerre froide sans dire : URSS, USA, communisme, nucléaire.

OBJECTIF PÉDAGOGIQUE : faire prendre conscience aux participants du fait que nous disposons généralement de peu d'informations sur les grands conflits. Dès qu'on nous interdit de citer le nom d'un pays ou d'un protagoniste majeur du conflit et qu'on doit commencer à en expliquer les causes, on est parfois vite bloqué. Ce jeu est aussi intéressant pour identifier sur quels éléments nous nous basons pour expliquer un conflit et, parmi ceux-là, lesquels seraient pertinents pour analyser un conflit de façon approfondie.

RÈGLES : il est possible de jouer de différentes manières, en fonction de l'âge des participants et de la taille du groupe. Première possibilité : les participants tentent, à tour de rôle, de faire deviner un conflit au reste du groupe ou au sein

d'un sous-groupe. Une autre possibilité est de l'organiser comme un jeu interéquipes : chaque équipe fait deviner un conflit, à tour de rôle, aux autres équipes et celle qui trouve la réponse le plus rapidement remporte un point. D'autres variantes sont encore possibles, libre à chacun d'imaginer celle qui conviendra le mieux à son public.

MATÉRIEL : des bandelettes à découper (reprenant chaque fois le nom d'un conflit et les mots interdits) sont téléchargeables gratuitement sur le site web de Justice et Paix, dans la rubrique "outils pédagogiques". Il est évidemment possible d'en créer et de varier le niveau de difficulté (conflits plus/moins connus, mots interdits plus/moins précis, petit descriptif du conflit à faire deviner, etc.).

À TÉLÉCHARGER
sur le site web de
Justice et Paix

1. La géopolitique, une vaste discipline

1.1. DÉFINITIONS

Utilisé pour la première fois au XVII^e siècle, le mot "géopolitique" dispose de nombreuses définitions. Pour le dictionnaire *Le Petit Robert*, la géopolitique est "l'étude des rapports entre les données naturelles de la géographie et la politique des États".

Cette définition courante se base sur une idée très ancienne : **l'environnement géographique va avoir un impact sur les choix politiques des États**. En d'autres mots, la géopolitique permet de prédire et expliquer le comportement politique des États à travers les variables géographiques.

On identifie trois facteurs géographiques majeurs pouvant rendre un État géopolitiquement fort :

► **SA DIMENSION** : la puissance d'un État est liée à sa **taille**. Les États-Unis dont le territoire s'étend sur près de 9,6 millions de km² seront forcément plus puissants que la République des Kiribati, ce petit État de 811 km² composé de trois archipels dans l'océan Pacifique.



Source : www.atlas-monde.net/Justice et Paix

► **SA CONFIGURATION** : son **relief**, son **climat** ou encore la qualité et la variété de son **sol** et de son **sous-sol** vont également lui donner une certaine force, notamment s'ils permettent le développement d'activités humaines génératrices de revenus telles que l'agriculture ou l'extraction des ressources naturelles.

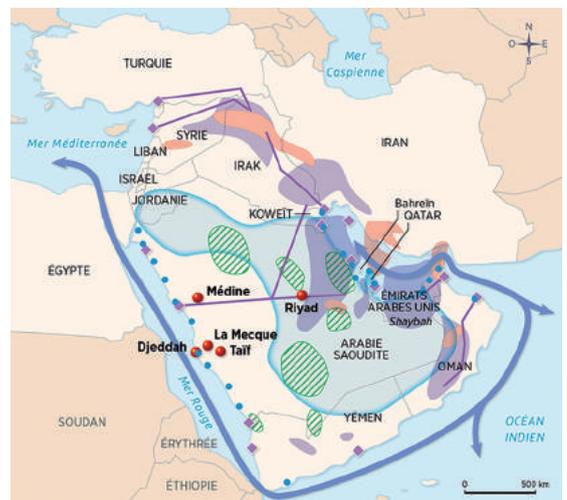
Les chaînes de montagnes constituent notamment des frontières "naturelles" qui vont rendre difficile l'accès à son territoire. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'Éthiopie n'a, par exemple, jamais été un pays colonisé, contrairement à ses voisins.

Source : <https://bit.ly/2CPpLNO>.

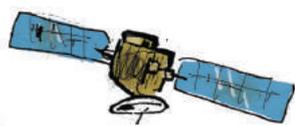


L'Arabie Saoudite détient d'énormes gisements de pétrole sur son territoire. De plus, elle dispose d'un double accès à la mer. Ces deux éléments lui confèrent une certaine puissance.

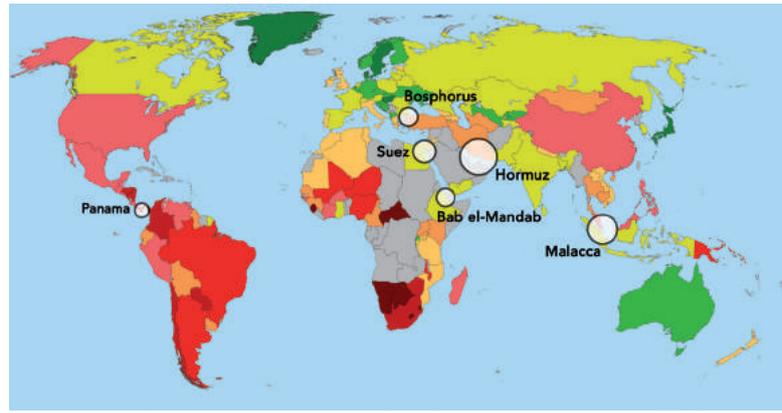
Source : <https://bit.ly/2RXtwKK>.



- 1. Les hydrocarbures**
 - Gisements de pétrole
 - Gisements de gaz
 - Conduites (gaz ou pétrole)
 - Ports d'exportation
 - Route maritime
- 2. L'eau**
 - Nappes d'eau le plus souvent fossiles
 - Usines de dessalement
 - Principales villes consommatrices d'eau (urbaine et industrielle)
 - Aires de cultures irriguées en cours d'abandon



► **SA POSITION** : un État disposant d'un **accès maritime direct** dispose d'un avantage sécuritaire et commercial plus important qu'un État enclavé. Le **contrôle de voies de passage** offre des opportunités économiques tout comme une **position insulaire** qui peut, par ailleurs, être un avantage sécuritaire. Il est en effet moins évident d'envahir une île. Parmi les types de voies de passage déterminants se trouvent les canaux et détroits. Un territoire situé à la croisée de plusieurs États puissants peut aussi être considéré comme une voie de passage. La Belgique est, par exemple, une voie de passage entre trois "grandes puissances" historiques : le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Lors des deux Guerres mondiales, l'Allemagne a cherché à contrôler le territoire belge pour pouvoir le traverser.



Les canaux et les détroits les plus stratégiques sont : les canaux de Panama et de Suez et les détroits d'Ormuz, de Malacca, de Bab El-Mandab et du Bosphore. © Justice et Paix

La puissance géopolitique d'un État dépendrait de la combinaison de ces trois éléments. Toutefois, ces facteurs géographiques peuvent aussi offrir des désavantages, voire des risques et dangers qui se sont déjà vérifiés : un pays étendu sur un grand territoire est plus difficile à contrôler, une position insulaire peut rendre dépendant pour l'approvisionnement, un sous-sol riche en ressources peut générer de la prédation chez d'autres protagonistes, un relief montagneux crée de l'isolement, etc.

L'action de l'homme va, en réalité, aussi jouer un rôle déterminant et influencer la puissance d'un État. Il faut donc relativiser le déterminisme de la géographie sur la politique : beaucoup d'autres paramètres vont entrer en compte pour déterminer la puissance. Nous y reviendrons plus tard.

Autres définitions de la géopolitique

La géopolitique est "*l'étude des rapports entre l'espace (dans tous les sens du terme) et la politique*"².

Cette définition proposée par un chercheur du monde académique présente deux différences importantes avec celle du dictionnaire *Le Petit Robert*. D'une part, **elle parle d'espace plutôt que de géographie**. De nos jours, la géopolitique ne se concentre plus uniquement sur ce qui se déroule sur un territoire "physique" étatique délimité et marqué par des données géographiques naturelles. Elle étudie également les dynamiques au-delà des frontières (infraétatiques, supraétatiques, transétatiques, etc.), y compris dans les mers et les airs (deux espaces cruciaux pour ce qui concerne l'envoi des missiles notamment), mais aussi dans l'espace sidéral (où circulent actuellement des milliers de satellites) ainsi que dans le cyberspace, devenu un espace à part entière.

D'autre part, cette définition ne reprend plus le terme "État". Elle souligne une autre évolution importante : **l'État n'est plus l'unique acteur étudié par la géopolitique**. Il reste central mais se voit concurrencé par d'autres. Il existe, aujourd'hui, une multitude d'acteurs dotés d'ambitions et disposant d'influence : des entreprises, des groupes armés non étatiques, des organisations non gouvernementales, etc.

Pour terminer, nous retiendrons encore la définition proposée par le Français Yves Lacoste, considéré comme le père de la géopolitique française : "*L'étude des rivalités de pouvoir(s) et/ou d'influence(s) sur un territoire donné*". **Lacoste introduit l'idée que la géopolitique envisage l'espace comme un enjeu disputé par des pouvoirs politiques de toutes sortes** (les États mais aussi des groupes armés clandestins, des mouvements politiques, etc.). Elle va donc principalement analyser les relations et tensions liées au pouvoir entre les acteurs identifiables sur des territoires déterminés. La géopolitique devient, avec lui, une véritable méthode d'analyse des conflits.

L'ÉTAT, ACTEUR DE RÉFÉRENCE

En 1648, les traités de Westphalie ont mis fin à la Guerre de Trente Ans et ont entériné l'affaiblissement politique de l'Allemagne. Ces traités sont inédits dans la mesure où c'est la première fois que les grands États d'Europe se retrouvaient autour d'une table pour négocier. Ils marquent la naissance du "**système westphalien**" qui constitue aujourd'hui encore, cinq siècles plus tard, le fondement des relations internationales. **Ce système considère l'État comme la forme privilégiée d'organisation politique** au sein d'un système interétatique mondial et fonde les relations internationales sur le principe de souveraineté étatique, qui sous-tend notamment le respect des frontières, l'interdiction de l'ingérence et l'équilibre des puissances.

2. de Wilde T., syllabus du cours LPOLS1319 "Introduction à la géopolitique", UCL - CECRI, 2011, p.11.

FOCUS : LES CARTES, UNE CERTAINE VISION DU MONDE

Les cartes géographiques constituent l'un des principaux outils de la géopolitique. Il est donc indispensable, lorsqu'on veut analyser un conflit, de disposer de cartes permettant de situer le conflit en question mais aussi de pouvoir combiner ces données géographiques avec d'autres informations telles que la répartition de la population, des richesses, etc.

Toutefois, lorsqu'on choisit une carte, il est essentiel d'avoir à l'esprit que, comme la majorité des documents, elle nous donne déjà une certaine lecture du monde. Observons les différentes cartes sur la page de droite.

Que remarque-t-on ?

- ▶ La carte du monde qui sert de référence en Europe (n°1) n'est pas la même que celle utilisée au Canada (n°2) ou au Japon (n°8). Chacun se met au centre du monde, quitte à couper un continent en deux.
- ▶ Sur les cartes, le nord est généralement placé au-dessus et le sud en-dessous. La carte inversée (n°7) propose une représentation différente en plaçant le sud en haut de la carte. Ce type de carte est utilisé dans certains pays de l'hémisphère sud car il permet de placer ces pays au centre du monde. Le gouvernement australien s'en serait servi dans les années 1970 pour raviver le sentiment patriotique de la population.
- ▶ La taille d'un pays et d'un continent peut varier d'une carte à l'autre. Sur les cartes que nous avons l'habitude de voir, l'Europe est bien plus étendue qu'elle ne l'est en réalité³. Ces cartes sont le résultat de la projection de Mercator. Ce cartographe européen a conçu une carte pouvant être utilisée pour la navigation au XVI^e siècle et il y a déformé la taille des pays selon leur position relative à l'équateur. Les surfaces éloignées de l'équateur sont exagérément grandes⁴. En 1973, l'Allemand Peters a proposé une nouvelle projection cartographique qui traitait équitablement chaque pays par une représentation exacte de sa surface (n°5). Selon lui, la projection de Mercator donnait une importance démesurée aux pays occidentaux par rapport aux pays du Sud, ce qui contribuait à leur domination économique et politique. On observe, par exemple, sur la carte de Peters que l'Afrique et l'Amérique du Sud sont en réalité bien plus grandes que l'Europe et l'Amérique du Nord.

Une carte n'est donc jamais neutre ; elle est le résultat de choix et de décisions subjectives – prises consciemment ou non –, devenues dans certains cas des conventions universelles

appliquées à la majorité des cartes modernes. Placer le nord en haut et le sud en bas, par exemple, est une organisation spatiale qui n'a rien de naturel car, si on regarde la Terre depuis l'espace, il n'y a pas de sens déterminé ! La projection cartographique de Mercator a été privilégiée au détriment de celle de Peters car cette représentation sert les intérêts des pays occidentaux et permet d'asseoir leur position : ils sont situés en haut car ils dominent les pays du Sud qui sont plus pauvres, ce qui est en haut ayant toujours plus de valeur. Certains parlent d'une vision impérialiste des cartes⁵.

Le tracé des frontières sur les cartes est aussi le reflet d'un choix politique de reconnaissance ou non d'un État par exemple. Le Kosovo, qui n'est reconnu comme État indépendant que par une partie de la communauté internationale, ne figure pas de la même manière sur toutes les cartes du monde. Le concepteur d'une carte va dessiner les frontières (entre États, entre provinces, etc.) en fonction de sa lecture politique du monde.

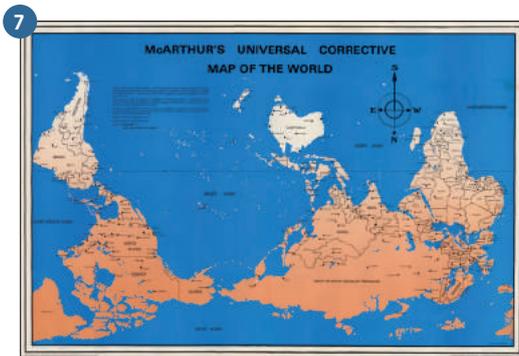
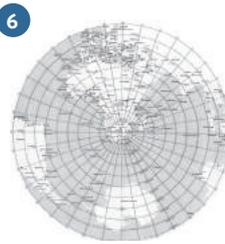
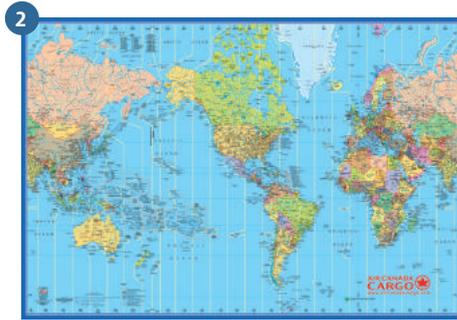
Les représentations par les cartes influencent clairement notre perception du monde. Observer différentes cartes permet donc de questionner nos représentations et de sortir de cette vision ethnocentriste. Cet exercice pousse à réfléchir aux points de vue de chacun et permet de prendre conscience qu'il n'y a pas qu'un seul point de vue correct. Lors de l'analyse d'un conflit, la lecture de cartes variées permet d'adopter une position de décentrement nécessaire si on cherche à être le plus objectif possible. Par ailleurs, se mettre à la place de l'autre permet de comprendre ses réactions et sera un atout essentiel dans la négociation et la résolution d'un conflit.

- **CARTE 1 :** Carte du monde "classique", telle que nous la connaissons en Europe. Cette projection, appelée carte de Mercator, a pour effet des déformations sur les distances et les aires. Une distorsion s'accroît au fur et à mesure de l'éloignement de l'équateur vers les pôles. Conséquence : le Groenland et l'Afrique semblent avoir une superficie égale alors que cette dernière est 14 fois plus grande ! Source : <https://bit.ly/2FWasWz>.
- **CARTE 2 :** Carte conçue par Air Canada. La filiale Cargo de la compagnie aérienne veut montrer que le Canada est un pays central en mesure de proposer des liaisons directes vers tous les continents. Source : <https://bit.ly/2TrOgqo>.
- **CARTE 3 :** Le drapeau officiel de l'ONU présente une autre représentation du monde. Il a connu deux versions : la seconde datant de 1947 (en bas) propose une position des continents légèrement modifiée (rotation de 90° vers la droite) pour éloigner l'Amérique du Nord du centre de l'emblème. Celle-ci est toutefois aussi sujette à controverse car la forme et la superficie des continents ne sont pas respectées. De plus, elle propose une vision depuis le pôle Nord et non le pôle Sud. Source : <https://bit.ly/100I189>.
- **CARTE 4 :** Carte d'origine chinoise. La Chine est au centre et elle rivalise avec les États-Unis (en termes de taille et de localisation). Source : <https://bit.ly/2HEs5wI>.
- **CARTE 5 :** Projection de Peters (1973). Chaque pays est traité équitablement par une représentation exacte de sa surface. Source : <https://bit.ly/2TmKpa>.

3. "Le monde à l'envers - ou pourquoi le nord est en haut d'une carte", dans blog *21maps*, publié le 18/12/17 sur 21maps.com/monde-a-lenvers.

4. Faust P., "L'impérialisme par la cartographie... (avec les cartes !)", dans *Médiapart*, blog "Effet papillon", publié le 19/07/12 sur blogs.mediapart.fr/pablita-faust/blog/190712/limperialisme-par-la-cartographie-avec-les-cartes.

5. Elkrief F. et Stylist, "Comment la carte s'est imposée comme un outil pour dominer le monde", dans *Slate*, publié le 09/04/17 sur www.slate.fr/story/132395/jeux-de-cartes-stylist.



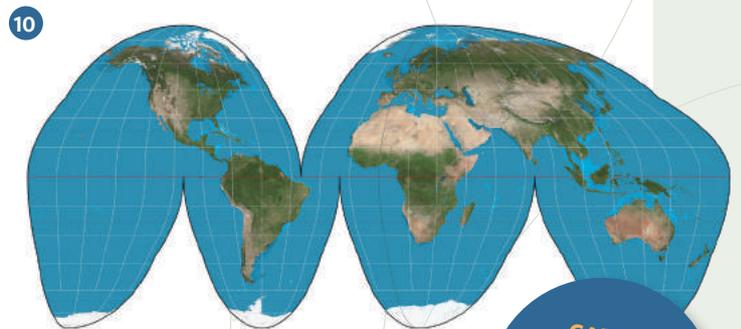
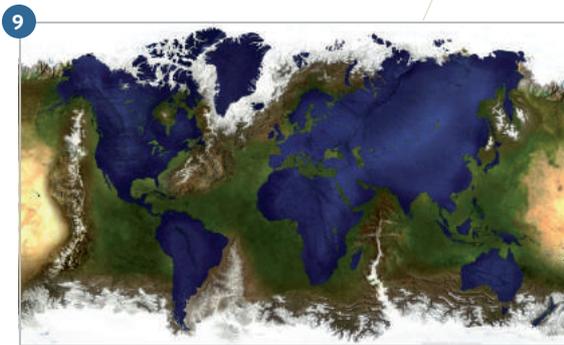
► **CARTE 6 :** Carte sud-africaine ayant pour titre original : "Un pays au croisement des grandes lignes de communication mondiales". Elle permet de montrer les rapports de distance : le Brésil et l'Inde sont, par exemple, tous deux situés à 7000 km de Johannesburg. Source : L'Atlas des Altas (Courier International), Éd. Arthaud, 2008.

► **CARTE 7 :** Carte proposant une projection inversée qui questionne nos représentations : quel est le Nord, quel est le Sud ? Elle permet aussi de mettre l'Australie plus en évidence. Source : <https://bit.ly/2FZ3UXo>.

► **CARTE 8 :** Carte japonaise. C'est une projection à 540° : le Japon est proche du centre et le continent américain est représenté deux fois pour montrer la continuité de la Terre. Cela permet aussi de bien distinguer les fosses sous-marines, donnée importante pour le Japon où les séismes sont fréquents. Source : L'Atlas des Altas (Courier International), Éd. Arthaud, 2008.

► **CARTE 9 :** Carte présentant une inversion des continents et des océans (et de leurs principales caractéristiques géologiques). On aurait alors un unique continent dont on pourrait faire le tour à pied ! Source : <https://bit.ly/2Usp0Rf>.

► **CARTE 10 :** Projection cartographique pseudo-cylindrique de Goode (1923). Elle nous rappelle qu'une carte va dans tous les cas déformer l'apparence de la Terre puisqu'elle représente à plat une planète sphérique. © Daniel R. Strebe - Source : <https://bit.ly/2DuCVzk>.



**CARTES
À TÉLÉCHARGER**
sur le site web de
Justice et Paix



PISTE PÉDAGOGIQUE

Raconte-moi cette carte

**CARTES
À TÉLÉCHARGER**
sur le site web de
Justice et Paix

OBJECTIF PÉDAGOGIQUE : prendre conscience que notre perception du monde est en partie façonnée par des cartes qui représentent le monde d'une certaine manière.

DÉROULEMENT :

1. Chaque participant dessine une carte de monde sur une feuille A4 (sans se référer à un modèle). Ensuite, les cartes sont accrochées au tableau et commentées par les participants eux-mêmes (sans explications complémentaires de l'enseignant).
2. Distribuer une carte différente par groupe de 2-3 participants avec la consigne suivante : *essayez d'imaginer qui a pu concevoir cette carte (quelle nationalité ou profession*

de la personne par exemple) et dans quel objectif ? Laisser les participants réfléchir pendant une dizaine de minutes et, ensuite, inviter chaque groupe à présenter sa carte et l'interprétation qu'il en a faite. Encourager les élèves à interagir entre eux et amener au fur et à mesure des explications sur les différentes cartes.

3. Une fois cet exercice terminé, réaliser une petite conclusion sur la subjectivité des cartes avec les participants.

MATÉRIEL : feuilles A4 blanches, crayons, impression des cartes du monde (téléchargeables gratuitement sur le site web de Justice et Paix, dans la rubrique "outils pédagogiques").



Quelques sites pour découvrir des cartes originales

- Le site *The true size of* ("La vraie taille de") est un outil permettant de déplacer un pays sur un autre et ainsi prendre conscience de sa taille réelle proportionnellement à un autre pays : thetruesize.com

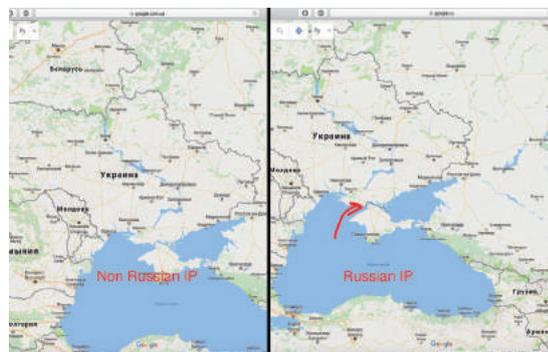


Lorsqu'on déplace la Russie et qu'on l'approche de l'équateur, sa taille diminue considérablement. En effet, c'est la projection de Mercator qui nous donne l'impression qu'elle est si grande. Source : <https://bit.ly/2RWzkPE>.

- Le site *Ipnoze* s'est basé sur le site *The true size of* pour proposer quelques cartes permettant de mettre en lumière la taille de certains pays par rapport à d'autres : www.ipnoze.com/cartes-taille-reelle-pays-mercator.
- Le site *Amazing maps* propose toutes sortes de cartes originales, notamment basées sur les représentations : amazing-maps.tumblr.com.

- Le site *World Mapper* conçoit des cartes sur lesquelles les territoires sont redimensionnés en fonction de sujets spécifiques : worldmapper.org.

- Même le site *Google Maps* propose différentes lectures du monde. En effet, l'entreprise américaine possède une version nationale de son service cartographique et se conforme donc aux lois du pays hôte. Selon qu'on consulte la version de *Google Maps* d'un pays ou d'un autre, on peut voir des tracés de frontières différents. C'est le cas lorsqu'on visualise une carte de l'Ukraine depuis *Google Maps* Ukraine ou *Google Maps* Russie. On remarque que la frontière de la Crimée – péninsule ukrainienne annexée par la Russie en 2014 – n'est pas tracée au même endroit. Les cartes proposées par *Google Maps* permettent donc de visualiser la représentation que chaque pays a de son propre territoire et d'identifier des zones de conflit.



Source : <https://bit.ly/2DFiwZL>.

1.2. HISTOIRE DE LA DISCIPLINE

Si le concept de géopolitique est relativement récent (fin du XVII^e siècle), depuis longtemps existe le besoin d'interpréter la réalité des relations entre États par les variables géographiques. Aristote, déjà, estimait que "l'environnement naturel avait un impact sur le caractère humain des citoyens et sur les nécessités militaires et économiques d'un État idéal"⁶.

La notion de géopolitique va réellement émerger à la fin du XIX^e siècle avec le géographe suédois **Rudolf Kjellen** (1864-1922). Il répand le terme en tant que sous-discipline de la science politique : "*La géopolitique est la science de l'État comme organisme géographique ou comme entité dans l'espace : c'est-à-dire l'État comme pays, territoire, domaine ou, plus caractéristique, comme règne. Comme science politique, elle observe fermement l'unité étatique et veut contribuer à la compréhension de la nature de l'État*".

Très vite, le concept va être utilisé par des universitaires et des militaires qui vont développer des analyses géopolitiques au service de leur pays et, malheureusement, certaines de ces théories – parfois fallacieuses en elles-mêmes – vont être instrumentalisées à des fins idéologiques. On distingue au début du XX^e siècle deux grandes écoles de géopolitique, toutes deux attachées à une vision assez déterministe du monde.

L'école allemande : *die Geopolitik*

Elle repose sur les théories de géographie politique de **Friedrich Ratzel** (1844-1904). Influencé par son métier (zoologiste), ce dernier avait une conception naturaliste et darwinienne de l'État : il considérait l'État "comme un être vivant qui naît, grandit, atteint son plein développement, puis se dégrade et meurt"⁷. Pour (sur)vivre, un État doit donc être puissant, ce qui passe inexorablement par une expansion et une fortification de son "espace vital" (*Lebensraum*). Ratzel va ainsi défendre l'idée que l'Allemagne doit posséder un vaste territoire afin de devenir un véritable empire et accroître sa puissance. La politique colonialiste de l'Europe à l'époque s'inscrit également dans cette vision.

Les successeurs de Ratzel vont mettre cette théorie basée sur un déterminisme géographique (le milieu naturel influence le pouvoir des États ainsi que leurs relations) au service du nazisme. Parmi eux, il faut citer le général **Karl Haushofer** (1869-1946) qui va renforcer cette idée du rôle crucial de l'espace dans un but hégémonique. Après la défaite de 1918, l'Allemagne dispose d'une faible puissance coloniale. Il va donc imaginer une partition du monde en quatre zones géographiques dont une zone paneuropéenne recouvrant l'Afrique et le Moyen-Orient, qui serait dominée par l'Allemagne. Ainsi naît l'idée du pangermanisme qui sera au cœur de la politique d'Hitler et de la création d'un grand Reich. Haushofer fait partie de ceux qui ont proposé au régime nazi une approche cartographique du monde où les "Grands Peuples" (grandes puissances) se partagent la planète en fonction d'alliances et d'une hiérarchie raciale des peuples. Il faut donc éliminer les populations hostiles à une organisation étatique.

TROIS GRANDES PERSPECTIVES DES RELATIONS INTERNATIONALES

L'histoire de la géopolitique peut se dessiner à travers trois grandes perspectives théoriques.

La **perspective réaliste** se focalise sur la question des rapports de force entre les États. Les réalistes auront tendance à chercher à comprendre les jeux de puissance, les rapports de domination, d'influence, de territoire. Dans cette optique, seul un **équilibre de force** peut garantir la paix et la stabilité.

La **perspective libérale**, quant à elle, soulève la question de l'interconnexion entre les nations et s'intéresse beaucoup à la présence des institutions internationales. Aux yeux des libéraux, seule l'augmentation des interconnexions et des **interactions entre les pays** (par le biais du commerce, des règles communes, etc.) pourra garantir la paix.

Enfin, la **perspective identitaire** s'intéresse davantage aux valeurs portées par les États, les normes et les croyances dont ceux-ci se revendiquent. Pour les penseurs de ce courant, ce sont les **convergences d'idées et des valeurs** qui détermineront les situations de paix ou de guerre.

Ces trois perspectives sont trois façons de concevoir le monde qui ont orienté des grands penseurs et chefs d'État dans leurs idées et l'application de celles-ci. Nous les présentons ici comme une paire de lunettes permettant de comprendre la façon de penser et d'agir de certains acteurs, et non comme des paradigmes à appliquer soi-même car nous ne les cautionnons pas toutes. La perspective identitaire, par exemple, constitue un arrière-fond théorique pour défendre des politiques identitaires et racistes.

L'école anglo-américaine : *Sea Power, Heartland et Rimland*

"Qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même". Walter Raleigh, navigateur anglais du XVI^e siècle.

Selon les théoriciens de cette école, la domination des mers ou des océans constitue la puissance réelle d'un État. L'Américain **Alfred Mahan** (1840-1914) est l'un des pères de la géostratégie maritime moderne⁸. Stratège naval pour l'armée américaine, il a développé la théorie du *Sea Power* (littéralement, le pouvoir par la mer). Selon lui, le facteur déterminant de la puissance est économique et non militaire : il faut donc œuvrer à une expansion du commerce maritime. Les mers et les océans représentent de véritables opportunités pour les États-Unis qui doivent être inscrits au cœur des stratégies américaines. Il justifie sa théorie en prenant l'exemple du Royaume-Uni dont la grande force au XIX^e siècle fut le développement du commerce maritime (qui a contribué à la richesse économique du pays) parallèlement à

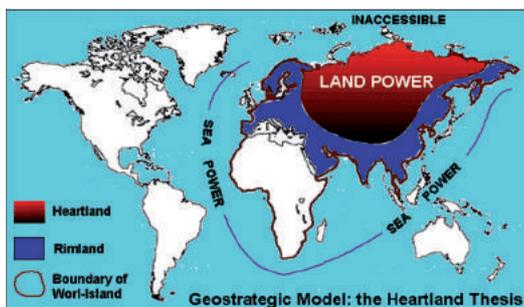
6. Bonifac P., *La Géopolitique. 48 fiches pour comprendre l'actualité*, Paris, Eyrolles, 2018, p.4.

7. Ratzel F., *Géographie politique*, Paris, Economica, 1988.

8. Albert Q., "Alfred Thayer Mahan - Biographie", dans *Les yeux du monde*, publié le 17/01/14 sur les-yeux-du-monde.fr/ressources/17197-alfred-thayer-mahan-biographie.

une flotte militaire sécurisant les navires commerciaux, sur les routes maritimes ainsi qu'à des points d'ancre stratégiques.

Un de ses condisciples est l'Anglais **Halford Mackinder** (1861-1947). Il va développer une théorie qui conçoit la planète comme un océan mondial dans lequel se trouve une "île mondiale" à dominer, le *Heartland* ("pivot géographique") qui s'étale sur une partie de l'Europe, la Méditerranée et l'Asie, le reste n'étant que de grandes îles périphériques (l'Amérique et l'Australie). Il soutient que le Royaume-Uni, pour rester une grande puissance, doit asseoir son contrôle sur cette région pour contrôler les moyens de transport terrestres, en plus des océans, et disposer ainsi d'une mainmise sur la planète entière. Mackinder redoute une alliance germano-soviétique puisqu'il affirme que celui qui dominera l'Europe de l'Est, contrôlera le *Heartland*, aura ainsi la mainmise sur l'île monde et, au final, commandera le monde. Il propose donc une alliance entre le Royaume-Uni, les USA et la France ainsi que le désarmement de l'Allemagne. Sa vision va notamment influencer celle des Nazis.



L'organisation du monde selon Mackinder (idée du *Heartland*) et Spykman (idée du *Rimland*). Source : <https://bit.ly/2WoOQr0>.

L'Américain **Nicholas Spykman** (1893-1943) s'inscrit dans la lignée de Mackinder mais, selon lui, le territoire pivot est la région côtière située au sud du *Heartland*, un croissant territorial allant de l'Europe de l'Ouest à l'Asie de l'Est en passant par le Moyen Orient (qu'il nomme le *Rimland*). Pour assurer la sécurité des États-Unis, il conseille donc de contrôler les États du *Rimland* afin de s'assurer d'un équilibre des puissances en Eurasie.

L'après 1945

Ayant fortement nourri l'expansionnisme allemand et l'idéologie politique nazie, la géopolitique va être mise au ban, tant dans les universités qu'au sein des stratégies de politique étrangère des États. Par ailleurs, la Guerre froide va amener une interprétation plus "simple" du monde : celui-ci devient bipolaire, opposant les États-Unis et l'URSS et, plus largement, deux idéologies : le capitalisme et le communisme. Il n'y a plus besoin de théories géopolitiques. En outre, les facteurs géographiques perdent en importance : l'arrivée de différentes technologies permet de surmonter certains éléments naturels qui pouvaient poser problème : les avions volent plus loin et plus vite, les sous-marins nucléaires permettent aux pays de protéger leur puissance militaire, etc.

Mais plusieurs guerres éclatent entre pays appartenant à un même bloc à la fin des années 1970 (Cambodge-Vietnam en 1978, Iran-Irak en 1980, etc.). Elles vont nécessiter de nouvelles clés de lecture et cadres de pensée. De plus, la problématique frontières/territoires de ces conflits fait oublier les aspects

idéologiques ayant prédominé dans le passé. La géopolitique fait ainsi sa réapparition à cette époque.

Parmi les géopoliticiens marquants depuis cette époque, on peut citer trois Américains. **Zbigniew Brzezinski** (1928-2017), proche conseiller du Président Jimmy Carter à la fin des années 1970, soutient le multilatéralisme⁹ par intérêt, pour contrer le danger soviétique. Selon lui, les États-Unis doivent défendre la démocratie et les libertés individuelles. Il va, pour cela, encourager le réarmement américain et l'utilisation des droits de l'Homme contre l'URSS. **Francis Fukuyama** (1952) propose la "Fin de l'histoire", c'est-à-dire le triomphe définitif et l'universalisation de la démocratie libérale alors que **Samuel Huntington** (1927-2008) développe, pour sa part, la théorie du "Choc des civilisations". Selon lui, l'effondrement du bloc soviétique a marqué un tournant dans le fonctionnement des relations internationales : les guerres entre États fondées sur des idéologies politiques n'existeront plus pour laisser place uniquement à des conflits engendrés par des clivages identitaires et culturels, dans lesquels la religion tient une place majeure.

Huntington divise le monde en neuf "civilisations" qui englobent plusieurs États. Saluée par certains, cette théorie a été vivement critiquée par le milieu académique qui la juge simpliste, fautive et même dangereuse. En reportant tout sur les civilisations, elle fait fi des différences et disparités au sein même de celles-ci arbitrairement dessinées sous forme de blocs monolithiques. Elle ne permet, par conséquent, pas d'expliquer des conflits entre des acteurs appartenant à une même civilisation (ex : Iran/Arabie Saoudite) ou des alliances réunissant des pays localisés dans des blocs différents (ex : alliance entre les États-Unis, l'Arabie Saoudite et le Koweït).



En 1996, Huntington prédit dorénavant des conflits opposant les grandes "civilisations" du monde. © Arte - Source : <https://bit.ly/2Bx8UyG>.

Enfin, on ne pourrait clore ce rapide aperçu de l'histoire de la discipline géopolitique sans parler du Français **Yves Lacoste** (1929). Ce géographe, considéré comme le père de la géopolitique française, va marquer les esprits en 1976 en publiant un livre provocateur intitulé *La Géographie ça sert d'abord à faire la guerre*. Pour lui, on ne peut pas faire de géographie sans prendre en compte le politique, tout comme on ne peut envisager la politique sans géographie. Il attache également beaucoup d'importance à l'histoire. Fondateur de la revue *Hérodote* en 1976, Lacoste distingue bien la géopolitique de la géostratégie en tant qu'action politique et militaire d'un État. Contrairement aux courants géopolitiques du début du siècle, le discours de Lacoste est plutôt empreint d'une influence marxiste. Il permet, en France, de "réhabiliter politiquement la géopolitique, pour en refaire une discipline intellectuelle permettant de comprendre le monde, et non un projet politique de domination par certains peuples"¹⁰.



2. Quel ordre mondial aujourd'hui ?

La mondialisation a permis à de nombreux acteurs de disposer d'une réelle puissance dans le monde actuel (entreprises, médias, etc.). Les États ont cependant résisté et, même si leurs agissements sont de plus en plus souvent influencés par d'autres acteurs disposant par exemple d'un pouvoir économique ou financier, ils n'en restent pas moins les acteurs centraux de la scène internationale. Nous allons donc nous attarder quelques instants sur l'évolution des relations et des rapports de force entre eux.

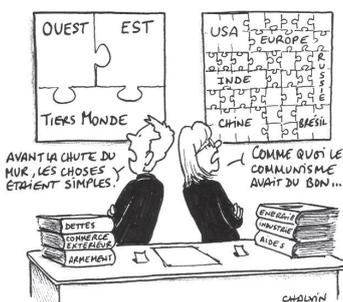
2.1. UN MONDE MULTIPOLAIRE ?

La configuration du monde a été fortement bouleversée au cours des cinquante dernières années. Il suffit de faire un rapide retour historique pour s'en apercevoir.

À la fin de la Première Guerre mondiale, dans une volonté de préserver la paix, les États décident de créer une institution commune : la Société des Nations. Cette dernière n'inclut cependant pas tous les États (l'Allemagne et les États-Unis en sont absents), ce qui va mener à son échec et va être déterminant dans l'émergence de la Seconde Guerre mondiale.

En 1945, les États créent une nouvelle institution rassemblant cette fois-ci les principales puissances : l'Organisation des Nations Unies (ONU). Malgré une volonté affichée d'égalité, certains États dominent rapidement cette nouvelle institution à travers son organe principal, le Conseil de sécurité, qui est composé de cinq membres permanents disposant d'un droit de veto : la Chine, les États-Unis, l'Union Soviétique, la France et le Royaume-Uni. Principaux vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale et/ou rassemblant la majorité de la population mondiale (en comptant les empires coloniaux), ces États sont alors considérés comme les plus puissants.

Dès 1947, la Guerre froide éclate et ce nouvel équilibre international est mis à mal. Le monde devient bipolaire, opposant États-Unis et URSS. Toutes les relations internationales et les conflits durant cette période peuvent se lire sous le prisme de la Guerre froide, chaque pays étant dans le camp de l'un ou de l'autre. L'effondrement de l'URSS et la proclamation d'indépendance pour ses quinze républiques en 1991 va ensuite laisser place à un monde unipolaire où domine une seule et unique "hyperpuissance" : les États-Unis. L'hégémonie du modèle américain, basée sur le capitalisme et la démocratie libérale, atteint son apogée durant les années 1990.



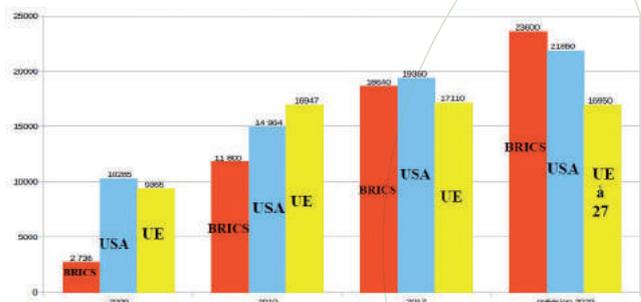
Le monde actuel vu par le dessinateur Chalvin, mars 2008.

© Chalvin - Source : <https://bit.ly/2tgDLeh/>

Parallèlement, certains pays connaissent une forte croissance et leur poids dans l'économie mondiale augmente considérablement au début du XXI^e siècle : on les appelle les puissances émergentes ou les "BRICS", acronyme rassemblant la première lettre de chacun de ces pays (en anglais) : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (*South Africa*). Dans ce groupe, la Russie et la Chine devraient plutôt être considérées comme des pays en voie de ré-émergence, au vu de leur passé impérial. La puissance économique des pays du BRICS leur donne progressivement l'opportunité de peser sur la scène internationale et de revendiquer une place décisionnelle sur l'échiquier politique.

En 2017, les BRICS représentent plus de 40% de la population mondiale et près de 23% du produit intérieur brut (PIB) mondial, soit un bond de 12% par rapport à 2001¹¹. Même si leurs croissances respectives ont été moins importantes ces dernières années (en cause, notamment, la chute des cours du pétrole et des matières premières de façon générale), leurs PIB cumulés dépassent déjà celui des 28 pays de l'Union européenne et, selon les prévisions, ils supplanteront les États-Unis dès 2020. En 2030, le PIB cumulé des BRICS devrait même dépasser celui du G6 (États-Unis, Allemagne, Japon, France, Royaume-Uni et Italie).

Évolution des PIB cumulés des BRICS en milliards de dollars (comparaison avec USA et UE)



Source : <https://bit.ly/2sVSbjT>.

9. "Le multilatéralisme est un système de relations internationales qui privilégie les négociations, les engagements réciproques, les coopérations, les accords entre plus de deux pays, dans le but d'instaurer des règles communes. Il s'oppose à l'unilatéralisme (action d'un seul État) et au bilatéralisme (relations entre deux États)". Définition issue de *La Toupie*, sur www.toupie.org/Dictionnaire/Multilateralisme.htm.
10. Boniface P., *La Géopolitique. 48 fiches pour comprendre l'actualité*, Paris, Eyrolles, 2018, p.30.
11. Barbier A., "À Johannesburg, les BRICS se cherchent un nouveau souffle", dans *Le Monde*, publié le 27/07/18 sur www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/27/a-johannesburg-les-brics-se-cherchent-un-nouveau-souffle_5336847_3212.html.



Barack Obama et Donald Trump, deux approches opposées de la politique internationale. © Getty.

Peut-on dès lors parler de la fin de l'hégémonie américaine ? La puissance des États-Unis s'est érodée ces dernières années. L'idée d'un monde multipolaire, où le pouvoir est équitablement réparti entre grandes puissances, a clairement émergé. La montée en force d'autres États et la globalisation ne permettent en tout cas plus aux États-Unis d'agir comme ils l'entendent, en tant que seule et unique puissance. Comme le souligne Pascal Boniface, "la diversification et la multiplication des acteurs empêchent de pouvoir fixer seul l'agenda et les règles". Durant sa présidence, Barack Obama a appliqué une politique internationale qui tranchait clairement avec celle de ses prédécesseurs (Bush père et fils). Il a replacé au centre de celle-ci la multipolarisation du monde et affiché une volonté claire de renforcer le multilatéralisme (notamment dans les institutions internationales). En 2017, l'arrivée de Donald Trump au pouvoir a, cependant, rebattu une nouvelle fois les cartes. Ce dernier a clairement affiché sa volonté de réaffirmer la suprématie de son pays dès le début de sa campagne (comme en attestait son slogan "Make America great again"), au détriment du multilatéralisme. Il se montre ainsi défavorable aux institutions internationales qu'il juge lourdes, coûteuses et inefficaces.

Plutôt que de parler d'un déclin des États-Unis en tant que tel, il serait, selon certains, plus juste de parler d'une montée en puissance d'autres États. Pour bon nombre d'observateurs, les États-Unis restent une puissance bien réelle, en attestent ses dépenses militaires qui sont plus élevées que les sept pays les plus dépensiers situés après elle dans un classement des dépenses militaires en 2018¹². Plutôt que "multipolaire", ils préfèrent ainsi parler d'un système "uni-multipolaire" au sein duquel les États-Unis disposent toujours de l'hégémonie bien que celle-ci soit complétée par des institutions multilatérales telles que l'ONU. La puissance des États-Unis serait donc tout aussi importante, elle aurait simplement évolué (il ne leur est plus possible d'agir de façon isolée) et se montrerait moins visible que par le passé. Une citation d'Obama juste après son élection en 2008 illustre bien ce phénomène : "Les États-Unis ne peuvent résoudre seuls tous les problèmes du monde, mais sans les États-Unis aucun grand problème du monde ne peut être résolu"¹³.

Il semble dès lors intéressant de s'interroger sur les éléments permettant à un pays d'être plus puissant qu'un autre et de disposer du leadership ?

2.2. LE CONCEPT DE PUISSANCE

La puissance est multiforme. Outre les facteurs géographiques dont nous avons parlé précédemment (sa dimension, sa configuration, sa position), d'autres éléments vont entrer en compte pour déterminer la puissance d'un État. Pour être considéré comme une grande puissance, il faut disposer de ces attributs mais également avoir l'intention de s'affirmer par rapport aux autres.

- **Économie** : le poids mondial de son PIB.
- **Militaire** : la possession de l'arme nucléaire (effet de dissuasion), les investissements financiers dans la défense (recherche et développement, matériel, hommes, etc.), les bases militaires à l'étranger, etc.
- **Technologie** : les innovations technologiques dans des domaines tels que l'information et la communication, les transports, les sciences, etc.
- **Culture** : elle constitue un atout réel dans la compétition internationale car elle permet d'élargir son influence au-delà de son territoire, et même de territoires où son armée est présente. Les arts participent clairement au rayonnement d'un État, via l'exportation de son cinéma, la diffusion de sa littérature, l'ouverture de centres culturels dédiés à sa culture à l'étranger, etc.



L'exploration de la Lune est un signe de puissance technologique considérable. Elle a d'ailleurs fait l'objet d'une véritable course entre les États-Unis et la Russie. © Neil Armstrong/AP/SIPA.

SÉDUIRE POUR MIEUX RÉGNER, OU LE *SOFT POWER*

De nos jours, la capacité d'influence et de persuasion d'un État sur un autre ne passe plus uniquement par la force, la menace ou la coercition. D'autres moyens permettent à un État de s'attirer la sympathie d'un autre pays et de sa population, de disséminer ses idées, d'influencer des comportements, de modifier les représentations... et ce, en douceur, sans que les personnes visées ne s'en rendent réellement compte. C'est ce qu'on appelle le *soft power* (littéralement, la puissance douce). Outre le rayonnement culturel, il se concrétise pour un État par l'accueil d'étudiants étrangers dans ses universités, le charisme et le capital sympathie de son chef d'État, la publicité, l'aide internationale bilatérale, la diffusion de sa technologie, etc.

Concept développé par l'Américain Joseph Nye en 1990, il est aujourd'hui largement utilisé par les hommes politiques et États, mais aussi par des entreprises multinationales, des ONG, des institutions internationales ou encore des réseaux de citoyens pour augmenter leur influence. Le *soft power* est utilisé en opposition au *hard power* qui consiste en l'activation de moyens tels que les armes ou l'économie (via un boycott, des tarifs douaniers en hausse, etc.) pour contraindre l'autre à une confrontation plus directe.

Les États-Unis, avec leur pouvoir d'attraction de l'*American Way of Life*, en font un usage important. Joseph Nye disait en 1990, dans son livre *Bounds to lead* : "La majorité du *soft power* américain a été produit par Hollywood, Harvard, Microsoft et Michael Jordan". Les liens entre Hollywood, Washington et le Pentagone sont nombreux et anciens¹⁴. Dès 1915, le Pentagone finance des films de guerre qui subliment l'héroïsme américain, diffusant ainsi certaines valeurs et favorisant l'adhésion du peuple américain – mais aussi de pays étrangers – à la politique de défense du gouvernement américain. En 1941, l'armée financera de nombreux films et séries exaltant le patriotisme des alliés



Source : <https://bit.ly/2TiZ3mN>.



Source : <https://bit.ly/2DFxrcV>

pour justifier l'engagement du pays dans la Seconde Guerre mondiale. Cette collaboration entre le Pentagone et Hollywood s'est poursuivie intensément jusqu'à aujourd'hui, en attestent des films tels que *Zero Dark Thirty* (2010) sur la traque d'Oussama Ben Laden réalisé par Kathryn Bigelow ou *American Sniper* de Clint Eastwood (2015) qui raconte l'histoire d'un tireur d'élite américain envoyé en Irak dans le but de protéger ses camarades.

Réelle propagande pensée par le gouvernement, cette pratique se rapproche du *hard power*, notamment quand elle a pour objectif de recruter des soldats. Mais au-delà des films de guerre, Hollywood et Disney participent de façon générale à la transmission et la glorification des modes de vie et valeurs occidentales, du "rêve américain".



Écouter cette chronique amusante sur France Inter qui illustre bien ce qu'est le *soft power* (3 min) : www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-07-aout-2017.

2.3. LA LUTTE ENTRE LES GRANDES PUISSANCES

Pour comprendre l'actualité et les agissements des États sur la scène internationale, on doit se demander : quels sont **les intérêts** que veut préserver un État, et quelles sont **les menaces** qui pèsent sur lui ? Les intérêts peuvent être de différents ordres : économique (accords de libre-échange, signature de gros contrats, etc.), géostratégique (accéder aux ressources ou inversement pouvoir exporter celles dont on dispose) ou encore politique (par la création d'alliances). On distingue les intérêts vitaux d'un État de ses intérêts secondaires. Les menaces, quant à elles, ne sont pas toujours aisées à identifier pour les États : il n'est pas évident de distinguer les menaces réelles (dites objectives) des menaces perçues (dites subjectives). Souvent, il y a un écart entre les risques perçus (le sentiment d'insécurité) et la réalité de ce danger. La peur n'est pas toujours liée aux risques réels. La peur du terrorisme

de la population en Belgique en est un bon exemple : il y a, en effet, aujourd'hui, plus de probabilité de mourir d'une maladie ou d'un accident de la route dans notre pays que dans un attentat terroriste. Les menaces perçues par une population peuvent notamment s'expliquer par un certain aveuglement lié à un manque d'information, à des informations tronquées ou encore à un traitement médiatique inégal.

12. SIPRI, "Le niveau des dépenses militaires mondiales se maintient à 1 700 milliards de dollars", Communiqué de presse, publié le 02/05/18 et disponible sur www.sipri.org/sites/default/files/2018-05/milex_press_release_fre_1.pdf.

13. Boniface P., *Atlas des relations internationales*, Paris, Armând Colin, 2008, p.10.

14. Maréchal G., "Hollywood et le *soft power* américain", dans *Les Clonantes*, publié le 17/03/18 sur www.clonantes.org/hollywood-et-le-soft-power-americain.html.



Cette carte a été réalisée en 2013 par le site d'infographie Amazing Maps à partir des réponses données par 64 000 personnes dans 65 pays à la question : *Quelle nation, selon vous, menace le plus la paix dans le monde ?*
Source : <https://bit.ly/2BcwFvH>.

Face à ces deux éléments (intérêts et menaces), l'État va mettre en place **une stratégie** particulière. Cette dernière explique le fait qu'un État agisse de telle ou telle manière sur la scène internationale. Il existe de multiples stratégies pour augmenter sa puissance. Nous avons déjà abordé les concepts de *soft/hard power*. Schématiquement, deux jeux de plateau permettent d'illustrer deux grandes stratégies possibles lorsqu'on veut dominer la scène internationale : le jeu d'échec et le jeu de Go. Alors que dans le jeu d'échec on cherche à éliminer l'autre, le but du jeu de Go est de contrôler le plan de jeu en y construisant des "territoires" ou en encerclant l'adversaire pour le faire "prisonnier". Il y a donc l'idée qu'on n'élimine jamais l'adversaire mais qu'on l'oblige à aller ailleurs. Le premier jeu est d'origine occidentale alors que le second est d'origine chinoise. L'un comme l'autre reflète assez bien les stratégies générales utilisées dans la réalité par les deux puissances que constituent la Chine et les États-Unis.

En 2018, si on considère le monde comme uni-multipolaire, on peut distinguer quatre grandes puissances : les États-Unis, la Chine, la Russie et l'Union européenne. Pourquoi ? Ceux-ci sont des acteurs majeurs dans l'ensemble des conflits internationaux. Ils représentent également les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies (l'Union européenne y étant représentée par la France et le Royaume-Uni, deux de ses puissances majeures). Bien sûr, les conflits se passent à différents niveaux qu'il faudra prendre en compte pour les comprendre et les résoudre. Mais parfois, derrière certains conflits pouvant paraître très locaux se cachent des enjeux majeurs pour certaines grandes puissances. Les positions défendues par ces dernières au niveau du Conseil de sécurité sont donc toujours intéressantes à analyser pour bien comprendre un conflit.

2.4. LA RUSSIE : ANALYSE GÉOPOLITIQUE D'UNE GRANDE PUISSANCE

Pour clôturer cette dernière partie, nous proposons de mobiliser les différents concepts abordés précédemment à travers l'analyse géopolitique d'un pays important : la Russie. Celle-ci n'est évidemment pas exhaustive, elle se veut avant tout une application rapide de ce que nous venons d'exposer.

Forte de ses 17 millions de km², la Russie est le pays le plus vaste du monde. À cheval entre l'Europe et l'Asie, elle est au carrefour de multiples civilisations et partage ses frontières avec 14 autres pays. La Russie a de nombreuses ressources naturelles sur son territoire – notamment du pétrole, du gaz et du bois¹⁵.

Après l'effondrement de l'URSS en 1991, la Russie a traversé une période difficile (instabilité politique, difficultés socio-économiques et déclin militaire) et a dû concentrer ses efforts sur les enjeux intérieurs au détriment de sa politique étrangère. L'intervention de l'OTAN en Serbie (ex pays satellite de l'URSS) en 1999 a déclenché un réel choc pour la population russe. Ce dernier sera à l'origine de la décision stratégique de Vladimir Poutine, arrivé au pouvoir au début des années 2000, de réaffirmer la puissance russe sur la scène internationale.

La Russie a-t-elle les atouts d'une grande puissance ?

Historiquement, la Russie compte parmi les grandes puissances du monde. On peut toutefois se demander dans quelle mesure la Russie est réellement une grande puissance aujourd'hui ? Nous proposons de revenir sur les différentes notions identifiées précédemment comme symboles de puissance. La puissance d'un État peut s'observer à différents niveaux : économique, militaire, technologique, ou culturel.

Au niveau économique

À la veille de la Première Guerre mondiale, la Russie était la troisième économie mondiale, derrière les États-Unis et l'Allemagne. À partir des années soixante, l'économie du pays va connaître un déclin. Aujourd'hui, malgré la présence de nombreuses ressources sur son territoire, la Russie n'est que la 12^{ème} puissance économique mondiale. Avec un PIB de \$1 469,3 milliards en 2017, le pays se classe loin derrière les États-Unis (\$19 362,1 milliards)¹⁶. À titre indicatif, le PIB de la Russie est équivalent à ceux de la Belgique et des Pays-Bas cumulés¹⁷. Depuis quelques années, le taux de croissance russe oscille entre +1,5 et +2% par an. Selon les prévisions, cette tendance va se poursuivre. Ce chiffre est tributaire de l'évolution du cours des matières premières. En effet, l'économie russe souffre d'un manque criant de diversification et repose essentiellement sur l'exportation de ces dernières. La croissance peut donc grandement fluctuer d'une année à l'autre. De plus, les sanctions économiques imposées par les États-Unis et l'Union européenne (suite au rôle de la Russie dans la crise ukrainienne) ont un impact sur l'économie russe, sa croissance, etc.



Au niveau militaire

À son arrivée au pouvoir, V. Poutine s'est fixé deux objectifs : relancer l'activité économique du pays et utiliser ses retombées pour moderniser l'appareil militaire national. Au début des années 2000, ce dernier n'est plus aussi performant que par le passé car les budgets de la défense ont été drastiquement réduits. En raison des ressources limitées, la priorité est donnée à certains investissements stratégiques tels que le nucléaire. Car Poutine l'a bien compris, la possession de cette arme lui confère de fait un statut de grande puissance. La Russie est aujourd'hui la seule puissance (avec les États-Unis) à être capable de détruire totalement son adversaire – américain – en cas d'attaque. Les deux pays concentrent 90% de l'arsenal nucléaire mondial.

La priorité donnée à la défense s'observe dans les chiffres. Proportionnellement à son économie, le budget alloué aux dépenses militaires est très important : en 2016, la Russie a consacré 5,4% de son PIB à la défense (contre 3,3% pour les USA et 1,9% pour la Chine), équivalent à environ \$70 milliards (ce qui reste très faible en comparaison aux USA - \$600 milliards - et à la Chine - \$215 milliards)¹⁸. La Russie est également le deuxième exportateur d'armes au monde (derrière les États-Unis).

La Russie est la troisième puissance militaire au monde. L'armée et l'appareil militaire russe contribuent sans aucun doute à son statut de puissance dans le jeu des relations internationales et garantissent sa souveraineté. La Russie peut aujourd'hui compter sur une armée performante au service de ses ambitions géopolitiques.

Au niveau technologique

Durant la Guerre froide, l'URSS bénéficiait d'une reconnaissance particulière pour sa capacité d'innovation technologique. Pour rappel, c'est elle qui, en première, a conquis l'espace avec l'envoi du missile Spoutnik en 1957 qui déclencha "la guerre de l'espace" avec les États-Unis. Aujourd'hui, la Russie continue d'impressionner par ses innovations sur le plan militaire (armes de pointe, robot, etc.). Toutefois, elle est beaucoup moins performante dans l'innovation technologique civile et de la consommation quotidienne.

Au niveau culturel

Après l'éclatement de l'URSS, on estime que 25 millions de russophones se sont retrouvés en dehors des frontières du nouvel État¹⁹. Moscou conserve un grand pouvoir d'attraction sur ses populations et auprès de qui elle développe de nombreuses stratégies de "soft power".

La Russie possède indéniablement des attributs de "grande puissance" : elle est par exemple bien intégrée dans les organisations internationales et régionales et bénéficie du statut privilégié de membre permanent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Son droit de veto est primordial car il lui permet de s'opposer et bloquer les politiques occidentales qui ne lui conviennent pas (ex : Syrie). De plus, cela lui confère un statut de puissance au même titre que les États-Unis (et est donc considéré comme la légitimation ultime pour Moscou). La priorité de la Russie à l'ONU n'est pas l'efficacité de l'organisation mais le statut et l'influence qu'elle lui confère. Cette "attitude intéressée" apparaît aussi dans le cadre de son appartenance au BRICS, qui incarne "une vision alternative de la gouvernance globale où la Russie occupe une place centrale tandis que l'Occident y est marginalisé."²⁰

La Russie défend un modèle différent de celui proposé par l'Occident basé sur "les valeurs collectives et la cohésion nationale au détriment des droits individuels, sur l'identité et les racines spirituelles et religieuses, sur la souveraineté des États et le sens de la patrie par rapport à l'universalisme"²¹. Si cette dichotomie est moins forte qu'à l'époque de la Guerre froide, elle n'en reste pas moins significative. Et ce d'autant plus dans le contexte actuel. La Russie a en effet su prendre la mesure des importants changements du monde contemporain avec le déclin de l'ordre libéral occidental (notamment avec la montée du populisme, la crise économique ou le Brexit²²) qui laisse à penser que ce modèle n'est pas la réponse adéquate aux défis du monde contemporain d'une part, et la montée en puissance de l'Asie d'autre part (Inde, Chine, etc.). Toutefois, bien que sa puissance militaire soit incontestable, les faiblesses de son économie pourraient contrecarrer ses ambitions géopolitiques.

Si la Russie a incontestablement été une puissance du XX^e siècle, la question se pose de savoir si elle saura préserver ce statut au XXI^e. Elle devra trouver sa place dans cette reconfiguration de l'ordre mondial pour ne pas faire partie des laissés-pour-compte et s'assurer une place digne de sa puissance retrouvée.

15. de Gliniasty J., *Géopolitique de la Russie. 40 fiches illustrées pour comprendre le monde*, Paris, Eyrolles, 2018.

16. flimlin E., "La Russie économique et sociale en quelques chiffres", dans *Le Monde*, publié le 17/03/18 sur http://www.lemonde.fr/international/article/2018/03/17/la-russie-economique-et-sociale-en-quelques-chiffres_5272531_3210.html.

17. De Grauwe P., "Pourquoi la Russie est un nain économique et un géant politique", dans *Le Soir*, publié le 25/04/18 sur <https://plus.lesoir.be/153192/article/2018-04-25/pourquoi-la-russie-est-un-nain-economique-et-un-geant-politique>.

18. de Gliniasty J., *op.cit.*

19. *Ibid.*

20. Lo B., "Vladimir Poutine et la politique étrangère russe : entre aventurisme et réalisme ?", *Russie.Nei.Visions*, n°108, Ifri, juin 2018, disponible sur www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/bobo_lo_poutine_politique_etrangere_russe_2018.pdf.

21. de Gliniasty J., *op.cit.*

22. Kastoueva-Jean T., "Vladimir Poutine, l'arbre qui cache les faiblesses de la Russie", dans *IFRI*, publié le 11/01/18, disponible sur www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/vladimir-poutine-larbre-cache-faiblesses-de-russie.

Comprendre l'action de la Russie sur la scène internationale

Le tableau ci-dessous mobilise les différents concepts étudiés précédemment dans le dossier en les appliquant au cas de la Russie pour tenter de mieux comprendre sa politique étrangère. Ce tableau reprend les éléments les plus significatifs, mais n'a pas la prétention de l'exhaustivité.

Des explications complémentaires sont développées parallèlement au tableau pour certains éléments qui y figurent (ils sont signalés par une *). Nous reviendrons également sur certains éléments dans la dernière partie de ce dossier consacrée à l'analyse du conflit en Ukraine dans lequel la Russie joue un rôle non négligeable.



Source : <https://bit.ly/2SfUYmi>.

INTÉRÊTS VITAUX ET STRATÉGIQUES

Les ressources naturelles - La Russie bénéficie de la présence de nombreuses ressources naturelles sur son territoire - notamment de gaz et de pétrole dont elle détient respectivement 17 et 7% des réserves mondiales. L'exportation de ces richesses constitue donc un enjeu de premier plan. Selon les années, la Russie est toujours le 1^{er} ou 2^{ème} exportateur mondial d'hydrocarbures. Ces derniers représentent 60% de ses exportations et 50% de ses recettes budgétaires²³. La construction de gazoducs et d'oléoducs pour exporter ces ressources est donc un enjeu de taille.

Les ressources peuvent être utilisées comme un levier politique. Par exemple la Russie peut "couper le robinet d'approvisionnement" de l'Ukraine ou de l'Europe. Il s'agit toutefois de ne pas aller trop loin car la Russie a besoin d'exporter ces ressources en Europe et ne doit donc pas la pousser dans les bras d'autres fournisseurs.

Préserver son ascendant sur "l'étranger proche" - Moscou veut préserver son influence directe sur son "étranger proche" pour des raisons politiques, économiques et stratégiques. Les révolutions de couleurs en Géorgie (2003) et en Ukraine (2004), n'ont guère plu à Poutine, lui faisant craindre une "contagion démocratique" à l'intérieur de ses frontières. Il a donc mis en place une stratégie visant à affaiblir les nouveaux régimes, augmenter la présence économique russe dans la zone et à attiser les conflits territoriaux en Moldavie (Transnistrie), en Géorgie (Abkhazie et Ossétie du Sud) et en Ukraine. La Russie ambitionne également de stopper l'élargissement de l'OTAN et de tenir à distance l'influence occidentale dans ces pays. L'annexion de la Crimée s'inscrit dans la même démarche²⁴.

CONCEPTS	APPLICATION AU CAS DE LA RUSSIE	
Objectif général	Réaffirmer son statut de grande puissance et être un acteur qui compte dans le jeu des relations internationales.	
Intérêts vitaux / stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Exporter ses ressources (pétrole et gaz)* ▶ Préserver son ascendant sur "l'étranger proche"* (terme utilisé pour parler des anciens pays satellites de l'URSS) 	
Menaces perçues	<p>Au niveau international :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ L'Occident (États-Unis et l'expansion de l'Union européenne vers "l'étranger proche")* ▶ L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)* <p>Au niveau national :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ La corruption et le terrorisme 	
Stratégies mises en place	Mélange de hard et soft power	<p>Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Hard power : ex. annexion de la Crimée ▶ Soft power : ex. le sport (Jeux Olympiques, Coupe du Monde), nombreux médias russes diffusés à travers le monde dans plusieurs langues, etc.²⁵
	S'imposer comme un acteur incontournable dans certaines zones stratégiques et dans la résolution des conflits	<ul style="list-style-type: none"> ▶ "Étranger proche" (le cas de l'Ukraine) ▶ Moyen-Orient (notamment avec l'Iran, la Turquie, l'Arabie Saoudite, mais aussi Israël). Ex : le cas de la Syrie* ▶ Asie Centrale
	Créer des alliances stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le "Pivot vers l'Est" (le cas de la Chine)* ▶ BRICS ▶ Union économique eurasiatique ▶ Union de Shanghai

LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : ENTRE TRANSPARENCE DU DISCOURS ET INTÉRÊTS OPAQUES

La Russie a ratifié l'Accord de Paris sur le climat car elle souhaite afficher sa bonne volonté en la matière auprès de ses homologues internationaux (et cela a été d'autant plus pertinent que les États-Unis s'en sont retirés, donnant ainsi à la Russie une image d'acteur responsable). Toutefois, pour la Russie qui n'a aucun accès aux mers chaudes (et donc navigables), il est dans son intérêt que la calotte glaciaire fonde davantage car cela lui permettra de développer son projet de "Route maritime du Nord" pour exporter ses matières premières plus rapidement et à moindre coût²⁶.



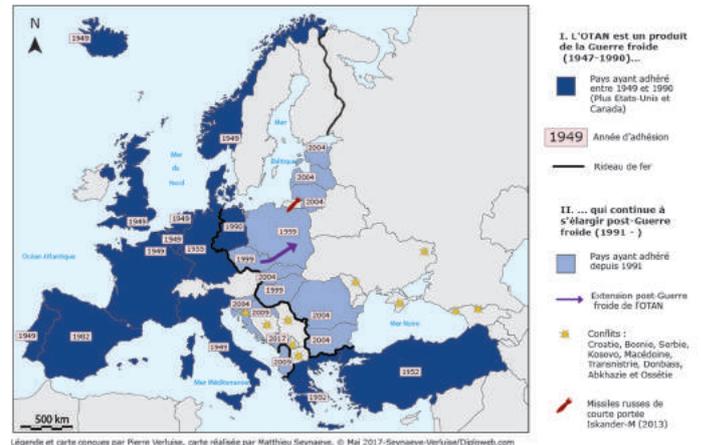
La route maritime du Nord permet un gain de temps de deux semaines de navigation par rapport à la route passant par le Canal de Suez, mais elle n'est praticable que durant la période estivale de l'hémisphère nord. © Le Monde – Source : <https://lemde.fr/2GBKffH>.

MENACES PERÇUES

L'OTAN est considérée comme une menace par 80% de la population, dont 45% qui voient l'Alliance comme une menace majeure²⁷. L'Alliance est identifiée comme étant le bras armé des États-Unis. Partageant les frontières terrestres de 14 États, la Russie a toujours souffert d'un "complexe d'encerclement"²⁸. Aussi, lorsque l'OTAN décide de se tourner vers son "étranger proche"²⁹, cela ne plait guère à Moscou qui y voit une politique agressive.

L'Occident – Les relations entre les États-Unis et la Russie sont au plus bas depuis la fin de la Guerre froide. Les tensions entre les deux pays se sont illustrées de plusieurs manières : sanction des États-Unis (et de l'UE) après l'annexion de la Crimée en 2014, ingérence russe dans la campagne présidentielle américaine en 2016, affaire Skripal en 2018 (empoisonnement d'espions russes en Grande Bretagne) ou encore par le retrait des États-Unis du traité sur les armes nucléaires à la fin de l'année 2018.

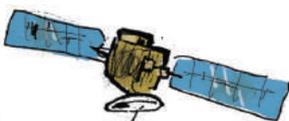
L'OTAN : De sa création à l'intégration du Monténégro



Au fil des élargissements de l'OTAN sur le continent européen, la Russie s'est sentie de plus en plus "encerclée".

© Mai 2017-Seynaeve-Verluise/Diploweb.com – Source : <https://bit.ly/2xSgl8Y>.

23. de Glinasty J., *op.cit.*
24. Mendras-Rosdahl M., "Vingt ans après. La Russie et la quête de puissance", *Commentaire*, n°136, hiver 2011-2012, pp.891-900, disponible sur : <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01024506/document>.
25. Voir notamment : Aubin L., "Quel sport power pour la Russie ?", dans *Hérodote* 2017 3/4 (n°166-167), pp.189-202.
26. *Courrier International*, "Raccourcis polaires", dans *Atlas des nouvelles routes*, Hors-série sept/oct. 2018, pp.12-15.
27. Ausloos M., "Les Russes approuvent la politique étrangère de Poutine mais s'inquiètent de la corruption", dans *Le Monde*, publié le 22/08/18 sur : www.lemonde.fr/europe/article/2018/08/22/les-russes-approuvent-la-politique-etrangere-de-poutine-mais-s-inquietent-de-la-corruption_5345040_3214.html.
28. *Les Échos*, "La Russie veut retrouver son rang à l'international", dans *LesÉchos.fr*, publié le 12/03/18 sur : www.lesechos.fr/12/03/2018/lesechos.fr/030139226215_la-russie-veut-retrouver-son-rang-a-l-international.htm.
29. La Bulgarie, la Roumanie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie et la Slovaquie ont adhéré à l'OTAN en 2004. Un dialogue a également été ouvert avec l'Ukraine en 2005, et avec les Balkans en 2006 (Serbie, Monténégro et Bosnie-Herzégovine). Voir notamment : Bak C. et Denis-Loupot A., "La Russie et les Occidentaux depuis 1991", dans *Classe Internationale*, publié le 09/11/17 sur : <https://classe-internationale.com/2017/11/09/la-russie-et-les-occidentaux-depuis-1991>.



STRATÉGIES MISES EN PLACE

S'imposer comme un acteur incontournable dans certaines zones stratégiques et dans la résolution des conflits : le cas de la Syrie

– Pour justifier son intervention en Syrie, Poutine a invoqué la nécessité de prévenir la menace du terrorisme international. Cet argument est en partie valable ; en effet, le terrorisme, dans la région du Caucase Nord notamment, est un facteur de déstabilisation pour le pays. Mais sous couvert de ce discours, Poutine trouve également d'autres intérêts à son intervention. Grâce à celle-ci, il a pu confirmer le retour de la Russie sur la scène internationale et plus particulièrement comme acteur incontournable dans les conflits qui secouent le Moyen-Orient. Cet objectif a été atteint avec brio : il serait impensable aujourd'hui d'envisager une résolution du conflit syrien sans convier la Russie à la table des négociations.

Créer de nouvelles alliances stratégiques : le "pivot vers l'Est"

– La qualité de grande puissance de la Russie dépendra des partenariats qu'elle constituera avec la région asiatique qui est en plein essor. La Russie souhaite devenir le pont entre l'Europe et l'Asie. Ainsi, elle a mis en place une nouvelle stratégie de partenariat avec la Chine. Cette collaboration s'observe à différents niveaux.

Les échanges économiques entre les deux pays ont été multipliés par trois entre 2009 et 2014 ; notamment par le biais de signature de gros contrats d'exportation³⁰. Mais c'est probablement au niveau militaire que la coopération est la plus significative. Les deux pays se sont entendus pour coopérer dans les domaines du nucléaire et de l'aéronautique. Ils ont également entériné la vente d'armes russes à la Chine et réalisé des manœuvres militaires conjointes³¹.

Au niveau politique, les deux puissances ne défendent pas toujours les mêmes positions. Mais elles affichent une volonté de soutien mutuel. Si la Chine n'a pas soutenu la Russie dans son annexion de la Crimée, elle ne s'est pas non plus prononcée contre (au sein du Conseil de sécurité de l'ONU) estimant qu'elle n'avait pas son mot à dire et en avançant l'argument de la "non-ingérence".

La relation entre les deux pays est *a priori* amenée à perdurer dans la mesure où cette alliance permet de contrer la menace et l'influence américaine. Mais on voit également que cette alliance est déséquilibrée en faveur de la Chine, qui a moins besoin de ce partenariat que son homologue russe.



On observe un rapprochement entre la Russie et la Chine sur des dossiers sensibles, comme le nucléaire iranien, la Birmanie ou encore le Darfour. Ces convergences de vues, opposées à celles des États-Unis, sont déterminées par des intérêts partagés plus que par des valeurs communes.
© Arte – Source : <https://bit.ly/2CkgjuV>.

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET LE DROIT INTERNATIONAL

Les États cohabitent sur la scène internationale. Ils ne peuvent donc agir en électron libre, et vont devoir s'accorder sur des règles et des modes de fonctionnement pour réguler leurs interactions en créant des espaces de rencontre, de discussion et des cadres légaux communs. Cette volonté d'association traduit le principe du **multilatéralisme**, qui repose sur un mode de discussion, concertation, négociation ou d'action, non plus avec un seul autre État (bilatéralisme) mais à plus de deux partenaires³².

Pour réguler leurs relations, mais aussi gérer des enjeux qui dépassent le cadre strictement national, les États vont s'associer au sein d'**organisations internationales**. Ces dernières peuvent être d'ordre thématique (ex : l'Organisation Mondiale du Commerce, l'Organisation Internationale des Migrations, l'Organisation Mondiale de la Santé ou encore l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) ou basées sur des critères géographiques (ex : l'Union européenne, l'Union africaine, l'Association des États d'Asie du Sud-Est...) ou culturels (ex : l'Organisation Internationale de la Francophonie).

L'**Organisation des Nations Unies (ONU)** est le cas le plus emblématique du principe de multilatéralisme. La Charte des Nations unies³³, qui entérine la création de l'organisation, ses grands principes et son fonctionnement, a été ratifiée en 1945 à l'unanimité par les 50 États présents à la Conférence de San Francisco. L'Organisation compte aujourd'hui 193 États membres et 2 États observateurs (Palestine et Vatican). Elle a pour objectif principal de maintenir la paix et la sécurité.

L'ONU est composée de différents organes dont les deux principaux sont l'Assemblée Générale et le Conseil de sécurité. Tous les pays membres de l'ONU siègent à l'**Assemblée Générale**. Elle constitue le principal organe de délibération. Les décisions s'y prennent à la majorité simple selon le principe démocratique d'une voix par État. Elle négocie et vote les grandes conventions internationales et des résolutions de portée générale. Mais son pouvoir est toutefois limité, puisqu'elle peut uniquement formuler des recommandations (à caractère non contraignant donc).

Le **Conseil de sécurité** est l'organe exécutif de l'organisation. Il est compétent pour constater l'existence d'une menace contre la paix et inviter les parties à régler pacifiquement celle-ci. Dans certains cas, le Conseil peut imposer des sanctions, voire autoriser l'emploi de la force pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. Tous les États sont tenus d'appliquer les décisions du Conseil (caractère contraignant). Il est composé de cinq membres permanents (États-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni) et de dix membres non permanents élus pour deux ans. La répartition des 10 sièges non permanents se fait par région³⁴.

Obsolète, le Conseil de sécurité ?

Depuis sa création, la composition du Conseil de sécurité suscite de vifs débats. Malgré une volonté affichée d'égalité entre États, les cinq membres permanents dominent l'organisation en bénéficiant d'un droit spécifique de veto. L'évolution de la scène internationale depuis 1945 pose aujourd'hui la question d'une réforme du Conseil en se focalisant sur deux points : le nombre de membres et surtout de membres permanents, avec, comme corollaire, le problème de l'identité de ces membres permanents et le droit de veto et son exercice. Ce dernier a été largement utilisé pendant la Guerre froide et très critiqué. Les cinq permanents ont joué de ce droit pour bloquer des situations, ménager des alliés ou punir des adversaires. Le droit de veto est cependant primordial et régit les relations des membres permanents entre eux. Pour certains, c'est un facteur de blocage, pour d'autres il est intégrateur : c'est parce qu'elles ont ce droit que les grandes puissances restent à la table des négociations onusiennes.

L'ONU compte également de nombreuses **agences spécialisées** (exemples : le PNUD, l'UNESCO, le FMI, la Banque Mondiale ou encore l'UNICEF)³⁵.

L'action des États sur la scène internationale est régie par le **droit international** par le biais de la Charte ou de conventions et traités. Ce sont les États souverains qui s'accordent sur le contenu des textes et qui décident ou non de s'y rattacher. Le droit international régit notamment : le droit de la guerre, le droit international humanitaire ou encore les droits de l'Homme. Il est également le garant de grands principes internationaux tels que : le principe du recours illicite à la force entre États, l'intangibilité des frontières, le droit des peuples à l'autodétermination ou le droit de faire sécession. L'égalité des États souverains y est affirmée ainsi que le principe de non-ingérence³⁶.

Le droit international est souvent critiqué. En effet, chaque État interprète les règles au gré de ses intérêts particuliers. Bien qu'il existe des organes judiciaires internationaux (la Cour de Justice Internationale ou encore la Cour Pénale Internationale³⁷), ces dernières peinent souvent à contraindre l'action des États et à faire appliquer leurs jugements.



1945, création de l'Organisation des Nations Unies.
© ONU/Yould

Vers un déclin du multilatéralisme ?

Si le multilatéralisme a connu une expansion conséquente au XX^e siècle, il semblerait qu'il soit aujourd'hui en déclin, au profit d'un regain nationaliste. On l'a vu ces dernières années dans plusieurs pays européens, lors des élections au Brésil en 2018 ou encore aux États-Unis avec l'élection de Donald Trump. L'affaiblissement du multilatéralisme est dû au choix des États d'agir selon leurs propres intérêts et de rejeter les initiatives des organisations supra-étatiques au nom de leur souveraineté. Cela peut aussi s'expliquer par le fait que ceux que l'on considérerait comme les garants de l'ordre international (l'ONU par exemple) manquent d'efficacité. L'ONU s'est souvent révélée impuissante face aux conflits internationaux, les membres permanents du Conseil de Sécurité peinant à s'accorder sur de nombreux sujets à cause d'intérêts contradictoires³⁸. Aussi, malgré l'interdiction du recours à la force entre États, on le verra tout au long de ce dossier, les conflits sont encore très nombreux aujourd'hui dans le monde.

30. Conclu en 2014, un contrat prévoit une livraison annuelle de 38 milliards de m³ de gaz de la Russie à la Chine, pour une période de 30 ans, ce qui représente environ \$400 milliards. En parallèle, la Chine participe à la construction des gazoducs nécessaires pour son exportation.

31. STRATPOL, "L'état des relations entre la Chine et la Russie", dans *Stratpol. Centre d'analyses politico-stratégiques*, publié le 11/01/18 sur <https://stratpol.com/chine-russie-2017>.

32. Badie B. et Devin G., *Le multilatéralisme. Nouvelles formes de l'action internationale*, Paris, La Découverte, 2007.

33. La *Charte des Nations Unies* est disponible sur www.un.org/fr/charter-united-nations.

34. 2 sièges à l'Europe occidentale et à l'Amérique du Nord, 1 siège à l'Europe orientale (héritage de la Guerre froide), 2 sièges à l'Amérique du Sud et 5 sièges à l'Afrique et à l'Asie.

35. Liste des organisations subsidiaires de l'ONU : www.un.org/fr/sections/about-un/funds-programmes-specialized-agencies-and-others.

36. L'ingérence désigne en droit international l'immixtion sans titre d'un État ou d'une organisation intergouvernementale dans les affaires qui relèvent de la compétence exclusive d'un État tiers. Définition de Mario Bettati et Bernard Kouchner, 1988.

37. Pour plus d'informations sur la justice internationale, voir l'étude de Justice et Paix *Violations des droits humains au Burundi et en RD Congo : quel rôle pour la Cour pénale internationale ?*.

38. Le Monde Politique, État du monde 2018. *Géopolitique du monde contemporain*, dans *Le Monde Politique*, 2017, p.13.

PARTIE 2

Analyser les conflits internationaux

Dans cette seconde partie, nous présentons quelques données générales sur les conflits internationaux et, ensuite, nous nous attardons sur les spécificités des conflits actuels au regard de ceux qui se sont déroulés au début du siècle précédent.

1. Les conflits au XXI^e siècle

Les conflits de ce XXI^e siècle diffèrent en bien des points des conflits ayant eu lieu au début du siècle précédent. Ils ont évolué dans leur nombre, leur nature, leur forme ou encore les acteurs qu'ils impliquent. Avant de nous pencher sur ces bouleversements, nous allons rapidement revenir sur ce qu'on entend par un conflit.

1.1. DÉFINITION

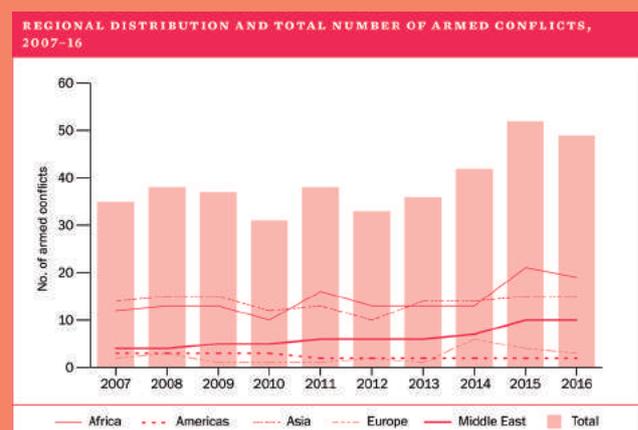
Un conflit est une "situation sociale où des acteurs en interdépendance, soit poursuivent des buts différents, défendent des valeurs contradictoires, ont des intérêts divergents ou opposés, soit poursuivent simultanément et compétitivement un même but"¹. Le conflit mène à un affrontement. Lorsque les actions menées dans le cadre du conflit sont majoritairement pacifiques (grèves, manifestations, blocages d'infrastructures, etc.), on parle de conflit social. Le recours à la violence existe dans les conflits sociaux mais celle-ci est alors considérée comme "une manifestation destructive d'un conflit social"². On parle véritablement de conflit armé à partir du moment où au moins deux groupes distincts s'opposent en ayant recours à la violence de façon organisée, en utilisant des armes et/ou la force physique et provoquant des morts.

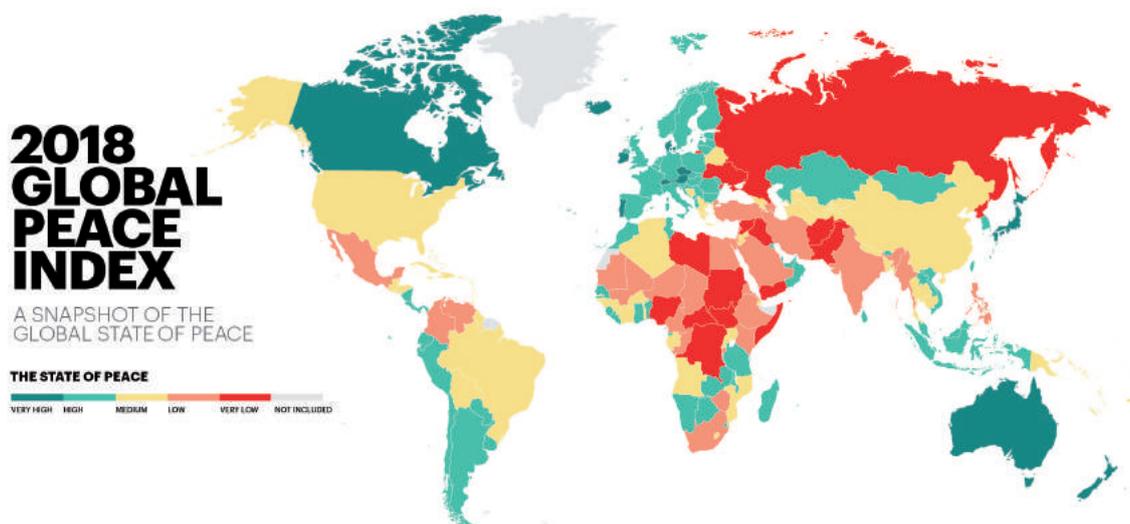
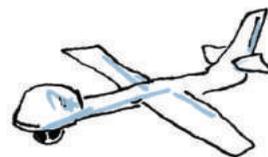
Nombre de conflits armés par année et par région du monde, 2007-2016.
Source : Yearbook 2017 - SIPRI, www.sipri.org/yearbook/2017/02.

1.2. NOMBRE ET RÉPARTITION DES CONFLITS

Le nombre de conflits armés a nettement diminué après la fin de la Guerre froide. Il faut dire que celui-ci avait triplé entre 1948 et 1991³; les États-Unis et la Russie avaient, à cette époque, instrumentalisé de nombreuses tensions régionales pour s'opposer par intermédiaire. Cependant, depuis 2014, le nombre de conflits dans le monde est à nouveau à la hausse. La période 2014-16 a vu naître un nombre significatif de conflits en comparaison à la période 2007-2013⁴.

L'UCDP dénombre 49 conflits armés actifs en 2016, dont 12 guerres (conflits armés faisant plus de 1000 morts liés au combat selon leur définition). L'Afrique concentre le plus grand nombre de conflits en 2016 (19 conflits actifs), suivie par l'Asie (15), le Moyen Orient (10), l'Europe (3) et l'Amérique (2).





Le *Global Peace Index*, réalisé par un institut de recherche londonien (IEP), est un classement annuel des pays selon leur degré d'insécurité et de paix. Il est établi sur la base de trois critères principaux : les conflits en cours, la sécurité et les dépenses militaires des États. Source : *Vision of humanity*, <https://bit.ly/2UlrXTm>.

TYOLOGIE DES CONFLITS

Il existe de nombreuses typologies des conflits, chacune choisissant des critères différents pour établir sa classification. Voici la catégorisation définie par l'*Uppsala Conflict Data Program* (UCDP), le département de recherche sur la paix et les conflits de l'Université d'Uppsala en Suède. Les conflits sont répartis en trois grandes catégories :

- ▶ **Les conflits à base étatique** : conflits armés opposant plusieurs parties dont au moins l'une d'elles appartient au gouvernement d'un État. Parmi ceux-ci, l'UCDP différencie les conflits :
 - **Interétatiques** : ils mettent aux prises deux gouvernements ou plus. Le conflit entre l'Inde et le Pakistan, autour de la question du Cachemire, en est un exemple.
 - **Intraétatiques** : ils opposent un gouvernement et un ou plusieurs groupes non étatiques (ex : groupes rebelles, milices, etc.). Le conflit opposant l'armée régulière turque et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), depuis plus de trente ans en Turquie, entre dans cette catégorie.
 - **Intraétatiques avec intervention étrangère** : ils opposent un gouvernement et un ou plusieurs groupes non

étatiques et au moins une des parties prenantes bénéficie du soutien de troupes appartenant à un gouvernement étranger et qui prennent part de façon active au conflit. C'est, par exemple, le cas de la "guerre globale" contre le terrorisme menée par les États-Unis en Afghanistan ou en Irak. Autre exemple : les interventions militaires de certains États dans des conflits internes se déroulant dans des pays frontaliers comme ce fut le cas en 2011 lorsque des troupes de la RD Congo, de la Centrafrique et du Soudan du Sud sont intervenues en Ouganda pour aider le gouvernement face à l'Armée du Seigneur (LRA).

- ▶ **Les conflits non étatiques** : ils mettent aux prises plusieurs groupes armés organisés dont aucun n'est une force gouvernementale. En Somalie, on dénombre plusieurs dizaines des groupes armés s'opposant entre eux à travers le pays.
- ▶ **Les violences unilatérales** : elles caractérisent l'usage de la violence armée par un gouvernement ou un groupe organisé contre des civils. En Birmanie, les violences des forces gouvernementales à l'encontre de la minorité rohingya en constituent un bon exemple.

1. Routier T., "Mieux comprendre les conflits pour mieux les prévenir", dans *Irenees*, publié en novembre 2008 sur www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-838_fr.html.
 2. Defensoria del pueblo, *Reporte de conflictos sociales*, n°90, 2011, p.3.
 3. Vidal D., "Des conflits entre États aux guerres civiles", dans *l'atlas géopolitique/Le Monde diplomatique*, publié en 2006 sur www.monde-diplomatique.fr/publications/l_atlas_geopolitique/a53330.
 4. Davis I., "Armed conflict and peace processes - Overview", dans *SIPRI Yearbook 2017. Armaments, Disarmament and International Security*, disponible sur www.sipri.org/yearbook/2017/02.



PISTE PÉDAGOGIQUE

un photolangage sur l'évolution des conflits



Source : <https://bit.ly/2CRUgk>.

OBJECTIF : prendre conscience de l'évolution des conflits depuis cent ans et identifier les caractéristiques propres aux conflits actuels.

DÉROULEMENT : Étaler sur une table des photos de la Première Guerre mondiale et de la guerre en Syrie et rassembler les participants. Ensuite, nous proposons deux manières d'introduire ce photolangage : 1) soit on interroge les participants sur ce que représentent ces photos sans leur donner d'indication de contexte, 2) soit on leur explique directement qu'ils ont face à eux des images illustrant la Première Guerre mondiale et la guerre en Syrie et on leur demande ce qu'on pourrait en dire. La question qui guidera la suite de l'activité est la même : quelles sont les différences entre ces deux conflits

qu'un siècle sépare ? Proposer aux participants de choisir individuellement une photo qui illustre, de leur point de vue, une différence marquante. Une fois que tous les participants ont sélectionné une image, demander d'expliquer leur choix au reste du groupe.

Lors de cette activité, le rôle de l'animateur consiste uniquement à animer la discussion, donner des indices et encourager les participants à rebondir sur les interventions des autres. L'enseignant peut lister au tableau les réponses amenées par les participants pour les compléter, ensuite, avec une partie des informations présentées dans ce chapitre.

MATÉRIEL : des photos de la Première Guerre mondiale et de la guerre en Syrie (téléchargeables gratuitement sur le site web de Justice et Paix, dans la rubrique "outils pédagogique").

Voici les photos proposées dans le photolangage avec une brève explication de ce qu'elles veulent illustrer. Les explications complètes se trouvent dans les pages suivantes.



Source : <https://bit.ly/2UoVc7R>.



© AAP

Aujourd'hui, les principales victimes des conflits sont les civils et non plus les soldats.

Les nouvelles technologies ont permis le développement de nouveaux engins de combat, capables d'actions très précises/ciblées impossibles auparavant.



© Jacques Demarthon/AFP



Source : <https://bit.ly/2CUdN19>.



© Al-Alam Al-Harbi



© Associated Press

La majorité des conflits n'opposent plus des États mais des groupes armés divers et variés (étatiques ou non).

© Illustration de Maurice Romberg, éditeur inconnu. Collection privée, Nicolas Mignon.



Source : <https://bit.ly/2RoTL09>.



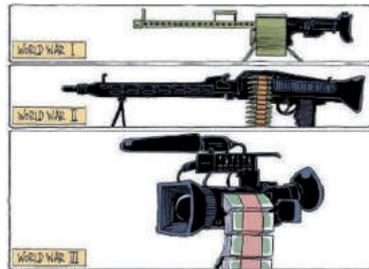
© James Lawler Duggan/AFP

Sur le terrain, les combattants prennent des allures très différentes : les armées composées de soldats en uniforme et bien organisées ne sont plus majoritaires.

Les médias audiovisuels, dont l'information est accessible presque immédiatement aux quatre coins du monde, jouent un rôle important dans les conflits actuels, à différents niveaux. Ils sont fréquemment utilisés, aussi bien par des États que par des groupes armés, pour informer ou désinformer la population, provoquer ou menacer leurs opposants ou encore montrer leur puissance.



© Capture d'écran vidéo RT France, <https://bit.ly/2UwAyD9>.



Source : <https://bit.ly/2Tj3Fn>.



© Capture d'écran émission France 5 "C à dire", 12/04/18, <https://bit.ly/2BjLlLa>.

Le champ de bataille s'est élargi : les guerres se déroulent également sur Internet et dans l'espace via diverses actions de sabotage ou d'espionnage.



Source : <https://bit.ly/2Bc17pJ>.



© Thinkstock



Source : <https://bit.ly/2CR8HpL>.



Source : <https://bit.ly/2BbXrEv>.



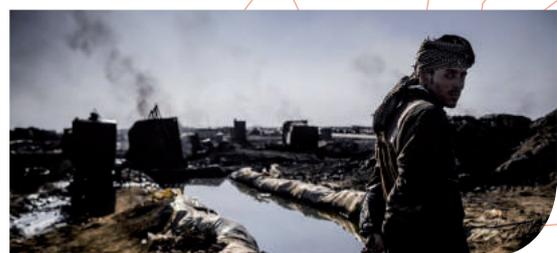
© Archives municipales de Fontenay-Sous-Bois

Auparavant, les guerres avaient un début et une fin facilement identifiables. Aujourd'hui, ça n'est plus toujours le cas.

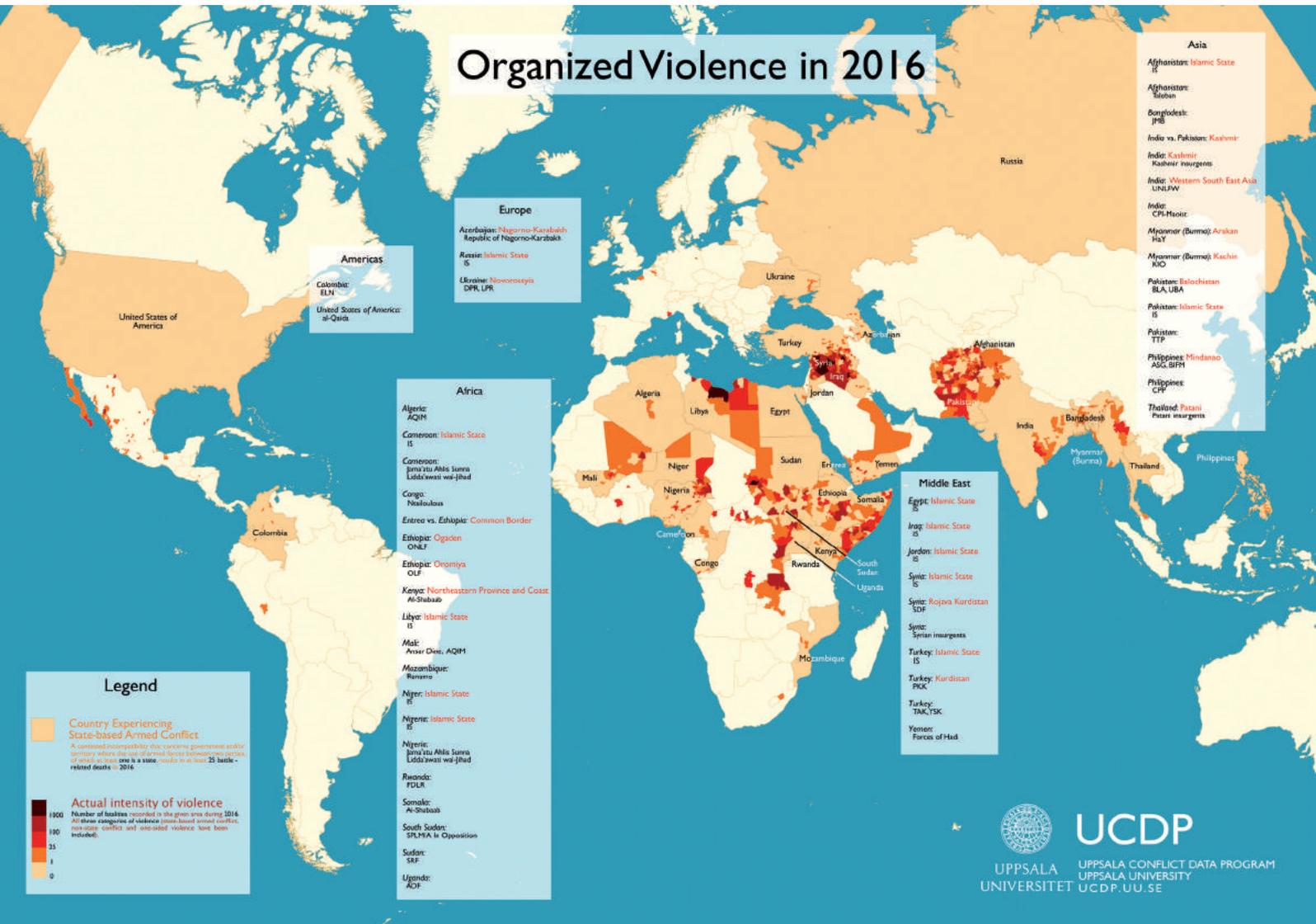
Les guerres pour des territoires étaient beaucoup plus nombreuses à l'époque qu'aujourd'hui. Par contre, les conflits autour des ressources naturelles sont en augmentation constante.



Source : <https://bit.ly/2Rn1tqL>.



© Christophe Petit Tesson/MAXPPP



© UCDP- Source : <https://bit.ly/2G8zqBB>.



2. Un nouveau visage pour les conflits

La Première Guerre mondiale et la guerre en Syrie sont séparées par un siècle au cours duquel la forme des conflits a fortement changé. On ne fait plus la guerre aujourd'hui comme on la faisait au début du XX^e siècle : causes, méthodes, acteurs... bien des éléments ont évolué. Passons en revue les grandes différences entre les conflits d'hier et d'aujourd'hui.

2.1. PLUS DE CONFLITS INTRAÉTATIQUES

Les conflits "État contre État" sont devenus très rares, ils ont laissé place à des conflits à l'intérieur même des États. Parmi les 49 conflits armés actifs recensés par l'UCDP en 2016, seuls deux d'entre eux opposent des États (Inde-Pakistan et Érythrée-Éthiopie), les autres étant des conflits intraétatiques. Ces derniers représentent au minimum 70% des conflits ces dernières années⁵. On appelle souvent ces conflits "guerres internes" ou "guerres civiles". Malgré leur côté "interne", on constate qu'ils sont de plus en plus internationalisés : en 2016, plus d'un tiers des conflits intraétatiques (38%) ont vu l'implication de forces étrangères⁶. Celle-ci ne se traduit pas nécessairement sous la forme de combattants sur le terrain mais aussi, par exemple, à travers un support politique, financier ou encore technique.

C'est notamment le cas de la Belgique qui participe depuis plusieurs années à la formation de l'armée nationale de la République démocratique du Congo. Depuis le milieu des années 1990, cette dernière tente de contrer les dizaines de groupes rebelles différents (M23, CNDD-FDP, Maï-Maï, etc.) qui déstabilisent l'est du pays, sur fond de pillages des ressources minières, viols et massacres de la population.

Dans certains cas comme en Syrie, bien qu'initialement il s'agisse d'une guerre civile avec des origines internes, les interventions étrangères multiples jouent un rôle crucial dans l'évolution du conflit et sont rarement dénuées d'intérêts propres. Certaines puissances profitent aussi de conflits internes pour s'opposer de façon indirecte. Par ailleurs, comme le souligne Tristan Routier, "une guerre étrangère peut être déguisée en guerre civile pour masquer l'agression étrangère"⁷.

Les conflits s'internationalisent aussi dans la mesure où certains ont tendance à s'étendre au niveau territorial et ne sont plus uniquement concentrés entre les frontières d'un seul État. Ils prennent alors une ampleur régionale et s'organisent autour de différents foyers eux aussi mouvants, comme c'est le cas dans le Sahel. Les attentats qui se sont multipliés dans le monde occidental depuis le début des années 2000 et la guerre contre le terrorisme menée par les États-Unis et certains pays européens expliquent aussi l'internationalisation croissante des conflits.

2.2. MULTIPLICITÉ ET DIVERSITÉ DES ACTEURS

Le temps où l'on pouvait facilement identifier les protagonistes d'un conflit est terminé. Les conflits ne se déroulant majoritairement plus entre États, de nombreux acteurs d'un nouveau type entrent en scène. Le nombre de groupes armés actifs dans chaque conflit intraétatique augmente sans cesse : il est passé de 8, en moyenne, en 1950 à 14 en 2010⁸. Et ce chiffre est peu représentatif de certains conflits où les groupes armés se comptent par milliers. En Syrie, on dénombre plus de 1000 groupes différents, et en Libye plus de 2000⁹!



Des combattants de l'Armée syrienne libre en 2013.

© Reuters - Source : <https://bit.ly/2RXntkv>.

5. Vidal D., "Aux quatre coins du monde. Panorama des conflits contemporains", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2016, p.31.

6. Davis I., *op.cit.*

7. Routier T., *op.cit.*

8. Smith D., "Introduction : International stability and human security in 2017", dans *SIPRI Yearbook 2018. Armaments, Disarmament and International Security*, p.18, disponible sur www.sipri.org/sites/default/files/SIPRIYB18c01.pdf.

9. *Ibid.*

À côté des forces gouvernementales (armée nationale officielle), les groupes armés ont des statuts différents. On leur attribue tout un vocabulaire, utilisé parfois de façon confuse : groupes rebelles, milices, paramilitaires, forces loyalistes/progouvernementales, etc. Même si des groupes armés non gouvernementaux prennent part à des conflits depuis des siècles, leur foisonnement actuel permet de dégager quelques nouvelles caractéristiques majeures.

- ▶ Les nouveaux groupes armés sont flexibles et opportunistes : ils nouent et brisent des alliances à tout va – changeant même parfois d’allégeance – en fonction de leurs intérêts et leurs objectifs qui, eux-mêmes, sont mouvants. Il n’est donc pas évident de donner une identité précise à chaque groupe.
- ▶ De nouveaux groupes naissent ou évoluent en permanence grâce à "l’explosion des flux d’informations et de capitaux"¹⁰. Internet assure à la fois l’information et le renseignement, mais aussi l’organisation, les transferts financiers, etc.
- ▶ Ils n’ont pas nécessairement d’ambitions politiques majeures telles que la prise de pouvoir formel ou la transformation en un État. Certains groupes puissants comme le Hezbollah au Liban ou les cartels mexicains assument clairement certaines fonctions régaliennes de l’État (sécurité des populations locales et d’un territoire, ancrage territorial, etc.) mais ne cherchent pas à s’emparer officiellement du pouvoir.
- ▶ La frontière entre actions à visée politique et activités criminelles est souvent floue. Le trafic d’armes, le contrôle de mines ou encore la contrebande, par exemple, permettent aux groupes armés de s’autofinancer. Ces activités très lucratives deviennent parfois une fin en soi, permettant un enrichissement personnel conséquent.
- ▶ Certains acteurs tels que les sociétés militaires privées n’ont même aucune ambition politique. Ces sociétés mercenaires agissent en fonction des desiderata de leur clientèle aussi bien constituée d’entreprises multinationales souhaitant une protection des terres qu’elles exploitent, que d’ONG désirant une sécurité de convois humanitaires ou de leur personnel, en passant par des États nécessitant des formations ou un renforcement numérique de leurs troupes. En Irak, en 2003, par exemple, la majorité des soldats sur le terrain (près de 182 000) étaient recrutés par des sociétés militaires privées et n’étaient même pas américains. Et des firmes telles que *Titan*, *Blackwater* ou encore *Triple Canopy* assumaient des tâches majeures telles que des activités logistiques liées au service d’espionnage ou la sécurité de diplomates américains dans le pays¹¹. Les États ont de plus en plus souvent recours à ces acteurs privés pour se faire épauler ou, parfois même, pour qu’ils se substituent à eux. Les militaires provenant de ces firmes témoignent d’une grande violence : combattant uniquement pour une rémunération, ils sont en effet, comme le souligne Alain Deneault, "à l’image d’un nouvel ordre mondial, ultralibéral et ultrapermissif"¹². Par ailleurs, ces firmes ne doivent pas répondre, dans bien des cas, aux obligations du droit international.

La multiplicité et la diversité des acteurs rendent les conflits plus compliqués à comprendre et difficiles à résoudre.

2.3. DES CAUSES MULTIPLES

Par le passé, les conflits résultaient majoritairement de deux grands enjeux : le territoire et le pouvoir.

Les **conflits territoriaux** sont principalement liés à une volonté d’expansion (comme ce fut le cas lors des deux guerres mondiales) ou à des revendications territoriales d’un État ou d’un groupe communautaire pour des raisons économiques, sociopolitiques ou encore culturelles/identitaires. Les conflits autour de la redéfinition de frontières en font partie. Le tracé de certaines frontières s’est parfois fait, par le passé, de façon arbitraire et incohérente, comme ce fut le cas lors de la décolonisation dans certains pays tels que le Soudan ou entre l’Érythrée-Ethiopie. Des tensions ont alors rapidement émergé autour de ces frontières et se sont muées en conflits meurtriers durant plusieurs dizaines d’années.

Le **pouvoir** constitue, depuis des siècles, la seconde grande cause de conflit dans le monde. Des hommes et des femmes, par avidité, parce qu’ils sont guidés par des rivalités ou encore par une volonté de renverser un gouvernement qui ne répond pas à leurs attentes, déclenchent des conflits autour de cet enjeu d’accès au pouvoir. Le conflit qui touche le Soudan du Sud depuis 2013 en est un bon exemple. À l’indépendance du pays en 2011, deux hommes sont portés au pouvoir, Riek Machar et Salva Kiir. Rapidement, des différends politiques naissent et leur soif du pouvoir est à l’origine de l’embrasement de la situation en décembre 2013. Le conflit prend ensuite une tournure interethnique, les deux hommes appartenant aux deux ethnies majoritaires du pays. Cinq ans plus tard, cette soif du pouvoir aurait fait près de 380 000 morts¹³. Un autre facteur est également à prendre en considération dans le conflit sud-soudanais : le pétrole.

Depuis le milieu du XX^e siècle, le pétrole et d’autres ressources naturelles (eau, minerais, gaz, forêts, etc.) sont également devenus un enjeu majeur dans les conflits internationaux. Selon le Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE), les **ressources naturelles** sont liées à près de 40% des conflits survenus durant ces 60 dernières années¹⁴.



En RDC, les ressources minières sont au cœur de nombreux conflits.
Source : <https://bit.ly/2BbXVKP>.

Elles sont fort convoitées parce qu'elles se vendent à prix élevé (ex : diamants, pétrole, etc.) et/ou qu'elles sont de plus en plus rares (ex : eau, terres arables, etc.). Les conflits se cristallisent autour du contrôle de ces ressources, de la répartition des revenus tirés de l'exploitation de celles-ci ou encore de l'approvisionnement en ressources. Ces conflits sont donc fortement liés à des enjeux spatiaux. Citons, parmi beaucoup d'autres : le conflit autour des minerais (or, diamants, coltan, etc.) à l'est de la RD Congo ; le conflit entre les deux Soudan autour de la gestion des champs pétroliers et la distribution des revenus entre les deux régions du pays ; le conflit entre l'Ukraine et la Russie où les enjeux d'approvisionnement et de distribution de gaz sont cruciaux pour l'un comme pour l'autre.

N'effaçant pas pour autant les conflits territoriaux et de pouvoir, les conflits autour des ressources naturelles vont probablement continuer à croître en raison, notamment, de la demande grandissante en énergies fossiles et en matières premières¹⁵.

On cite souvent les facteurs ethniques, identitaires et religieux comme la cause de nombreux conflits internes. Certains groupes armés avancent aussi des dysfonctionnements et des carences de l'État entraînant une pauvreté et une exclusion sociale pour justifier leur action. En réalité, ces différents facteurs sont rarement les déclencheurs des conflits, ils agissent davantage comme des accélérateurs. Les États et groupes armés activent des clivages internes, se saisissent des crises sociales et du sentiment d'insécurité de la population (généré par un manque de nourriture, les changements climatiques, etc.) pour alimenter ou exacerber un conflit, ou encore pour cacher la vraie raison de leur action. Comme le souligne Tristan Routier, "de nombreux conflits prennent leurs racines dans des sociétés qui laissent croître les inégalités"¹⁶. Dans ces situations, c'est l'interaction entre différents facteurs qui va générer les conditions pour la survenue ou l'intensification d'un conflit sur une base ethnique, religieuse, etc.

Deux autres justifications sont régulièrement avancées pour expliquer un conflit : la lutte contre le terrorisme et le risque de prolifération nucléaire.

Lorsqu'on cherche à comprendre un conflit, il faut éviter deux écueils. Premièrement, les causes avancées publiquement ne sont pas toujours les causes réelles d'un conflit. Il est donc important de comprendre le contexte général dans lequel s'inscrit le conflit et d'établir les relations entre les acteurs sur la scène internationale pour, éventuellement, identifier d'autres causes, moins officielles, qui expliqueraient une opposition entre deux ou plusieurs protagonistes. Deuxièmement, il faut éviter de chercher une seule et unique cause à chaque conflit. La plupart du temps, les causes sont multiples, interdépendantes et changeantes au fil d'un conflit.

2.4. LES CIVILS, PREMIÈRES VICTIMES

Les victimes sont la conséquence la plus dramatique des conflits. Alors que durant un conflit comme la Première Guerre mondiale, les victimes étaient majoritairement des soldats, de nos jours, ce sont principalement les civils qui subissent les affres de la guerre, de façon directe (morts, blessures, etc.) mais aussi indirectes (famine, accès soins de santé, réfugiés/déplacés, etc.). Les civils ne constituaient "que" 5% des victimes d'un conflit au début du XX^e siècle, ils en représentent 90% au XXI^e siècle - dont 80% de femmes et d'enfants¹⁷. Selon le SIPRI, plus de 15 400 civils ont été tués par des armes explosives en 2017, soit une augmentation de 42% par rapport à l'année précédente. Et fin 2016, plus de 65 millions de personnes étaient déplacées de force à travers le monde¹⁸.



Les victimes des conflits, ce ne sont pas uniquement les personnes tuées par des armes. Au Yémen, en plus des 10 000 morts causés directement par le conflit depuis mars 2015, près de 8 millions de personnes souffrent de la faim. © REUTERS/Anees Mahyoub.

10. Tenenbaum É., "Des guerres "nouvelles" ? Petite généalogie des guerres irrégulières", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2016, p.66.
11. Deneault A., "La guerre privatisée ? Multinationales et mercenariat", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2016, p.166.
12. *Ibid.*, p.165.
13. "La guerre civile au Soudan du Sud aurait fait 380 000 morts selon une étude", dans *Le Monde*, publié le 28/09/18 sur www.lemonde.fr/afrique/article/2018/09/28/la-guerre-civile-au-soudan-du-sud-aurait-tue-380-000-morts-selon-une-etude_5361381_3212.html.
14. Nations unies - Maintien de la paix, "Conflits et ressources naturelles", publié sur www.un.org/fr/peacekeeping/issues/environment/resources.shtml.
15. Pour en savoir plus, lire l'étude *Une planète à bout de souffle. Réduire, imaginer, agir*, publiée par Justice et Paix en 2017.
16. Routier T., *op. cit.*
17. Badie B. et Vidal D., *op.cit.*, p.35.
18. Smith D., *op.cit.*, p.18.

Par ailleurs, on note une augmentation considérable du nombre de morts dans les conflits au cours des dix dernières années : +240% entre 2006 et 2016¹⁹. Cette hausse impressionnante est attribuée à quatre conflits majeurs : Irak, Afghanistan, Yémen et, bien sûr, la Syrie. Sans les victimes de ce dernier conflit, l'augmentation serait tout de même de 150% pour la décennie.

Ce constat s'explique par plusieurs facteurs :

- ▶ Les conflits se déroulent de plus en plus en zone urbaine où la densité démographique est plus importante.
- ▶ Les soldats sur le terrain sont moins nombreux qu'avant, remplacés par des nouvelles technologies telles que les drones et les robots militaires. Ceux-ci permettent de considérablement diminuer les pertes humaines du côté militaire.
- ▶ Ce sont les armes légères qui sont responsables du plus grand nombre de morts, or il est, de nos jours, plus simple de s'en procurer. De plus, l'industrie en produit davantage qu'on en détruit.

2.5. D'AUTRES MANIÈRES DE FAIRE LA GUERRE

L'évolution du contexte et des acteurs amène des bouleversements stratégiques et opérationnels. Les conflits ont pris des formes multiples et se déroulent, parallèlement au terrain, dans d'autres espaces, grâce notamment à une évolution de la technologie militaire et de l'information.

LES GUERRES MÉDIATIQUES

De nos jours, l'information circule instantanément et est accessible au plus grand nombre. Les différents acteurs d'un conflit et les grandes puissances rivales utilisent l'espace médiatique pour contrôler l'information ou la désinformation afin que l'opinion publique leur soit favorable, pour diffuser leur vision, leur idéologie, mais aussi pour faire pression sur d'autres acteurs. Les États-Unis et la Russie sont les maîtres en la matière, s'affrontant sur la toile comme à la télévision.



Alors que Donald Trump est traité de "vieux fou" par un communiqué officiel nord-coréen, il rétorque par un Tweet envoyé en novembre 2017 : "Pourquoi Kim Jong-un m'insulterait-il en m'appelant "vieux", alors que je ne l'appellerais JAMAIS "petit et gros" ? J'essaye tellement d'être son ami et peut-être qu'un jour ça arrivera !". Source : <https://bit.ly/2sVBTk>.

Le gouvernement russe dispose, par exemple, d'une agence de presse multimédia internationale appelée *Sputnik* et d'une chaîne internationale intitulée "RT" (pour *Russia Today*) qui émet dans quatre langues (anglais, espagnol, arabe et français), depuis ses bureaux à Londres, Washington, Tel Aviv et Moscou. Les États-Unis et d'autres pays occidentaux ne sont pas en reste et accroissent leur diffusion au public russophone. La BBC émet, par exemple, en russe via la télévision et la radio, bien que sa licence d'exploitation soit parfois suspendue par les autorités russes.

LES CYBERGUERRES

Les cyberguerres ("guerres de la toile") consistent en l'utilisation d'Internet pour mener une guerre dans le cyberspace. On parle régulièrement de piratage ou *hacking* en anglais pour les qualifier. Elles sont nées au début du XXI^e siècle de l'usage croissant des technologies informatiques et de l'espace numérique.

Différents types d'actions sont possibles par les réseaux informatiques : perturbation d'instruments de communication et d'information, sabotage ou blocage d'installations, d'armes ou de systèmes informatiques vitaux, espionnage et vol de données, etc.²⁰. Ces pratiques sont fort utilisées par les multinationales mais sont de plus en plus courantes dans le chef d'États et même de citoyens militants. Le cyberspace présente plusieurs caractéristiques spécifiques : il est accessible à tous, permet souvent d'agir anonymement (les cyberattaques sont difficilement identifiables) et est, de toute façon, peu régi par le droit²¹. Pour des États, il permet *in fine* d'entrer en guerre de façon discrète et peu risquée, sans devoir franchir des frontières physiques.

Ces dernières années, les cyberattaques à des fins politiques se sont multipliées. En voici quelques exemples :

- ▶ En 2007, une série d'attaques informatiques a paralysé les serveurs des services publics estoniens. Les responsables de cette attaque voulaient dénoncer le déplacement d'un monument à la gloire des soldats soviétiques.
- ▶ En 2010, on a découvert un virus informatique très sophistiqué (appelé *Stuxnet*) qui avait probablement pour objectif de perturber secrètement le programme nucléaire iranien, en paralysant, entre autres, une centrale d'enrichissement de l'uranium. Il aurait été développé par les États-Unis, en collaboration avec les services de renseignements israéliens²².
- ▶ Depuis 2015, l'Ukraine est victime de nombreuses cyberattaques dont certaines sont incriminées à la Russie qui aurait infiltré différents systèmes informatiques pour récolter des informations stratégiques.

Le cyberspace est devenu un espace stratégique à part entière et a fait de la cybersécurité un enjeu majeur pour la majorité des États. Notre gouvernement a d'ailleurs créé en 2015 un Centre pour la Cybersécurité Belgique (CCB).



LES GUERRES DANS L'ESPACE

Enjeu international depuis des décennies, l'espace est aussi devenu un théâtre de confrontation ces dernières années. De nombreux États surveillent le ciel en permanence à la recherche d'engins spatiaux non identifiés qui s'approcheraient trop près de leurs satellites. Aujourd'hui, certains engins sont capables de faire de l'écoute, d'envoyer des interférences, de saboter ou encore de détruire des satellites opérationnels appartenant à des adversaires. Et les conséquences peuvent être majeures. La destruction d'un satellite GPS d'un État par exemple, entrainerait une dégradation des télécommunications, l'arrêt des distributeurs de billets, le dysfonctionnement des échanges de données sur les marchés boursiers ou encore l'inactivité de bombes téléguidées²³. Priver la puissance ennemie de ses capacités spatiales est un moyen de nuire, voire d'entrer en guerre, tout en restant anonyme, comme dans le cas de cyberattaques.

NOUVEAUX ENGINES DE COMBAT

Ces dernières années ont également vu le développement et l'usage de nouvelles technologies dans des affrontements réels, au sol ou dans les airs.

Les drones

Le drone désigne un appareil aérien télécommandé ou programmé, ne comprenant aucun humain à bord. Il peut avoir un usage civil (surveillance d'une manifestation ou photographie aérienne d'un lieu) ou un usage militaire. Dans le second cas, on distingue les drones de combat et les drones de collecte de renseignements. Ces derniers, destinés à l'observation, l'espionnage, la reconnaissance ou encore la surveillance, sont bien plus utilisés que ceux qui sont employés pour le combat²⁴.

Le marché du drone s'est développé de façon considérable depuis le début du siècle : aux États-Unis, par exemple, le budget alloué au développement et à l'acquisition de drones est passé de 667 millions \$ en 2001 à 4,5 milliards \$ en 2012. Les dépenses au niveau mondial s'élèveraient à 6,6 milliards \$ actuellement²⁵.

Le succès croissant des drones peut s'expliquer par plusieurs raisons :

- ▶ Leur prix est très compétitif en comparaison avec les avions de combat.
- ▶ Les drones permettent des interventions éclairs et très ciblées et sont une manière d'interférer dans un conflit tout en donnant l'impression de ne pas vraiment entrer en guerre. C'est ce qui s'est passé en avril 2018 lorsque qu'une coalition rassemblant la France, le Royaume-Uni et les États-Unis a bombardé des sites militaires et un centre de recherche soupçonnés d'héberger un programme chimique en Syrie.
- ▶ Les drones réduisent le nombre de militaires morts au combat puisqu'ils se substituent aux soldats, ce qui est apprécié par les gouvernements occidentaux pour qui les pertes d'hommes sur le terrain sont de plus en plus difficiles à justifier auprès de l'opinion publique. En revanche, les bombardements par drone n'épargnent pas les populations civiles locales, victimes directes ou collatérales d'un bombardement mal ciblé ou trop puissant.



Ce chien-robot a été développé par une société américaine pour assister les soldats dans le transport et le déplacement de matériel sur le terrain.

© Boston Dynamics - Source : <https://bit.ly/2USCiXh>.

La robotique militaire

À côté des drones, de nombreux robots terrestres ont également vu le jour depuis le début du siècle. Leur développement s'est intensifié lors des guerres en Irak et en Afghanistan où les bombes artisanales ont causé près de 50% des pertes de l'armée américaine. Les robots terrestres présentent deux intérêts majeurs comme l'explique un colonel français²⁶. Premièrement, ils permettent, à l'instar des drones, de protéger les soldats en faisant faire au robot ce qui est dangereux pour l'homme. Et deuxièmement, ils apportent un avantage tactique considérable puisqu'ils sont en mesure de voir, écouter, agir plus loin qu'un soldat. On construit de nos jours des robots capables d'évoluer dans tout type d'environnement, en toute discrétion, grâce à leur forme et leurs mouvements proches de ceux d'animaux.

19. Institute for Economics & Peace, *Global Peace Index 2018 : Measuring Peace in a Complex World*, Sydney, juin 2018, disponible sur visionofhumanity.org/app/uploads/2018/06/Global-Peace-Index-2018-2.pdf.

20. Douzet F., "Cyberguerres et cyberconflits", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2016, p.149.

21. Le Monde Politique, État du monde 2018. *Géopolitique du monde contemporain*, 2017, p.18.

22. CPE-HN, Dossier "Le virus STUXNET", documentation des formations, disponible sur www.cpehn.be/formations/doc/fichiers/Stuxnet.pdf.

23. France 3, reportage vidéo "L'Espace : un enjeu pour les armées du monde", publié le 30/06/17 sur www.francetvinfo.fr/sciences/espace/l-espace-un-enjeu-pour-les-armees-du-monde_2262619.html.

24. Hippler T., "Les drones : le triomphe d'une nouvelle arme ?", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2016, p.153.

25. *Ibid.*, p.152

26. Magnan P., "Armée : et vint le temps des robots terrestres", dans *Franceinfo*, publié le 12/03/13 sur geopolis.francetvinfo.fr/armee-et-vint-le-temps-des-robots-terrestres-12769.



À l'instar des États-Unis, la Russie développe aussi des exosquelettes pour ses soldats, tel que Ratnik-3 présenté en 2017. © TASS

Les soldats "améliorés"

Malgré tout, la présence de soldats sur le terrain reste nécessaire actuellement, mais eux aussi bénéficient de l'apport des nouvelles technologies qui peuvent, entre autres, optimiser leur résistance à la douleur ou leurs capacités de combat. Les Américains ont, par exemple, prévu d'équiper, fin 2018, leurs forces spéciales de combinaisons TALOS, une "armure pare-balles accompagnée notamment d'un exosquelette motorisé qui amplifie les mouvements du soldat et augmente sa vitesse de mobilité"²⁷.

Pour clore ce point consacré aux nouvelles manières de faire la guerre, nous ajouterons deux remarques. Premièrement, le développement des nouvelles technologies à des fins militaires soulève de nombreuses questions éthiques peu prises en considération car leur usage se fait majoritairement en dehors de tout cadre réglementaire multilatéral²⁸. Les garde-fous permettant d'éviter certaines dérives relèvent principalement de l'appréciation de chaque État. Deuxièmement, ces nouveaux outils et méthodes s'ajoutent aux anciens mais ne les remplacent pas.

2.6. DES CONFLITS SANS FIN

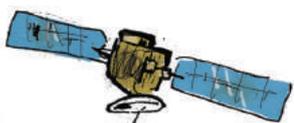
Il se fait rare le temps où l'on célébrait un armistice et où l'on voyait les différents acteurs opposés dans un conflit signer un cessez-le-feu qu'ils respectaient. Les proclamations de victoires finales sont moins franches, tout comme les capitulations. Nombre de conflits s'enlissent et ne trouvent jamais de fin réelle.

LES CONFLITS GELÉS

Il existe, en Europe, plusieurs conflits dits "gelés", c'est-à-dire que les différentes parties sont encore officiellement en conflit car aucun accord de paix n'a été signé. Les activités militaires y sont sporadiques mais toujours présentes. C'est notamment le cas en Géorgie (entre l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud), en Moldavie (autour de la Transnistrie), entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan (autour de la région du Haut-Karabagh) ou encore au Kosovo. Sur l'île de Chypre, le conflit opposant les communautés grecques et turques depuis la décolonisation est officiellement encore en cours et des pourparlers se poursuivent. Toutefois, à la différence des conflits cités ci-dessus, il n'y a plus aucune escarmouche militaire.

La majorité des conflits actuels se poursuivent sur une longue durée avec une intensité variable, alternant périodes plus "calmes" et pics de violence via une attaque soudaine ou une intensification des combats. Le conflit opposant l'État pakistanais aux Talibans en est un bon exemple : il a déjà fait plus de 50 000 victimes depuis 2003. Les guerres de forte intensité comme celles sévissant en Syrie ou au Yémen sont plutôt l'exception comme le souligne Laurent Gayer³⁰.

Cette "routinisation" de certains conflits, comme la nomme Gayer, s'explique notamment par le fait que certains acteurs actifs dans des conflits n'ont pas réellement d'intérêt à ce que ceux-ci prennent fin car ils leur permettent de s'enrichir ou de se maintenir dans une situation à leur avantage. Comme nous l'avons vu précédemment lorsqu'on parlait des nouveaux acteurs, les objectifs politiques de certains ont tendance à disparaître au profit de "projets d'accumulation économique"³¹. La faiblesse institutionnelle – voire la décomposition – et la corruption de certains États peuvent également expliquer la durée de certains conflits.



3. Quelle résolution pour ces conflits ?

Tous les changements évoqués précédemment rendent les conflits de plus en plus complexes à comprendre, à analyser et, par conséquent, à apaiser et résoudre. Comment mettre fin à une guerre civile de plus de sept ans, comme celle se déroulant en Syrie, qui implique plus de 1000 groupes armés différents, qui se déplacent au-delà des frontières syriennes et se battent pour des raisons diverses, en bénéficiant parfois du soutien de grandes puissances occidentales rivales ?

Nous n'allons pas, dans ce dossier, aborder l'épineuse question de la résolution des conflits. Toutefois, il nous semble intéressant de souligner, pour clore ce chapitre, que les transformations qu'ont connues les conflits ces dernières années impliquent, comme le souligne Bertrand Badie, "une révision drastique des méthodes de traitement des conflits, tant d'un point de vue militaire que diplomatique". Et Badie de préciser qu'aujourd'hui, les décideurs politiques font preuve de conservatisme et persistent dans la voie passée qui misait sur la puissance militaire pour maîtriser les violences et résoudre les conflits. Dans ce contexte, l'instauration d'une paix durable en différents points chauds du globe n'est pas encore pour demain.



"Les bombardements ne tuent pas une idéologie, ils la nourrissent" - Message d'un manifestant à Londres contre une intervention militaire de son pays dans le conflit en Syrie. © Leon Neal/AFP/Getty Images - Source : <https://bit.ly/2ESH5jo>

Voici quelques ouvrages et sites de références sur les conflits internationaux :

- ▶ **État du monde 2018. Géopolitique du monde contemporain**, par *Le Monde Politique*.
- ▶ **La géopolitique. 48 fiches pour comprendre l'actualité**, par Pascal Boniface (Eyrolles 2018).
- ▶ **Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXI^e siècle**, sous la direction de Bertrand Badie et Dominique Vidal (La Découverte, 2016).
- ▶ **SIPRI Yearbook 2018. Armaments, Disarmament and International Security**, par le *Stockholm International Peace Research Institute*. > Un résumé en français (réalisé par le GRIP) et des extraits (en anglais) sont disponibles sur leur site.
- ▶ **Site web interactif de l'Uppsala Uppsala Conflict Data Program** (<http://ucdp.uu.se>).

27. Goffi E., "Quelle place pour les robots dans les conflits futurs ?", dans *Les grands dossiers de Diplomatie*, n°48, décembre 2018-janvier 2019, p.22.

28. *Le Monde Politique, État du monde 2018. Géopolitique du monde contemporain*, 2017, p.19.

29. Gayer L., "Ni guerre ni paix : guerres sans fin(s) ou désordres ordonnés ?", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2016, p.73.

30. *Ibid.*

31. Badie B., "Introduction", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2016, p.22.

PARTIE 3

Aborder un conflit international avec des jeunes

1. Pourquoi et comment analyser un conflit international en classe ?

Pour la majorité des jeunes, les conflits internationaux sont une réalité lointaine dont ils voient épisodiquement des images "choc" dans les journaux télévisés, la presse ou sur les réseaux sociaux (hommes au combat, villes dévastées, enfants tués, etc.). Ils les perçoivent comme des problèmes ne nous concernant pas ou peu : les conflits se déroulent sur d'autres continents, entre acteurs locaux qui s'opposent pour des raisons propres à leur(s) réalité(s) locale(s). C'est donc à ces derniers de les solutionner. D'autres jeunes se sentent, au contraire, très concernés, avec parfois une lecture partielle et partielle de certains conflits.

Les jeunes entendent également parler des conflits internationaux à l'école. En effet, ils font partie intégrante du programme scolaire de géographie et sont abordés à différents moments de la scolarité, en lien avec des thèmes tels que la mondialisation, la migration, le développement durable ou encore les ressources naturelles. Alors qu'ils permettent d'analyser le monde qui nous entoure sous différents aspects, les conflits sont aussi une belle porte d'entrée pour amener des débats sociétaux et politiques avec les jeunes.

Pourtant, d'après Caroline Leininger-Frézal qui mène des recherches en didactique de la géographie, la dimension sociétale et citoyenne est rarement prise en charge lors de l'étude d'un conflit dans le cadre du cours de géographie ; les conflits sont davantage abordés "comme s'ils s'inscrivaient dans une épistémologie de l'Autre et de l'Ailleurs"¹. Elle constate que les conflits ne sont pas traités par les enseignants comme "une question socialement vive", approche qui implique, selon elle, que les élèves (mais aussi les enseignants) soient impactés par le sujet. Dans les cours de géographie, les enseignants se limiteraient souvent aux dimensions spatiale et territoriale de conflits se déroulant dans des espaces lointains.

Si la prise en compte de ces deux dimensions est indispensable pour comprendre un conflit, elle n'est pas suffisante. Les élèves doivent prendre conscience que 1) les conflits s'intègrent, presque systématiquement, dans un cadre global qui dépasse le terrain géographique des affrontements et 2) qu'ils ne concernent pas uniquement les acteurs qui y sont présents physiquement. Pour ce faire, l'approche géopolitique nous paraît pertinente puisqu'elle propose une lecture du conflit à l'échelle internationale, en étudiant, entre autres, les relations entre les différents acteurs. Elle permet d'établir des liens moins visibles et de mettre en évidence des interdépendances à un niveau macro.

Les limites de l'approche géopolitique

Cette démarche d'analyse plus macro constitue aussi, selon nous, une des limites majeures de l'approche géopolitique pour deux raisons. Premièrement, la géopolitique a tendance à "déshumaniser" les conflits et on finit par oublier que, derrière cette analyse froide, des femmes, des hommes, des enfants souffrent et meurent chaque jour. Il est donc indispensable, tout au long de l'analyse d'un conflit avec des jeunes, de rappeler les conséquences dramatiques des guerres et de lire ou écouter des témoignages des victimes, regarder des photos, vidéos et autres illustrations du vécu des populations locales sur le terrain. Deuxièmement, la géopolitique a tendance à nous "déresponsabiliser", en tant que citoyens, par rapport aux conflits. Ceux-ci sont vus comme des histoires qui se passent et se règlent entre des personnes évoluant dans les hautes sphères. Étant donné que nous avons peu d'emprise sur ces personnes, nous n'avons pas non plus l'impression d'en avoir sur les conflits internationaux.



Or c'est un leurre et le défi consiste pour nous, organisation de solidarité internationale, à faire prendre conscience à nos concitoyens en Belgique que tous ces conflits, aussi éloignés soient-ils géographiquement, nous concernent. Ce défi est aussi, selon nous, celui des professeurs de géographie (et d'autres disciplines issues des sciences humaines), raison pour laquelle nous les encourageons à faire suivre l'analyse du conflit d'une discussion-débat en classe. Nous y reviendrons dans la dernière partie de ce dossier.

QUELQUES LIENS ENTRE NOUS, CITOYENS BELGES, ET LES CONFLITS DANS LE MONDE

En quoi les conflits au Yémen et à l'est de la RD Congo nous concernent ? Rien en apparence... Pourtant, lorsqu'on s'y intéresse de plus près, on se rend compte que notre implication, en tant que citoyens vivant en Belgique, n'est pas nulle pour autant.

Exportations d'armes wallonnes

La guerre civile qui fait rage au Yémen depuis 2014 cause d'immenses souffrances à la population locale : plus de 15000 civils ont été tués ou blessés, les atteintes aux droits humains sont innombrables, la famine sévit, le choléra se répand... Ce conflit au départ tribal et confessionnel interne au pays s'est internationalisé et intensifié depuis l'intervention d'une coalition internationale menée par l'Arabie Saoudite en 2015. Selon l'ONU, les frappes de cette coalition seraient responsables de plus de 61% des victimes civiles depuis trois ans². Certes la Belgique ne fait pas partie de cette coalition, mais sa responsabilité dans ce conflit est tout de même engagée. En effet, la Région wallonne est un grand producteur d'armes, qu'elle exporte à de nombreux pays réputés pour leurs violations des droits humains dont l'Arabie Saoudite, son meilleur client en 2017. Cette année-là, les ventes d'armes de la Wallonie à l'Arabie Saoudite s'élevaient à 153 millions d'euros³. En octroyant une licence d'exportation d'armes vers ce pays, la Région se rend indirectement complice de crimes de guerre. Il est de notre devoir d'interpeller le gouvernement wallon à ce sujet afin qu'il suspende toute vente d'armes à destination de ce pays, tant qu'il ne peut présenter de garanties de l'utilisation réelle de ces armes.



En octobre 2018, Amnesty International a remis au Ministre-président wallon une pétition, forte de 50 000 signatures, qui demande l'arrêt de la vente d'armes de la Wallonie à l'Arabie Saoudite⁴. © Amnesty International.

1. Leininger-Frézal C., "Enseigner les conflits en géographie : quelle place au politique ?" dans *Revue internationale de didactique de l'histoire et des sciences sociales*, 2016/n°1, pp.53-66, disponible sur www.pacineditore.it/irahsse-airdhss/assets/pdf/2016/caroline-leininger-frezal-enseigner-les-conflits-en-geographie.pdf.
2. ONU Info, "Yémen : la plupart des morts dues aux attaques menées par l'Arabie Saoudite", publié le 22/03/18 sur news.un.org/fr/story/2018/03/1009341.
3. Lefèvre F.-X., "L'Arabie saoudite, premier client des armes wallonnes", dans *L'Écho*, publié le 20/06/18 sur www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/l-arabie-saoudite-premier-client-des-armes-wallonnes/10024035.html.
4. Amnesty International, "Yémen : le commerce des armes tue et blesse des civils", publié le 23/03/18 sur www.amnesty.be/infos/actualites/article/yemen-le-commerce-des-armes-tue-et-blesse-des-civils.



Depuis plusieurs années, Justice et Paix et de nombreuses autres ONG à travers le monde sensibilisent les décideurs politiques et les citoyens aux liens entre nos gsm et les conflits en RD Congo. Source : <https://bit.ly/2SMzSMv>.

L'ombre de nos smartphones

Nos smartphones et autres ordinateurs portables contiennent entre 40 et 60 métaux différents. Parmi ceux-ci se trouvent du coltan (association de deux minerais : la colombite et la tantalite), du cuivre ou encore du cobalt. La RD Congo dispose d'une importante partie des réserves mondiales de ces minerais rares qui se trouvent, pour une bonne partie, à l'est du pays, région en proie à de violents conflits depuis plusieurs dizaines d'années. Si ces ressources minières ne sont pas toujours la cause première des conflits dans la région, leur extraction et leur commercialisation permettent sans aucun doute aux différents groupes armés de s'enrichir et, par conséquent, d'acheter des armes, poursuivre les hostilités et influencer ainsi la durée et l'intensité des conflits. Les populations locales sont, une fois de plus, les premières victimes de ces conflits : les morts, les victimes de violences armées et sexuelles et les déplacés se comptent par dizaines de milliers, les conditions de travail pour les mineurs (dont de nombreux enfants) sont dangereuses, les terres agricoles sont spoliées, etc.

En Belgique, comme partout dans le monde, les objets contenant des minerais provenant de RD Congo sont nombreux... Il n'existe aujourd'hui pas ou peu de traçabilité de ces "minerais de sang". Le monde politique, sous la pression des associations et des citoyens, s'est emparé de cette question depuis plusieurs années mais les réglementations sont insuffisantes et pas assez contraignantes pour les entreprises. Il est donc nécessaire de poursuivre notre interpellation. Par ailleurs, nous avons aussi un rôle décisif à jouer en tant que consommateurs de ces ressources : consommer moins, consommer mieux ou recycler sont autant d'actions non négligeables.

Et bien d'autres exemples...

Début 2018, le magazine belge *Médor* publiait un article intitulé "Les petits secrets de la guerre belge en Irak" dans lequel il met en lumière la responsabilité de la Belgique dans deux frappes aériennes menées par ses avions de chasse F16 qui ont causé la mort de plusieurs civils irakiens⁵.

L'entreprise agroindustrielle luxembourgeoise d'origine belge SOCFIN est accusée, par plusieurs communautés locales dans des pays d'Afrique et d'Asie, de violations de droits humains, accaparement des terres, pollution des rivières, etc. Interpellée également par de nombreuses ONG en Belgique et en France, la multinationale spécialisée dans la culture de palmiers à huile et d'hévéas (caoutchouc) refuse toujours le dialogue avec plusieurs organisations de riverains des plantations et, par conséquent, d'admettre son implication dans plusieurs conflits sociaux pourtant bien réels sur le terrain⁶.

Ces quatre exemples montrent bien que l'implication de la Belgique dans plusieurs conflits à travers le monde, par l'action de son gouvernement, de ses entreprises ou encore de ses citoyens, n'est pas nulle. Bien comprendre les conflits va permettre d'identifier toute une série de liens et, par conséquent, de moyens d'action dont nous pouvons nous emparer pour participer à un apaisement des conflits internationaux. Nous reviendrons dans la dernière partie de ce dossier sur les pistes d'action possibles à notre échelle.



Pour en savoir plus sur les enjeux autour des ressources minières en RD Congo, au Pérou et ailleurs dans le monde, nous proposons sur notre site web de nombreux articles et outils pédagogiques (exposition, jeux, films, dossiers, etc.).

5. Fache W., "Les petits secrets de la guerre belge en Irak", dans *Médor*, n°10, printemps 2018.

6. SOS Faim, "SOCFIN : bénéfices toujours en hausse, sauf pour les communautés locales...", publié le 31/05/18, sur www.sosfaim.be/news/socfin-benefices-toujours-en-hausse-sauf-pour-les-communaut-es-locales.

De l'analyse au débat citoyen en classe...

Certains conflits suscitent des débats plus vifs que d'autres de par l'origine des élèves, des conséquences (attentats, etc.) et connexions plus évidentes avec la Belgique ou encore parce qu'ils sont fort controversés et relayés par les médias. Ce sont probablement ces conflits qui vont éveiller le plus d'intérêt chez les élèves s'ils sont abordés en classe... mais également ceux qui risquent d'entraîner les débats les plus passionnés, faire écho à des réalités douloureuses pour certains élèves et peut-être empêcher la classe d'en réaliser une analyse objective. Ce travail est d'autant plus difficile quand le conflit est contemporain, le recul pouvant manquer. Il faut donc, en tant qu'enseignant, se sentir capable d'outiller ses élèves pour réaliser une analyse factuelle rigoureuse dans un premier temps, puis d'animer une discussion constructive au cours de laquelle les élèves partageront leurs opinions sans dérapage, provocation ou jugement douloureux pour d'autres.



© Justice et Paix

... dans le respect et la sérénité !

Afin d'être serein, notamment s'il s'agit d'une première analyse de conflit pour les élèves, nous conseillons à l'enseignant de travailler sur un conflit récent mais plus "dépasionné" dans le sens où il concerne moins directement les élèves. Cela permettra probablement de susciter leur intérêt tout en gardant une certaine distance de la part de chacun, ce qui en facilitera une analyse rigoureuse. S'il choisit un conflit actuel, l'enseignant devra toutefois veiller à ce que les informations sur celui-ci soient suffisamment nombreuses et variées, mais aussi faire prendre conscience aux élèves que l'analyse se fait à un moment donné et donc que celle-ci est susceptible d'évoluer.

Le choix d'un conflit dépasionné ne veut pas dire pour autant que le conflit ne peut pas être source de discussion avec les élèves. Le débat pourrait avoir comme objectif de faire émerger, au départ de l'analyse du conflit, des questions éthiques et citoyennes qui y sont liées : telle tentative d'influence d'un pays par rapport à un autre est-elle légitime ? Peut-on tout faire au nom de la lutte contre une dictature ? Ne faut-il pas mettre des balises ? Lesquelles ? L'objectif ici n'est pas tellement d'apporter des réponses toutes faites mais bien de faire émerger des questions de citoyenneté et d'amener les élèves à construire une réflexion critique et une réponse argumentée. Certaines questions de débat pourraient, ensuite, être transposées spontanément à d'autres réalités que les élèves connaissent et initier alors une nouvelle analyse d'un conflit qui serait, cette fois, plus passionnée puisqu'ils auront eu l'expérience préalable d'une analyse objective.

QUELLE DÉMARCHE D'ANALYSE AVEC DES JEUNES ?

Une analyse rigoureuse ne veut pas pour autant dire une analyse ennuyeuse ! Pour éveiller l'intérêt des élèves, voici quelques propositions :

- ▶ Entamer l'analyse par une situation-problème interpellante (par son actualité, l'originalité de sa forme, ce qu'elle évoque, etc.).
- ▶ Concevoir une séquence de cours qui part des représentations et connaissances des élèves au sujet du conflit étudié, pour soulever directement des incertitudes, des contradictions, des incohérences... et donner envie d'approfondir.
- ▶ Si le temps le permet, intégrer l'analyse dans un projet qui a un objectif concret et visible tel que la conception d'une exposition ou la réalisation d'une vidéo. Le projet peut être interdisciplinaire si d'autres enseignants sont intéressés, le conflit sera alors abordé sous différents angles en fonction du cours.
- ▶ Mettre les élèves en recherche pour qu'ils construisent ensemble l'analyse du conflit.
- ▶ Présenter des supports et outils variés (articles, vidéos, cartes, caricatures, photos, schémas, témoignage, etc.). Si c'est possible, organiser une sortie (visite d'une exposition, conférence, etc.) ou une rencontre en classe avec un expert, un témoin ou toute autre personne ressource pour offrir un éclairage spécifique.
- ▶ Mener, parallèlement à l'analyse, un travail d'éducation aux médias. Les théories du complot sont très nombreuses dans le flot d'informations qu'on trouve sur Internet au sujet de certains conflits. Pourquoi ne pas en décrypter l'une ou l'autre amusante ou grossière avec les élèves, pour attirer leur attention sur la nécessité de multiplier et vérifier leurs sources ?
- ▶ Inviter une personne victime d'un conflit à témoigner en classe.
- ▶ Terminer l'analyse en réfléchissant avec les jeunes aux pistes d'action possibles à leur échelle afin d'encourager l'engagement citoyen.



Si vous êtes intéressé par un projet interdisciplinaire autour des conflits, découvrez le beau projet "La guerre, ça nous regarde !" mené par une professeure de formation géographique et sociale et ses collègues à l'Institut Saint-Laurent à Marche-en-Famenne en 2017 : www.annoncerlacouleur.be/story/sous-les-projet-cteurs-i-la-guerre-cela-nous-regarde.

2. Proposition d'une démarche pédagogique pour analyser un conflit en classe : le cas du conflit en Ukraine

Dans cette ultime partie, nous proposons une démarche pédagogique pour analyser un conflit en classe avec des élèves. Nous avons choisi le conflit ukrainien pour illustrer cette démarche, mais nous l'avons pensée pour qu'elle puisse être appliquée à l'analyse de tout conflit international.

Il s'agit d'une proposition et il incombe à chacun de se la réapproprier, l'adapter ou simplement y puiser quelques éléments en fonction de ses objectifs, ses priorités, le temps à disposition, la classe concernée, etc. Dans tous les cas, il est quasiment impossible d'être exhaustif dans l'analyse d'un conflit. Des choix devront être faits (nous en avons fait ici), ce qui n'empêche pas de mener une enquête rigoureuse étayée par une documentation fiable et diversifiée, afin de brasser un maximum de points de vue. Par ailleurs, même si le travail d'analyse est mené de façon sérieuse, une part de subjectivité et d'interprétation existe toujours et il faut se garder de toute certitude.

Pourquoi le conflit ukrainien ?

Comme nous l'avons déjà évoqué, plusieurs critères entrent en compte dans le choix du conflit qui sera analysé avec les élèves. Le conflit qui se déroule en Ukraine depuis la fin de l'année 2013 nous semble intéressant à plusieurs égards. Premièrement, il s'agit d'un conflit contemporain avec lequel nous avons, en Belgique, une certaine proximité géographique : l'Ukraine ne se situe qu'à 2000 kilomètres de chez nous (distance équivalente à celle qui nous sépare du sud de l'Espagne). Il rencontrera donc peut-être davantage l'intérêt des élèves. Deuxièmement, le nombre d'acteurs qui interviennent dans ce conflit est limité, ce qui en facilite l'analyse en comparaison à d'autres conflits. Ensuite, il s'agit d'un conflit pour lequel l'analyse de cartes est pertinente, ce qui devrait satisfaire les professeurs de géographie. Et enfin, le conflit ukrainien mobilise beaucoup d'éléments-phares de la géopolitique mondiale actuelle : les enjeux autour de l'approvisionnement en ressources naturelles, la lutte entre grandes puissances mondiales, le positionnement de l'Union européenne ou encore le rôle de l'OTAN.

Concrètement, la démarche est constituée de six étapes. Chaque étape ne correspond pas nécessairement à une séance de 50 minutes. Nous avons pris le parti de ne pas présenter de timing car la réalité d'une classe n'est pas celle d'une autre. L'analyse est présentée comme telle dans les pages qui suivent : les six étapes de la démarche pédagogique sont explicitées de façon "théorique" sur un fond de couleur orange et, en parallèle, se trouve l'application de la démarche au conflit en Ukraine, étape par étape. Les principaux documents utiles à l'exploitation en classe (articles de presse et cartes) sont téléchargeables gratuitement sur le site de Justice et Paix, dans la rubrique "outils pédagogiques".

À noter encore que notre analyse du conflit ukrainien s'arrête en janvier 2019, elle nécessitera donc une actualisation au moment où elle sera mise en œuvre avec les élèves puisque le conflit est toujours en cours au moment où nous écrivons ces lignes.



ÉTAPE N°1 : PHASE D'ACCROCHE

OBJECTIFS : faire émerger les connaissances, représentations et préconceptions des élèves sur le conflit ; prendre conscience qu'on a, généralement, une connaissance limitée des conflits.

Pour cette première étape, nous proposons de partir de caricatures. Ce type de dessin nous semble un bon outil d'accroche car il est souvent amusant, qu'il fait généralement appel à des symboles et qu'il permet aux élèves de faire émerger doucement ce qu'ils connaîtraient déjà sur le sujet et/ou de dégager certains éléments qui nécessiteront d'être approfondis durant la séquence.

La caricature est un document partial ancré dans un contexte. Lors de la phase d'observation avec les élèves, il est donc nécessaire de reconstituer le contexte de chaque caricature : nationalité et orientation politique de son auteur, média qui l'a diffusée, date de production, titre/légende éventuels, etc. Cette identification de la provenance peut être réalisée dès l'entame de la séance ou, justement, après un premier échange spontané entre élèves. Le contexte de la caricature viendra alors comme une information supplémentaire qui permettra de confirmer ou infirmer les premières interprétations.

L'analyse des caricatures se fait en deux temps : d'abord, on décrit ce qu'on observe et, ensuite seulement, on tente de l'interpréter.

a) Description des caricatures

Lors de la description, on peut baliser le travail d'observation des élèves avec quelques questions :

- ▶ Qui sont les personnages, animaux, objets dessinés ? Que font-ils ? Quelle émotion l'auteur leur a-t-il attribuée ?
- ▶ Où et quand se déroule la scène ?
- ▶ Comment les différents éléments du dessin sont-ils organisés les uns par rapport aux autres (avant/arrière-plan, relations entre eux, taille, etc.) ?
- ▶ Quel est le style utilisé pour représenter les différents éléments du dessin (couleurs, graphie, etc.) ?

b) Interprétation des caricatures

Ce temps d'interprétation peut également être guidé par quelques questions telles que :

- ▶ Quel message cette caricature veut-elle faire passer ?
- ▶ Quels éléments permettent de le savoir ?
- ▶ Dans quel but le dessinateur a-t-il fait cette caricature (dénoncer, se moquer, critiquer, soutenir, etc.) ?
- ▶ Que pensez-vous de cette caricature ? Quel sentiment évoque-t-elle en vous ?

Nous proposons de réaliser ce travail en sous-groupes. L'enseignant joue ici un rôle de facilitateur : il essaiera simplement, à travers des questions, d'amener les élèves à préciser et approfondir leurs propos. Il n'apportera aucun complément d'information à cette étape. Les élèves peuvent avoir des interprétations différentes, cela justifiera d'autant plus la nécessité de procéder à une réelle analyse du conflit.



Voici trois sites pour trouver des caricatures politiques :

- ▶ www.cartoonmovement.com
- ▶ www.cartooningforpeace.org
- ▶ www.cartoonstock.com

ÉTAPE N°1 : APPLICATION AU CONFLIT UKRAINIEN

Dans le cadre de l'analyse du conflit ukrainien, notre sélection s'est portée sur quatre caricatures différentes. Il en existe des centaines sur Internet, mais il n'est pas simple, pour nous Européens, de trouver facilement des caricatures illustrant les différents points de vue. La majorité des caricatures aux-

quelles nous avons facilement accès représentent le point de vue occidental. C'est le cas des caricatures n°1 et n°2 ci-dessous. Les caricatures n°3 et n°4 illustrent, par contre, le point de vue "pro-russe".

CARICATURE N°1



Caricature publiée sur le blog d'une dessinatrice française le 26/03/14.
© Miss Lilou. Source : <https://bit.ly/2CvcGBA>.

L'Ukraine est écartelée entre différentes options : d'un côté, elle est convoitée par l'Union européenne qui lui propose un accord d'association et de libre-échange. Ce rapprochement est encouragé par les États-Unis qui aimeraient aussi attirer l'Ukraine dans le camp occidental. De l'autre côté, la Russie veut convaincre l'Ukraine de s'engager dans une union douanière eurasienne avec plusieurs pays de l'ex-URSS. Pour ce faire, elle a utilisé la manière forte en annexant la Crimée. Aux côtés de l'Ukraine, on voit également un représentant du Patriarcat de Kiev, la religion orthodoxe étant la plus pratiquée dans le pays.

CARICATURE N°2



Caricature publiée par le site d'informations français Ouest France le 3/12/14.
© Chaunu. Source : <https://bit.ly/2Wqmxsp>.

Une partie de la population ukrainienne est tournée vers l'Union européenne qui propose au pays un accord de partenariat. Le président ukrainien Viktor Ianoukovytch qui semblait aussi vouloir s'engager dans cette voie change d'avis soudainement et décide d'accepter une union proposée par la Russie. Moscou voulant éviter à tout prix un rapprochement de l'Ukraine avec l'Europe aurait-elle menacé le président ukrainien de représailles ?

CARICATURE N°3



"Un coup de pied vivifiant pour le Pindostan" (nom péjoratif des États-Unis). Caricature publiée par le réseau social russe VKontakte. Source : <https://bit.ly/2sVzi0j>.

L'ours, animal symbolisant la Russie, s'est installé en Crimée suite à un référendum populaire. La Russie (re)prend donc le pouvoir dans cette région stratégique ; les États-Unis n'ont donc plus rien à y faire. Les Américains se rangent en effet du côté de l'Ukraine et de l'Union européenne, pour éviter que son vieux rival n'étende trop son influence dans la région.

CARICATURE N°4



"Bienvenue en Crimée. Vous pouvez vous sentir comme chez vous." Caricature publiée par le réseau social russe VKontakte. Source : <https://bit.ly/2HDDHPR>.

Sur une plage de Crimée, Vladimir Poutine, décontracté mais musclé, accueille Barack Obama, Angela Merkel et le leader ukrainien de l'opposition, avec son petit chien aux couleurs de la péninsule. Depuis mars 2014, suite à un référendum populaire, la Crimée, dont les habitants sont en majorité russophones, a été rattachée à la Russie. L'Ukraine et les Occidentaux dénoncent une annexion.

ÉTAPE N°2 : S'INFORMER SUR LE CONFLIT

OBJECTIF : comprendre l'évolution et la dynamique générale d'un conflit sur la base de faits.

Avant d'analyser le conflit à proprement parler, il faut prendre le temps de s'informer sur celui-ci de façon factuelle. Quand le conflit a-t-il commencé, quels sont les moments-phares et les acteurs concernés ? Il ne s'agit pas encore de chercher les origines de certains faits et d'établir les liens entre eux, mais de réaliser une courte ligne du temps qui reprend des éléments simples : qui, quoi, quand et où ?

Cette étape peut commencer en demandant aux élèves s'ils connaissent d'autres informations que celles amenées lors du travail d'analyse des caricatures. Ensuite, nous proposons de partir d'une vidéo pour entrer dans le vif de cette phase d'information.

>>>

QUELS CRITÈRES POUR SÉLECTIONNER UNE VIDÉO PERTINENTE SUR UN CONFLIT ?

- ▶ **Le contenu.** Il est crucial, à cette étape de la démarche, de diffuser une vidéo reprenant des faits et non une analyse du conflit puisque ce sera l'objet du travail en classe. Cette vidéo ne doit pas être trop complète, afin que les élèves cherchent aussi des informations par eux-mêmes. Les vidéos réalisées par les grands médias quotidiens conviennent généralement bien pour cet exercice car relativement concises, accessibles et factuelles.
- ▶ **L'origine.** Elle est surtout importante pour s'assurer de l'exactitude des faits avancés et d'un propos non partisan. Même si une vidéo est factuelle, la manière de présenter les faits ou le choix d'en omettre certains peut la rendre réellement subjective et partisane.
- ▶ **La durée.** Ce type de vidéo est souvent dense en informations (beaucoup de dates, de noms de personnes, de lieux, etc.). Il faut donc choisir une vidéo courte afin que les élèves ne soient pas noyés dans un trop-plein d'informations (idéalement 5 minutes).
- ▶ **La forme.** Certaines vidéos sont clairement plus agréables que d'autres à regarder pour différentes raisons : qualité des images, voix off dynamique, rythme, infographies structurantes, etc. Ces critères vont avoir un impact sur l'attention et l'intérêt des élèves.

▶ **La date de production.** L'idéal est de trouver une vidéo récente bien sûr. Toutefois, les critères précédents sont, selon nous, plus importants. L'évolution du conflit, depuis le moment de production de la vidéo, peut faire l'objet d'un travail en classe par les élèves. Attention, une vidéo trop ancienne demandera un travail important de mise à jour par les élèves. En réalité, cela dépend fort de l'évolution du conflit.



Voici quelques sites sur lesquels on trouve généralement des vidéos de qualité sur les conflits :

- ▶ Le site du journal *Le Monde* : www.lemonde.fr.
- ▶ L'émission "Le dessous des cartes" d'Arte : www.ddc.arte.tv.
- ▶ La série "Géopoliticus" de France TV Éducation : www.education.francetv.fr/matiere/histoire/terminale/serie/geopoliticus.
- ▶ La chaîne YouTube "Le monde en cartes" : www.youtube.com/channel/UCYA_ElxMgkJlvcKa4SM0dOg.

a) Diffusion de la vidéo

Avant l'entame de la vidéo, la consigne à donner aux élèves est simple : essayez de noter les événements-phares présentés (déclenchement, rebondissements, négociations, apaisement/fin du conflit, etc.) et les mots-clefs qui y sont associés ainsi que les acteurs concernés par le conflit.

b) Mise en commun

L'objectif de cette mise en commun est de dégager les informations majeures apportées par la vidéo, pas encore de les analyser. Voici quelques questions à poser aux élèves.

- ▶ Qui est à l'origine de cette vidéo et de quand date-t-elle ?
- ▶ Qui sont les acteurs (personnes ou groupes de personnes) concernés par ce conflit ?
- ▶ Quels sont le catalyseur (l'élément déclencheur) et les événements-phares de ce conflit de façon chronologique ?

Nous suggérons ici de réaliser collectivement une ligne du temps du conflit. Si la vidéo proposée est dense en informations, on peut réaliser une première ébauche de ligne du temps, puis la regarder une seconde fois pour la compléter.

- ▶ Qu'avez-vous retenu d'autre d'intéressant pour comprendre ce conflit ?
- ▶ Êtes-vous capable, après avoir vu cette vidéo, d'expliquer à quelqu'un pourquoi il y a un conflit sur ce territoire ?

Le but de cette dernière question est de faire prendre conscience aux élèves qu'une vidéo courte comme celle-là nous rapporte surtout des faits et que nous disposons, après sa vision, de peu d'explications de fond. Quelles sont les causes exactes du conflit ? Quels sont les enjeux qui font que le conflit perdure ? Il n'est pas possible, a priori, de répondre à ce genre de question après avoir vu cette vidéo.

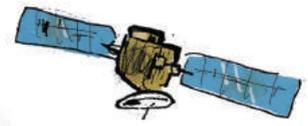
c) Identification de thèmes à approfondir

Nous regardons de plus en plus de courtes vidéos sur Internet, c'est un outil intéressant présentant plusieurs avantages s'il est bien réalisé, mais il n'est pas suffisant si on veut réellement comprendre un conflit. Il s'agit donc, pour clore cette seconde étape, d'identifier avec les élèves une série d'éléments qu'il serait intéressant d'approfondir pour bien comprendre le conflit. Au fur et à mesure qu'ils sont cités par les élèves, on peut les organiser au tableau afin de constituer cinq ou six sous-thèmes (en fonction du nombre d'élèves).

Ensuite, l'enseignant annonce aux élèves qu'ils vont, en sous-groupes, approfondir un sous-thème. Une fois les groupes constitués et les thèmes répartis, il demande aux élèves de rechercher, pour la prochaine séance, des informations sur le thème qu'ils ont choisi (vidéos, articles, cartes, photos, etc.). Il est important de rappeler aux élèves de bien noter les sources et les dates de tous les documents qu'ils listent, et de les encourager à varier autant que possible leurs sources.

Voici les sous-thèmes que nous proposons et sur la base desquels nous nous appuyerons pour la suite de la démarche d'analyse :

- ▶ Retour historique
- ▶ Caractéristiques du territoire
- ▶ Caractéristiques de la population vivant sur ce territoire
- ▶ Acteurs du conflit
- ▶ Évolution, conséquences et résonance médiatique du conflit



ÉTAPE N°2 : APPLICATION AU CONFLIT UKRAINIEN



© Le Monde - Capture d'écran vidéo "De la crise à la guerre : un an de conflit en Ukraine en 5 minutes". Source : <https://lemonde.fr/1SS8m2H>.

Il existe plusieurs courtes vidéos sur le conflit ukrainien. Nous avons choisi de partir de celle produite par *Le Monde* en mars 2015 intitulée "De la crise à la guerre : un an de conflit en Ukraine en 5 minutes". Elle est disponible sur leur site : www.lemonde.fr/europe/video/2015/03/11/de-la-crise-a-la-guerre-un-an-de-conflit-en-ukraine-en-5-minutes_4591456_3214.html.

► Qui est à l'origine de cette vidéo et de quand date-t-elle ?

Le Monde, mars 2015. *Le Monde* est le journal quotidien français le plus lu en France ces dernières années.

► Quels sont le catalyseur (l'élément déclencheur) et les moments phares de ce conflit de façon chronologique ?

Catalyseur : Fin 2013, le président ukrainien, Viktor Ianoukovytch, fait volte-face : il devait signer un accord d'association pour un rapprochement avec l'Union européenne (UE) mais il suspend soudainement les négociations en cours depuis plusieurs années pour concrétiser une alliance du même type avec la Russie. Une partie de la population favorable à l'accord avec l'UE est mécontente.

Moments-phares du conflit présentés dans la vidéo :

- Un mouvement de protestation s'étend dans le pays, surtout à l'ouest.
- Février 2014 : violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.
- Visite de partenaires occidentaux à Kiev pour négocier une élection présidentielle anticipée.
- Le président Ianoukovytch fuit Kiev.
- Mise en place d'un gouvernement d'intérim à Kiev.
- Mars 2014 : Vladimir Poutine dénonce un coup d'État. La Russie se réserve le droit de recourir à la force si nécessaire.

- Des hommes armés (soupçonnés d'être envoyés par la Russie) patrouillent aux alentours de l'aéroport de Simféropol en Crimée.
- 16 mars 2014 : référendum d'autodétermination en Crimée. La Russie a repris le contrôle du territoire et des bases militaires ukrainiennes.
- Avril 2014 : soulèvement à l'est de l'Ukraine, près de la frontière russe. Prise de contrôle d'administrations locales par des séparatistes et des commandos armés non identifiés.
- Mai 2014 : proclamation de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Louhansk et référendum d'autodétermination.
- 25 mai 2014 : élection d'un nouveau président en Ukraine, Petro Porochenko.
- Intensification des combats à l'Est – Déploiement de l'armée russe tout autour de l'Ukraine et de l'armée ukrainienne partout à l'intérieur du pays.
- 17 juillet 2014 : un avion de ligne est abattu alors qu'il survolait l'est de l'Ukraine (298 morts).
- Sanctions contre la Russie par les Occidentaux qui font l'intermédiaire dans des négociations entre Poutine et Porochenko.
- Septembre 2014 : 1^{er} cessez-le-feu négocié à Minsk, il ne sera pas respecté.
- Les pro-russes gagnent du terrain.
- Février 2015 : 2^{ème} cessez-le-feu négocié (Minsk 2) mais, à nouveau, peu respecté.



Le conflit ukrainien en juillet 2014.

© *Courrier international* – Source : <https://bit.ly/2RUJSUI>.

► Qui sont les acteurs (personnes ou groupes de personnes) concernés par ce conflit ?

Au fur et à mesure que les élèves les citent, on peut déjà essayer de les organiser au tableau avec eux. Ça donnera probablement un classement séparant d'un côté les acteurs

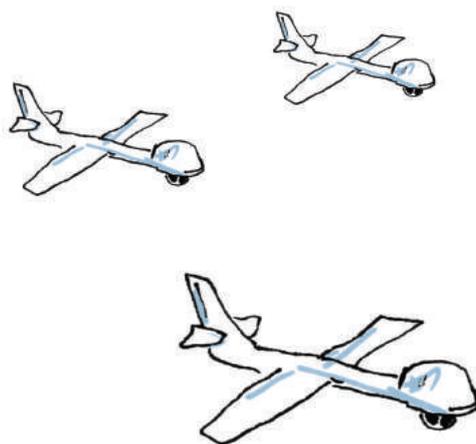
favorables au nouveau gouvernement ukrainien et au rapprochement avec l'UE et, de l'autre, les acteurs favorables au gouvernement russe.

- Le nouveau président ukrainien P. Porochenko
- Les forces armées ukrainiennes
- Des partenaires occidentaux (dont l'UE)
- La population ukrainienne pro-européenne

- L'ancien président ukrainien V. Ianoukovytch
- Le président russe V. Poutine
- Les forces armées russes
- Des séparatistes ukrainiens et combattants armés non identifiés
- La population ukrainienne pro-russe

► Qu'avez-vous retenu d'autre d'intéressant pour comprendre ce conflit ?

- Le président Ianoukovytch est traditionnellement proche du pouvoir russe.
- L'Ouest du pays est plus pro-européen que l'Est où la population est majoritairement russophone et soutient une politique pro-russe.
- En Crimée aussi, la population est russophone. Le départ de Ianoukovytch est très mal reçu. La Crimée n'appartient à l'Ukraine que depuis 60 ans. On y trouve une base navale et deux aéroports militaires, ce qui en fait un territoire stratégique.
- Le conflit se déroule principalement à l'est du pays.
- Le conflit a déjà fait, en mars 2015, 5600 morts, 1 600 000 réfugiés.



7. BePax, *Déconstruire les théories du complot. Fiches pédagogiques*, 2016.

8. Kebbi J., "La théorie du complot, une arme aux mains des régimes autoritaires arabes", dans *L'Orient. Le jour*, publié le 15/01/18 sur www.lorientlejour.com/article/1094307/une-arme-aux-mains-des-regimes-autoritaires-arabes.html.

9. Hayek C., "Quatre 'complots' ultrapopulaires dans le monde arabe", dans *L'Orient. Le jour*, publié le 15/01/18 sur www.lorientlejour.com/article/1094308/quatre-complots-ultrapopulaires-dans-le-monde-arabe.html?versionId=1091490.

ÉTAPE N°3 : APPROFONDIR CERTAINS ASPECTS DU CONFLIT

OBJECTIFS : appréhender les différentes dimensions d'un conflit en faisant des recherches ciblées ; développer une approche critique des sources d'informations utilisées ; traiter une masse d'informations, l'organiser et la synthétiser.

Avant d'entamer le travail en sous-groupes, l'enseignant précise les consignes aux élèves. Nous proposons qu'à l'issue de ce travail de recherche et d'analyse, les élèves réalisent un travail de synthèse sur leur sous-thème en produisant :

- ▶ un panneau avec des mots/dates-clés, des photos/dessins, des flèches pour indiquer des relations (entre acteurs, de cause à effet, etc.), des cartes. La présentation d'au moins deux cartes sur le panneau est obligatoire.
- ▶ un résumé écrit qui accompagne le panneau (selon nous, maximum deux pages pour que les élèves apprennent à sélectionner les informations majeures et pertinentes), avec une bibliographie reprenant les sources sur lesquelles ils se sont basés.

>>>

GARE AUX THÉORIES DU COMLOT !

De tout temps, des théories du complot ont été avancées pour expliquer certains conflits internationaux. Toutefois, depuis plusieurs années, l'émergence d'Internet leur a donné un essor sans précédent. Par l'expression 'théorie du complot', on entend ici "des récits concernant des complots imaginés, construits par la fantaisie de l'homme ou qui déforment la présentation de complots réels, en les élargissant au-delà du raisonnable"⁷.

Lorsqu'elles portent sur des conflits, les théories du complot accusent généralement des acteurs étrangers d'être à l'origine du conflit afin de déstabiliser une région ou faire tomber un régime en place et assurer ainsi ses propres intérêts. De nombreuses théories du complot concernent le monde arabe⁸. Des dirigeants du Moyen-Orient eux-mêmes y recourent régulièrement pour réécrire des événements à leur avantage et justifier certaines décisions. En déformant ou en inventant certains faits, ils visent à rassembler la population, au-delà des clivages internes, face à un ennemi commun. L'origine de l'État islamique (EI) a fait l'objet de nombreuses théories du complot ces dernières années. Pour n'en citer qu'une : l'EI aurait été créé par les États-Unis et

Israël afin d'affaiblir la Syrie, puissance qui "résiste à Israël". La CIA aurait formé et financé des jihadistes qu'elle aurait même hélicoptérés sur le territoire syrien⁹.

Même si elles s'appuient dans certains cas sur des éléments vrais, les théories du complot proposent, quoi qu'elles disent, une lecture trop simpliste d'un conflit : elles avancent généralement une seule et unique cause à l'origine du conflit alors que nous avons vu que les causes sont souvent multiples. Les jeunes sont assez réceptifs aux théories du complot, elles intriguent et permettent de comprendre facilement une situation complexe. Il est donc essentiel de les mettre en garde et leur rappeler que, pour éviter de tomber dans le piège d'une théorie complotiste, leur traitement des informations et leurs analyses doivent toujours s'appuyer sur différentes sources et chercher à prendre en considération les points de vue de tous les acteurs impliqués.

Pour en savoir plus sur ce sujet, nous conseillons de lire le dossier pédagogique *Déconstruire les théories du complot* réalisé par l'association BePax.

>>>

Pour réaliser ce travail, les élèves s'appuient sur les documents qu'ils ont apportés comme demandé lors de la séance précédente. L'enseignant peut aussi décider de leur donner un portfolio comprenant différents documents pour les aider ou les emmener dans un espace informatique afin qu'ils puissent chercher des informations complémentaires durant le cours. Par ailleurs, pour guider les élèves dans leur travail de recherche et d'analyse, l'enseignant distribue à chaque sous-groupe une série de questions en lien avec leur sous-thème. Les élèves ne doivent pas nécessairement trouver des réponses à toutes les questions listées, celles-ci servent davantage à les aiguiller, orienter leurs recherches dans la bonne direction.

Une fois les consignes données, chaque sous-groupe se met au travail. Cette troisième étape vise à ce que les élèves soient réellement acteurs de leur savoir. L'enseignant se positionne, de son côté, en médiateur du savoir : il suit les élèves pour les orienter et les recadrer si nécessaire.



© Justice et Paix.

FICHES DE QUESTIONS POUR GUIDER LES SOUS-GROUPES ¹⁰

SOUS-THÈME 1 : RETOUR HISTORIQUE

Pour mieux comprendre la succession d'événements qui ont conduit au conflit, un petit détour par l'histoire est indispensable. Il s'agit donc ici de se renseigner sur le passé du territoire, de la région étudiée et les grands faits qui s'y sont déroulés et pourraient avoir eu un impact sur la situation actuelle.

- ▶ Qui a dominé ce territoire au fil du temps ?
- ▶ Quelles ont été les **influences/alliances passées** ?
- ▶ Les **frontières** du territoire où a lieu le conflit ont-elles toujours été les mêmes ?
- ▶ Quelles relations ce territoire a-t-il entretenues avec ses voisins ?
- ▶ Quels sont les **faits marquants** qui s'y sont déroulés ?
- ▶ Quels sont les événements et facteurs qui ont potentiellement fait basculer la situation de tension en conflit (facteurs internes et/ou externes au territoire) ?

SOUS-THÈME 2 : CARACTÉRISTIQUES DU TERRITOIRE

Les spécificités d'un territoire vont influencer les activités qui vont y être développées, la politique qui va y être menée ou encore les relations avec les autres pays. Il est donc important d'observer le territoire sur lequel se déroule le conflit sous différents angles.

- ▶ Quelle est la **situation géographique** de ce territoire ? (localisation, frontières, etc.)
- ▶ Quel est le **statut** de ce territoire ? (État, partie d'un État, région transétatique, etc.)
- ▶ Quel est le **mode d'organisation** de ce territoire ? (découpages politiques et administratifs, type de pouvoir en place, etc.)
- ▶ Quelles sont les **caractéristiques physiques** de ce territoire ? (superficie, relief, climat, végétation, configuration, etc.)
- ▶ Quelles sont les **ressources naturelles** de ce territoire ? (énergétiques, agricoles, hydriques, minières, etc.)
- ▶ Quelles sont les **activités économiques** principales sur ce territoire ?
- ▶ Quelles sont les principales **infrastructures** sur ce territoire et quel est leur niveau de développement ? (réseau routier, ports, industries, etc.)

SOUS-THÈME 3 : CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION VIVANT SUR LE TERRITOIRE

Il est évidemment indispensable de s'intéresser à la population qui vit sur le territoire. Toutes les informations ci-dessous ne seront pas à prendre en considération dans l'analyse finale du conflit, mais il faut néanmoins se poser ces questions au préalable.

- ▶ Quelles sont les **caractéristiques majeures de la population** vivant sur ce territoire ? (nombre d'habitants, densité, répartition sur le territoire, langue(s), religion(s), ethnie(s), niveau socio-économique, etc.)
- ▶ Les composantes qui définissent la population actuellement ont-elles toujours été les mêmes ?
- ▶ Y a-t-il des **disparités** et des **clivages** (passés et actuels) au sein de la population ? De quelle nature sont-ils (socio-économique, culturelle, religieuse, ethnique, politique) ?
- ▶ Quels sont les **droits** et les **libertés** accordés à la population ? Sont-ils les mêmes pour tous ?

SOUS-THÈME 4 : LES ACTEURS

Les différentes parties prenantes d'un conflit sont la pierre angulaire de celui-ci. Il faut donc identifier un maximum d'acteurs, impliqués directement ou indirectement dans le conflit, sur le terrain avec des armes ou dans un bureau avec des coups de téléphone... Une première identification a été réalisée lors des deux étapes précédentes. Le travail consiste maintenant à approfondir chacun des (groupes d') acteurs.

Voici une série d'informations qui pourraient être recherchées pour chacun des acteurs. Attention, toutes ne sont pas pertinentes pour tous les acteurs dans tous les conflits, il s'agit de sélectionner celles qui paraissent importantes.

- ▶ Quelles sont les **caractéristiques générales** de cet acteur : nationalité(s), ethnie(s) ou autre appartenance (culturelle) à un groupe spécifique, langue(s), religion(s) ?
- ▶ Où peut-on le localiser au **niveau géographique** ?
- ▶ Quelle est son **importance numérique** ?
- ▶ Quelle est son **histoire**/ses origines ?
- ▶ Quel est son **statut** (reconnaissance officielle, liens avec le pouvoir, etc.) ?

- ▶ Quelle est sa **situation socioéconomique** (richesses, origine des revenus, etc.) ?

Après avoir dressé une mini carte d'identité, pour chaque acteur, réfléchir à ces questions cruciales :

- ▶ Quelles sont ses **revendications** dans le conflit ? Autrement dit, que veut-il ?
- ▶ Quels sont ses **atouts** dans ce conflit ? Qu'est-ce qui le rend puissant ?
- ▶ Quelles sont ses **faiblesses** dans ce conflit ? Quelle(s) menace(s) pèse(nt) sur lui ?
- ▶ Qui sont ses **alliés** et ses **opposants** ?
- ▶ Quelles sont les **stratégies** et **moyens** utilisés par chaque acteur ?

SOUS-THÈME 5 : ÉVOLUTION, CONSÉQUENCES ET RÉSONANCE MÉDIATIQUE DU CONFLIT

- ▶ Où est en le conflit aujourd'hui ? (ampleur, degré d'intensité, forme des affrontements, négociations, gagnants/perdants, processus de paix, réconciliation, etc.)
- ▶ Quelles sont les **transformations** et les **changements** intervenus depuis le début du conflit ?
- ▶ Quelles sont les **conséquences** directes et indirectes, passées et actuelles, du conflit (aux niveaux humain, économique, environnemental, etc.) ?
- ▶ Comment la population réagit-elle (a-t-elle réagi) par rapport au conflit ?
- ▶ Quelle est (a été) la **perception du conflit** dans l'opinion publique (nationale et internationale) ? Quelle est la position de la communauté internationale face au conflit ?
- ▶ Quel est le degré de **résonance médiatique** du conflit ? Qui en parle (en a parlé) dans le monde et de quelle manière (information, propagande, parti pris, etc.) ?

10. Ces questions sont inspirées d'une méthode proposée par C. Grimaldi, une enseignante suisse : "Analyse géopolitique : une méthode", disponible sur textes.clionautes.org/analyse-geopolitique-une-methode.html.

ÉTAPE N°3 : APPLICATION AU CONFLIT UKRAINIEN

Comme précisé précédemment, les questions proposées pour chaque sous-thème servent à guider les élèves dans leur travail ; elles ne doivent pas nécessairement toutes trouver des réponses. Nous allons dans ce sens en proposant dans cette application au conflit ukrainien des textes synthétiques, par sous-thème, reprenant uniquement les informations pertinentes pour comprendre ce conflit.

SOUS-THÈME 1 : RETOUR HISTORIQUE

Jusqu'à la fin du XVII^e siècle, le territoire actuel de l'Ukraine a été sous l'influence de différentes puissances extérieures : Lituanie, Pologne et Empire austro-hongrois à l'ouest du Dniepr (le fleuve principal qui traverse le pays de haut en bas) et Russie à l'est. Un siècle plus tard, la Russie a conquis la Crimée ainsi que la quasi-totalité des terres à l'ouest qui étaient dans le giron occidental. Ce territoire qu'elle renomme "La petite Russie" devient le grenier à blé de la Russie et la première région industrielle du pays grâce à sa production de charbon.

Intégration dans l'URSS

Suite à la chute de l'Empire russe en 1917, l'Ukraine proclame son indépendance qui sera toutefois de courte durée puisqu'elle est intégrée à l'Union soviétique en 1922. Elle devient la République socialiste soviétique d'Ukraine. Le territoire va alors être touché par deux événements majeurs qui vont réveiller le sentiment nationaliste de la population : d'une part, la collectivisation forcée des terres, la répression et les famines organisées par Staline qui ont fait plus de six millions de victimes – principalement dans l'ouest du pays – dans les années 1930. D'autre part, la Seconde Guerre mondiale au cours de laquelle huit millions d'Ukrainiens vont périr.

En 1954, le président russe Nikita Khrouchtchev offre la Crimée à l'Ukraine pour célébrer le 300^{ème} anniversaire de l'union entre les deux pays. L'Ukraine est alors la république soviétique la plus peuplée après la Russie et elle occupe une place centrale dans l'économie de l'URSS grâce à sa production agricole et ses mines d'acier et de fer.

2004 : révolution populaire

En 1991, suite à l'effondrement de l'URSS, l'Ukraine retrouve son indépendance. Le pouvoir reste toutefois très proche de la Russie jusqu'en 2004. Cette année-là, l'élection présidentielle qui annonce une victoire de Viktor Ianoukovytch, un candidat

Lors des élections de 2010, la fracture politique est plus que jamais d'actualité en Ukraine.
© Idé avec Libération – Source : <https://bit.ly/2sXw9gK>.



En 2004, les Ukrainiens de l'Ouest et ceux de l'Est n'ont pas voté pour le même candidat. © Arte - Capture d'écran vidéo "Ukraine, un carrefour d'influence", Le dessous des cartes. Source : <https://bit.ly/2gFjtW6>.

issu d'une formation politique pro-russe (le Parti des régions), est jugée frauduleuse par le peuple ukrainien. Une véritable contestation, baptisée "révolution orange", se met en marche. Un nouveau tour des élections est alors organisé : les porte-drapeaux de la révolution orange, Viktor Iouchtchenko et Julia Timochenko, deviennent respectivement Président et Première ministre. Tous deux affichent une politique pro-occidentale.

La population sera néanmoins rapidement déçue, les réformes économiques tardent, les scandales de corruption se poursuivent... En 2010, le pro-russe Viktor Ianoukovytch revient au pouvoir dans un pays affaibli. À cette période, l'Ukraine est courtisée par deux projets d'intégration économique rivaux :

- ▶ L'Union européenne (UE) lance un partenariat oriental comprenant des accords d'association et de libre-échange dans lequel elle espère intégrer l'Ukraine qui est devenue une voisine directe, suite aux élargissements de 2004 et 2007. La Biélorussie, la Moldavie, l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan sont les autres pays ciblés par cet accord.
- ▶ La Russie, quant à elle, développe une union économique eurasiatique au sein de laquelle elle voudrait notamment réunir plusieurs républiques d'ex-URSS.



2014, le tournant

Le président Ianoukovytch hésite entre les deux offres ; il négocie avec chaque partie en parallèle. Fin novembre 2013, il décide finalement, contre toute attente pour une partie de la population, de signer un accord avec la Russie. Il a notamment obtenu des Russes une baisse du prix du gaz et un prêt de 11 milliards d'euros. La déception est grande pour les Ukrainiens qui voyaient dans un rapprochement avec l'UE la possibilité d'une démocratisation, d'une meilleure gestion et d'une adaptation de certaines normes européennes à l'Ukraine. Ils investissent la place centrale de Kiev, "Maïdan", pour protester.



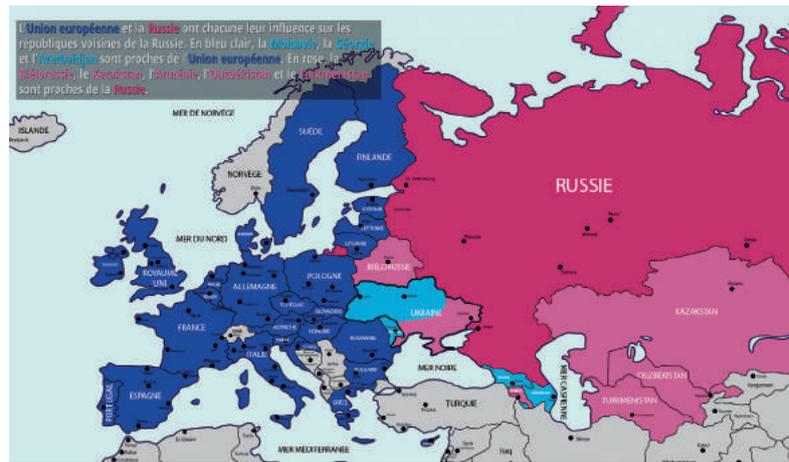
Des milliers d'Ukrainiens participent à la révolution "Euro Maïdan" à Kiev début 2014. © Kostyantyn Chernichkin - Source : <https://bit.ly/2DlhxYG>.

La suite, nous l'avons déjà abordée précédemment à travers la vidéo : Ianoukovytch démissionne, la Russie annexe la Crimée et un conflit éclate à l'est du pays, dans la région du Donbass, raison pour laquelle on va l'appeler "Guerre du Donbass". Malgré les accords de Minsk, les combats se poursuivent à une plus faible intensité. Pour connaître l'évolution du conflit après février 2015, voir le sous-thème "évolution, conséquences et résonance médiatique du conflit".

SOUS-THÈME 2 : CARACTÉRISTIQUES DU TERRITOIRE

Située en Europe de l'Est, l'Ukraine est un État d'une superficie de 603 550 km² (Crimée incluse), ce qui en fait le 2^{ème} plus grand pays d'Europe après la Russie. Elle partage ses frontières avec sept pays limitrophes : à l'ouest, la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie (tous les quatre membres de l'UE) ainsi que la Moldavie ; au nord, la Biélorussie et à l'est, la Russie avec laquelle elle partage sa plus grande frontière (2000 km).

Au sud, l'Ukraine s'étend avec la péninsule de Crimée jusqu'à la mer Noire. Au sud-est, le pays borde également la mer d'Azov, une petite mer intérieure qu'elle partage avec la Russie. On y accède depuis la mer Noire par le Détroit de Kertch, situé entre la Crimée et les côtes russes.



L'Ukraine est située entre l'UE et la Russie, et de façon plus générale entre l'Occident et l'Orient. Source : <https://bit.ly/2FXnSLU>.

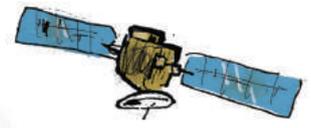
Le pays comprend actuellement 24 régions administratives, 2 villes à statuts particuliers (Kiev et Sébastopol) et 1 république autonome (la République autonome de Crimée qui disposait déjà d'une certaine autonomie par rapport au reste du pays avant son annexion par la Russie). Sa capitale est Kiev. Il s'agit d'un régime démocratique (une république) dont le chef d'État est Petro Porochenko. Les prochaines élections présidentielles sont prévues au printemps 2019.

Le relief est peu accidenté : l'Ukraine compte de nombreux pâturages et terres plates qui sont, depuis toujours, dédiés à une intensive production agricole : plus de 70% de la superficie du pays est une terre agricole. Ces terres arables sont très fertiles grâce à une "ceinture de terre noire" très riche en humus qui recouvre une grande partie du territoire.



© Archives Larousse - Source : <https://bit.ly/2ThAE1a>.

11. TB économie, "Top 10 des plus grands pays producteurs de blé dans le monde", publié le 28/03/18 sur www.business.freefrencharticles.com/index.php/2018/03/28/top-10-des-plus-grands-pays-producteurs-de-bl-dans-le-monde.html.



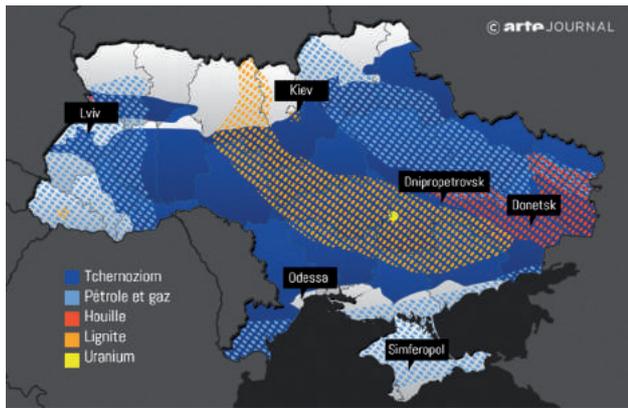
Secteurs d'activités, ressources, infrastructures

Le **secteur agricole** joue un rôle important dans l'économie du pays, il contribue à 10-12% du PIB ces dernières années selon la Banque mondiale¹². L'Ukraine est parmi les plus grands producteurs de céréales dans le monde (blé, orge, seigle, avoine). De nombreux investisseurs étrangers (entreprises comme États) ont acquis des terres agricoles en Ukraine¹³.

Le pays est également riche en **ressources minières** (fer, magnésium, manganèse, etc.) et **énergétiques** (charbon, gaz naturel, pétrole). La plupart des gisements importants se trouve à l'est du pays, dans une région appelée le Donbass, ainsi qu'en Crimée. Le **secteur industriel**, qui représente 24% du PIB en 2017, s'appuie sur l'exploitation de ces ressources. Il est dominé par les industries lourdes comme le fer et l'acier. L'Ukraine est parmi les plus grands producteurs mondiaux de ces deux métaux. La majorité des industries se trouve dans le Donbass, région la plus riche du pays où vivent près de 5 millions d'habitants.

lement un pays de transit indispensable pour l'UE comme pour la Russie. En effet, l'UE dépend pour 40% de la Russie pour son approvisionnement en hydrocarbures, et 60% du gaz russe est vendu à des pays d'Europe de l'Ouest. L'acheminement du gaz se fait via plusieurs dizaines de gazoducs qui traversent l'Ukraine. Les deux pays ont signé un contrat de transit pour dix ans. Celui-ci arrivera à échéance fin 2019. À noter que l'Ukraine elle-même est très dépendante de la Russie pour son approvisionnement en gaz, notamment pour la production d'engrais agricoles et le fonctionnement de ses usines métallurgiques.

Au niveau des **infrastructures**, outre les usines et les infrastructures énergétiques, on note un important réseau de transports (terrestre et maritime) lié à sa position géographique centrale. Les ports se trouvent sur la mer Noire et la mer d'Azov, les plus importants sont ceux d'Odessa et de Marioupol. La majorité des infrastructures du pays nécessiteraient toutefois une sérieuse modernisation pour exploiter pleinement les ressources disponibles dans le pays.



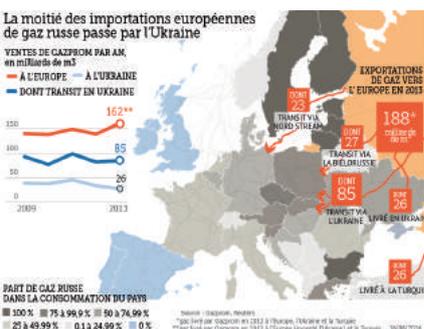
© Arte - Capture d'écran "L'Ukraine en chiffres"
Source : <https://info.arte.tv/fr/ukraine-en-chiffres>.

La Crimée : une péninsule stratégique

Pour clôturer ce point, il reste une donnée géographique majeure à approfondir : la **Crimée**. Cette péninsule ukrainienne située au sud du pays bénéficie d'une situation idéale sur la mer Noire qui constitue, pour la région, le seul point d'accès aux mers chaudes (mer Égée, mer Méditerranée) et donc aux océans Atlantique et Indien. Il existe depuis plusieurs années des accords entre les gouvernements ukrainien et russe autour de la péninsule et de la circulation dans les eaux territoriales de la mer Noire et de la mer d'Azov.

La Russie dispose d'importantes infrastructures militaires en Crimée dont une base navale majeure dans le Port de Sébastopol. Depuis 1997, elle bénéficiait en effet d'un accès à ce port pour 20 ans contre un loyer de 96 millions de dollars payés à l'Ukraine, en grande partie en gaz¹⁴. En 2010, Ianoukovytch de retour au pouvoir signe un nouvel accord avec Moscou pour prolonger ce bail de 25 ans (jusqu'en 2042) alors qu'il n'est pas encore arrivé à échéance. La Russie octroie en échange une réduction de 30% sur le prix du gaz. L'opposition accuse alors le président ukrainien de contournement de la Constitution et de violation de la loi du pays sur les traités internationaux.

Enfin, le **secteur tertiaire** contribue à la plus grande partie du PIB (autour de 60%). Celui-ci comprend un service crucial qui est celui de l'approvisionnement et du transit du gaz. Située entre la Russie et l'Europe de l'Ouest, l'Ukraine est actuel-



© Le Figaro - Source : <https://bit.ly/2sWRh6G>.



© Ria Novosti - Source : <https://bit.ly/2WwUN5t>.



Source : <https://bit.ly/2Dwwz1Q>.

La Crimée appartient officiellement à l'Ukraine mais la Russie l'a rattachée à son territoire en mars 2014, suite à un référendum favorable auprès de la population locale (plus de 96% de "oui"). Moscou en a, depuis cette date, pris le contrôle complet. L'Ukraine et la communauté internationale (à l'exception de quelques pays proches de Moscou comme la Syrie) ne reconnaissent pas ce rattachement territorial de la Crimée à la Russie qu'elles considèrent comme une annexion de Moscou.



© Washington Post – Source : <https://bit.ly/2TIDrGD>.

SOUS-THÈME 3 : CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION VIVANT SUR LE TERRITOIRE

L'Ukraine compte, en 2018, **45 millions d'habitants** (Crimée incluse) dont près de 70% vivent dans les villes. La densité est de 77 habitants/km².

La population ukrainienne est "relativement homogène d'un point de vue ethno-linguistique, puisqu'au moins 78 % de la population est d'origine ukrainienne, ce qui représente une proportion beaucoup plus élevée par rapport à la plupart des pays"¹⁵. Les Russes constituent la seconde nationalité, ils représentent plus de 17% de la population. Viennent ensuite plus de 25 communautés différentes : Biélorusses, Moldaves, Tatars de Crimée, Bulgares, Hongrois, Roumains, Polonais, etc.

Disparités linguistiques, religieuses et socioéconomiques

Les **langues officielles** sont l'ukrainien et les langues régionales. Jusqu'en février 2014, le russe était aussi considéré comme une langue officielle en Ukraine. Le Parlement lui a retiré ce statut dans plus de la moitié des régions du pays (principalement à l'est et au sud). Pourtant, le russe constitue toujours une langue majeure en Ukraine. "Parmi les 77,8 % d'Ukrainiens, 85,2 % d'entre eux considèrent que la langue ukrainienne est leur langue maternelle et le russe pour 14,8 % d'entre eux". Il existe un **clivage linguistique** important au sein de la population : les habitants de l'Ouest parlent majoritairement l'ukrainien alors que la langue russe domine à l'Est. La Crimée compte également plus de 90% de russophones. Ce clivage linguistique a un pendant politique : côté ouest, la population est plutôt pro-européenne ; côté est, elle soutient une politique pro-russe.

Au-delà de la langue, l'héritage culturel russe est toujours visible aujourd'hui. Kiev reste, pour Moscou, la 1^{ère} capitale de Russie au Moyen Âge. L'Ukraine constitue donc une sphère d'influence naturelle de la Russie.

La **religion** occupe une place importante en Ukraine : plus de 70 % de la population croit en Dieu¹⁶. La religion majoritaire est le christianisme, 65-70% déclarent adhérer à l'une des branches du christianisme orthodoxe. Au sein de la religion orthodoxe, on distingue trois branches : les orthodoxes rattachés au Patriarcat de Kiev, ceux qui sont rattachés au Patriarcat de Moscou et ceux qui appartiennent à l'Église orthodoxe autocéphale ukrainienne. Viennent ensuite les chrétiens (autour de 15%), les protestants (2%) et les musulmans (1%). On note également une fragmentation de la population ukrainienne en termes de religion, qui se marque géographiquement (ex : la majorité des chrétiens vivent à l'Ouest, près de la frontière polonaise). Un clivage "Ukraine-Russie" existe donc également au sein de la population ukrainienne au niveau de la religion. Les tensions latentes depuis des années ont connu un nouvel essor en octobre 2018 : le patriarcat de Constantinople a en effet annoncé "reconnaître en Ukraine une Église indépendante (autocéphale), mettant ainsi fin à 332 années de tutelle religieuse du patriarcat de Moscou dans le pays"¹⁷.

La fracture existe également au niveau des **revenus de la population**. En 2014, le salaire moyen mensuel est inférieur à 200€ par mois¹⁸. Mais là aussi une différence Ouest-Est se marque. Le salaire moyen est nettement plus élevé à l'Est, région où, rappelons-le, le secteur industriel est le plus développé (mines et usines de fer, d'acier, etc.). Ce même salaire moyen est observé du côté de Kiev où la vie est toutefois beaucoup plus chère.

12. Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde - Ukraine*, sur databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=2&country=UKR.

13. MOMAGRI, "Terres agricoles en Ukraine : silence, on vend !", publié le 16/03/15 sur www.momagri.org/FR/regards-sur-l-actualite/Terres-agricoles-en-Ukraine-silence-on-vend-1561.html.

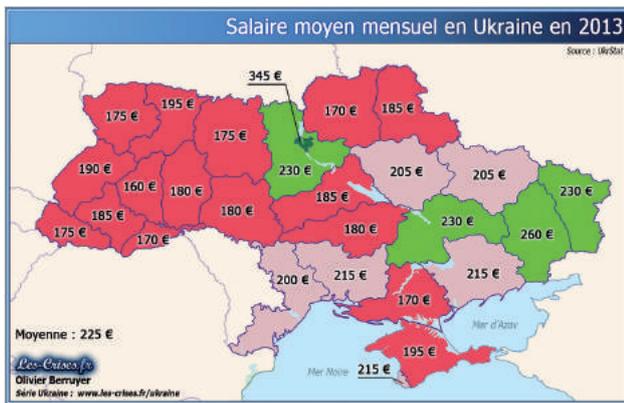
14. Courtois L., "Bien comprendre les crises russo-ukrainiennes : le détonateur Sébastopol", dans *Agoravox*, publié le 16/01/17 sur www.agoravox.fr/actualites/international/article/bien-comprendre-les-crisis-russo-188593.

15. Leclerc J., "Ukraine - données démolinguistiques", mis à jour le 15/01/15 sur www.acl.cefan.ulaval.ca/europe/ukraine-ldemo.htm.

16. "Comprendre l'Ukraine - La religion", dans *Les Crises*, publié le 30/04/14 sur www.les-crisis.fr/ukraine-la-religion.

17. RT France, "Schisme : que se passe-t-il au sein de la religion orthodoxe en Ukraine ?", publié le 14/10/18 sur francais.rt.com/international/54586-schisme-que-se-passe-t-il-sein-religion-orthodoxe-ukraine.

18. Arte, "L'Ukraine en chiffres", mis à jour le 08/12/16 sur info.arte.tv/fr/ukraine-en-chiffres.



© Olivier Berruyer/Les Crises.fr – Source : <https://bit.ly/2RUihTj>.



L'armée ukrainienne tente de récupérer les territoires sous domination des séparatistes pro-russes dans le Donbass depuis 2014. © GENYA SAVILOV, AFP - Source : <https://bit.ly/2CWbpdF>.

Pour terminer, un point sur les **libertés et le respect des droits humains** en Ukraine. Selon *Human Rights Watch*, en 2017, "les autorités ont recours à des pratiques foncièrement anti-démocratiques qui entravent les libertés fondamentales des Ukrainiens"¹⁹. Le gouvernement a, en effet, pris des mesures visant à limiter la liberté d'expression, la liberté des médias et la liberté d'association. Il justifie celles-ci par "la nécessité de repousser l'agression militaire de la Russie dans la région est de l'Ukraine et de contrer la propagande anti-Ukraine". L'organisation souligne également que tous les acteurs du conflit qui se déroule à l'est du pays ont mis en danger les civils et les différentes infrastructures et que presque personne n'a été traduit en justice dans ce cadre. Au niveau des droits individuels, le rapport 2018 de l'organisation *Freedom House* souligne tout de même qu'une certaine liberté au niveau de droits individuels tels que le choix et l'expression de ses croyances, l'accès à l'éducation, à l'emploi ou encore la liberté de déplacement sont garantis²⁰.

SOUS-THÈME 4 : LES ACTEURS

L'Ukraine

De nombreuses données sur la population ukrainienne ont été présentées dans les autres sous-thèmes. On rappellera simplement qu'il existe une division importante dans le pays entre les Ukrainiens de l'Ouest et ceux de l'Est et de Crimée (aux niveaux linguistique, politique, culturel, religieux, économique, etc.).

Depuis mai 2014, le gouvernement ukrainien dirigé par Petro Porochenko (riche homme politique et d'affaires proche du milieu oligarchique) multiplie les mesures favorisant l'ouverture de son pays vers l'Occident et se positionne clairement contre le pouvoir russe dont il dénonce l'implication dans le conflit. Porochenko revendique, par ailleurs, la souveraineté de son pays par rapport à la Russie qu'il accuse d'ingérence dans les affaires et la vie ukrainiennes, d'une façon générale.

L'armée régulière nationale combat les forces séparatistes à l'est du pays depuis 2014. Suite au soulèvement de Maïdan, des milliers d'hommes – pas toujours formés – ont rejoint l'armée

ou combattent à ses côtés au sein de forces militaires ou paramilitaires (le corps des volontaires ukrainiens, le bataillon du Donbass, etc.). Ces différents groupes fonctionnent de façon autonome ou semi-autonome et sont composés majoritairement de volontaires et de mercenaires ukrainiens. Certains d'entre eux sont directement financés par des oligarques proches du pouvoir²¹. Tous sont censés répondre aux ordres du Ministère de l'Intérieur, mais la chaîne de commandement ne semble pas claire : la désorganisation règne et les équipements sont insuffisants.

Selon les Russes, l'armée régulière ukrainienne et les forces loyalistes pro-gouvernementales seraient appuyées par des volontaires et des mercenaires polonais ainsi que par des mercenaires américains de l'entreprise *Academi* (autrefois connue sous le nom de *Blackwater*)²², ce que tous démentent. Il est certain, toutefois, que l'armée ukrainienne est fournie en armes par les États-Unis et que ces derniers ont formé des soldats de la garde nationale ukrainienne.

Les forces armées ukrainiennes et loyalistes ne sont, par contre, jamais intervenues militairement en Crimée suite au rattachement de la péninsule à la Russie. Le gouvernement s'est contenté de dénoncer l'annexion et a mis en place une série de sanctions économiques et politiques contre la Russie. Il a aussi coupé l'alimentation de la Crimée en eau, ce qui a eu un impact considérable sur l'activité agricole de la péninsule.

Cette non-intervention s'explique probablement par le fait que l'Ukraine dépend grandement de son voisin russe sur les plans économique et commercial (revenus du transit du gaz, exportations de produits industriels de haute technologie, etc.) et pour son propre approvisionnement en gaz. Une rupture des relations avec la Russie aggraverait une situation économique déjà préoccupante. Moscou a d'ailleurs déjà utilisé à plusieurs reprises ce levier pour faire pression sur Kiev. En 2006 et en 2009, la Russie a fermé les robinets de gaz à destination de l'Ukraine. Le prix du gaz a aussi été utilisé par la Russie lors de négociations. Toutefois, l'Ukraine peut également se servir du gaz comme un moyen de pression puisque la Russie n'a d'autre solution que de le faire transiter via le territoire ukrainien pour atteindre l'ouest de l'Europe. Autre atout de l'Ukraine dans ce bras de fer avec Moscou : l'appui de l'UE, des États-Unis et de l'OTAN.

La Russie

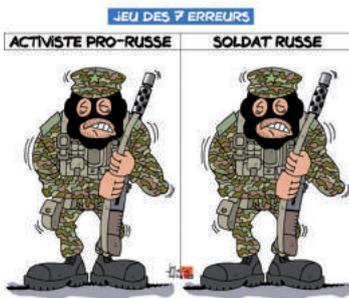
L'implication de la Russie dans les événements en Ukraine depuis 2014 est indiscutable. Toutefois, en fonction du point de vue pris, son rôle exact fait débat.

Fin février 2014, dès que la crise a éclaté à Kiev, des hommes armés vêtus d'uniformes verts dépourvus de tout signe de reconnaissance ont pris le contrôle du territoire, des infrastructures et bâtiments principaux de la péninsule. L'Ukraine et ses alliés les ont rapidement identifiés comme des soldats à la solde de Moscou ; pour certains, il s'agissait de militaires appartenant à l'armée russe, pour d'autres de soldats d'une société militaire privée, contractée par l'État russe pour protéger ses installations en Crimée²³. La Russie a démenti mais, quelques semaines plus tard, elle a officiellement pris le contrôle de la Crimée et l'a rattachée - ou annexée, c'est selon - à son territoire, suite au référendum populaire.



Des hommes en armes non identifiés patrouillent à Simféropol (Crimée) le 1^{er} mars 2014. © Genya Savilov/AFP - Source : <https://bit.ly/2X0hcZ9>.

Le rôle joué par la Russie dans le conflit à l'Est est moins évident. L'Ukraine et la majorité des pays occidentaux ont rapidement accusé la Russie d'avoir envoyé des militaires dans le Donbass, encouragé le soulèvement et armé les séparatistes pro-russes. Moscou nie fermement, depuis le début, son implication dans le conflit du Donbass mais "rappelle sans



Des soldats russes appuient-ils les séparatistes pro-russes à l'est de l'Ukraine ? Les avis divergent à ce sujet.

© JM:o - Source : <https://bit.ly/2RrFUxd>.

cesse son "devoir" de protéger les russophones "menacés" de tous les pays"²⁴. À cette période, la Russie a notamment positionné son armée tout autour de la frontière ukrainienne.

Des intérêts...

La Crimée représente un enjeu géostratégique et économique majeur pour la Russie : accès maritime aux mers chaudes - et par conséquent au reste du monde -, défense d'une porte d'entrée vers son territoire, etc. Il s'agit aussi d'un enjeu symbolique pour Moscou qui a toujours considéré cette péninsule comme une partie de son territoire : elle constituait de longue date une région à reconquérir. Le pouvoir russe a donc profité de la confusion interne en Ukraine au début de l'année 2014 pour remettre la main sur la Crimée. La domination de la péninsule lui permet par ailleurs de garder une certaine emprise sur l'Ukraine.

L'agenda de reconquête envisagé par Poutine dépasse la Crimée, il rêve de restaurer la puissance et l'aura dont son pays bénéficiait autrefois et de rivaliser à nouveau avec les États-Unis et l'Occident de façon générale. Il n'est pas nécessairement question de reconquête territoriale mais de conserver une sphère d'influence stratégique intégrant les anciens États de l'URSS (que la Russie appelle son "étranger proche") et des relations avec eux. Dans cette stratégie, l'Ukraine constitue une pièce maîtresse lui permettant d'étendre son influence politique, militaire, économique, culturelle ou encore symbolique, et ce jusqu'aux portes de l'UE et de l'OTAN.



Graffiti illustrant Poutine tendant la main au peuple ukrainien sur un mur en Crimée. © Shamil Zhumatov/Reuters - Source : <https://bit.ly/2Bx1Di9>.

19. Human Right Watch, "Ukraine : un manquement aux engagements envers les droits humains", publié le 18/01/18 sur www.hrw.org/fr/news/2018/01/18/ukraine-un-manquement-aux-engagements-envers-les-droits-humains.
20. Freedom House, rapport *Freedom in the World 2018 : Democracy in Crisis*, sur freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/ukraine.
21. *ibid.*, p.245.
22. Le Monde, "Des mercenaires en Europe", dans *Le Monde*, publié le 11/05/14 sur www.lemonde.fr/europe/article/2014/05/11/des-mercenaires-en-ukraine_4414868_3214.html.
23. La Dépêche, "Ukraine: qui sont les hommes armés qui ont pris le contrôle de la Crimée ?", dans *La Dépêche*, publié le 01/03/14 sur <https://www.ladepêche.fr/article/2014/03/01/1830129-ukraine-sont-hommes-armes-ont-pris-contrôle-crimee.html>.
24. Coanec M., "Ukraine : de la crise politique au séparatisme", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2016, p.245.

... et des menaces

Il était donc dangereux pour la Russie de voir l'Ukraine filer dans le camp occidental. Poutine a cherché à éviter cela, d'abord en proposant un partenariat à Ianoukovytch qui a finalement conduit à la chute de ce dernier, puis en annexant finalement la Crimée. Et en lançant une guerre dans le Donbass ? Pas si sûr. Plusieurs menaces pèsent sur la Russie.

Premièrement, leur gaz doit transiter par ce pays pour arriver en Europe de l'Ouest et, par ailleurs, l'Ukraine reste l'un de ses premiers acheteurs de gaz. La Russie dépend également de l'Ukraine pour s'approvisionner sur le plan militaire notamment. Deuxièmement, l'Ukraine se trouve aux portes de la Russie, ce qui s'y passe affecte donc sa sécurité. Ensuite, le territoire ukrainien restait jusqu'il y a peu la seule voie terrestre pour atteindre la Crimée au départ de la Russie. Ça n'est toutefois plus le cas depuis mai 2018 puisqu'un pont de 19 km relie directement la Russie à la Crimée. Mais les Russes restent dépendants de Kiev pour l'approvisionnement en eau et en électricité de la Crimée. Enfin, une intervention officielle dans la guerre à l'est de l'Ukraine l'aurait exposée à de grosses sanctions de la communauté internationale. Les sanctions économiques instaurées par l'UE et les États-Unis au lendemain de l'annexion de la Crimée l'affectent déjà suffisamment.

La Russie avait plus à perdre qu'à gagner en entrant en guerre contre l'Ukraine. Par contre, l'opposition d'une partie de la population de l'Est au pouvoir de Kiev et l'isolement de cette région par les séparatistes pro-russes permettent à la Russie de conserver une influence, un contrôle et un levier de négociation en l'Ukraine. L'indépendance de deux Républiques autoproclamées (les Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk) et le rattachement de celles-ci à la Russie ne sont donc pas dans l'intérêt du Kremlin, raison pour laquelle Moscou ne reconnaît d'ailleurs pas ces deux républiques mais qu'elle milite pour une décentralisation importante des territoires de l'Est et un statut spécial pour la région du Donbass.

Les groupes armés séparatistes de l'Est

Depuis mai 2014, la République populaire de Donetsk et la République populaire de Louhansk, réunies sous l'appellation "États fédérés de Nouvelle Russie", ont proclamé leur indépendance. Elles disposent toutes deux d'une force armée qui reçoit l'appui de plusieurs dizaines de bataillons et milices composés de volontaires et de mercenaires ukrainiens pro-russes ainsi que de citoyens russes issus de mouvements nationalistes qui disent défendre les intérêts des russophones de la région. Nombre de groupes rebelles de l'Est auraient à leur tête des chefs proches du Kremlin.

Selon un diplomate européen, "différents cercles de pouvoir sont imbriqués, rivaux ou partenaires au gré des circonstances : des séparatistes ukrainiens ou russes (mais implantés localement), des mercenaires venus de l'espace postsoviétique et notamment du Caucase (en général des professionnels de l'action armée) et enfin des éléments issus du banditisme plus traditionnel, qui profitent du chaos pour faire main basse sur une partie des richesses locales".



Combattants séparatistes avec le drapeau de la République de Donetsk à l'est de l'Ukraine. © Aleksey Filippov - AFP - Source : <https://bit.ly/2WuP5kj>.

Tournés vers la Russie dont ils se sentent plus proches historiquement et culturellement, les groupes armés de l'Est ont des ambitions séparatistes. Ils veulent clairement une indépendance par rapport au pouvoir de Kiev qu'ils jugent trop proche des Occidentaux au détriment de sa propre population.

L'Union européenne

L'Union européenne adopte une position prudente sur le dossier ukrainien depuis le début du conflit. Elle soutient ouvertement l'Ukraine au nom de la démocratie et dénonce l'attitude de la Russie à qui elle a progressivement imposé, et ce depuis mars 2014, différentes sanctions "en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et à la déstabilisation délibérée de l'Ukraine"²⁵. Ces mesures sont d'ordre économique (sanctions ; restrictions en matière de coopération et relations économiques), diplomatique et individuel (gel des avoirs et interdiction de visa pour certaines personnalités).

Par ailleurs, l'UE apporte un soutien à l'Ukraine par les voies diplomatique et économique. Pour ne citer que trois exemples : elle a rapidement levé l'embargo instauré en février 2014 sur les livraisons d'armes à l'Ukraine, elle a apporté une aide financière de près de deux milliards d'euros en 2015 au gouvernement ukrainien pour "parvenir à la paix et se doter d'une économie moderne, stable et prospère" et elle a décidé, en 2017, de supprimer le visa dont les Ukrainiens devaient s'acquitter pour voyager dans l'espace Schengen.

Hormis ceci, il ne semble guère y avoir de réelle volonté politique de l'UE de condamner la Russie pour ses agissements. Une intervention militaire et l'envoi d'armes n'ont, par exemple, jamais rencontré les faveurs des 27 États de l'UE. La dépendance de l'UE au gaz russe n'y est sans doute pas étrangère. Par ailleurs, les sanctions imposées à la Russie ont elles-mêmes des répercussions sur l'économie européenne (en termes d'exportations par exemple).



Merkel et Hollande jouant les intermédiaires, au nom de l'UE, entre Poutine et Porochenko lors des pourparlers de Minsk en février 2015. Source : <https://bit.ly/2Ut9pkh>.



L'UE se cantonne donc davantage à un rôle de médiatrice entre l'Ukraine et la Russie. Certains observateurs voient dans cette position prudente le reflet d'une impuissance et d'un manque d'influence sur l'est du continent, mais aussi de sérieuses divergences entre les États membres qui peinent à s'accorder sur les mesures à prendre face à cette crise.

Les États-Unis

Depuis 2014, les États-Unis affichent clairement un soutien au gouvernement ukrainien actuel (fourniture d'armes létales aux forces armées ukrainiennes, entraînement de 900 soldats ukrainiens par des soldats américains, etc.). Au cours de la décennie ayant précédé le conflit, les Américains ont également agi pour appuyer les forces politiques pro-européennes en Ukraine. Il a été avéré que des ONG et des fondations américaines avaient financé des mouvements de jeunesse lors de la révolution orange en 2004²⁶. À l'instar de l'UE, les États-Unis ont également imposé des sanctions à la Russie depuis 2014. Cette attitude plus volontariste des Américains s'explique notamment par le fait que, géographiquement plus éloigné que l'UE, ils sont peu touchés par les conséquences de cette guerre et de ces sanctions.



Depuis le début du conflit, le président ukrainien, Petro Porochenko, peut compter sur le soutien des États-Unis.

© Photo : RIA Novosti/Nikolay Lazarenko - Source : <https://bit.ly/2Ur1lk7>.

Plus qu'un soutien réel à l'Ukraine, il faut davantage voir dans l'attitude des États-Unis un positionnement antirusse. Les rivalités datant de la Guerre froide ne sont pas enterrées, au contraire. Depuis que la Russie a retrouvé une place sur l'échiquier international, notamment grâce à sa croissance économique, elle constitue à nouveau une menace pour les Américains. Elle dispose de l'arme nucléaire et est devenue une alliée de certains ennemis actuels des États-Unis (la Syrie ou l'Iran par exemple). Le temps où la Russie était le pays vaincu de la Guerre froide auquel on pouvait imposer sa volonté est révolu. Les États-Unis veulent donc à tout prix empêcher la Russie de redevenir une puissance mondiale incontournable. Et dans ce petit jeu, l'Ukraine constitue une pièce stratégique : alliée de l'Occident, elle empêche une poussée russe vers l'Ouest de façon générale, ainsi qu'un accès aisé aux mers chaudes. Dans cette optique, les Américains ont aussi installé des armes lourdes dans plusieurs pays d'Europe de l'Est (autrefois sous influence de l'URSS).

Les Américains disent aussi s'inquiéter de la dépendance de l'UE aux ressources énergétiques russes, tant d'un point de vue économique que stratégique. En réalité, ils profiteraient plutôt de cette situation pour favoriser les exportations américaines de gaz notamment.

L'OTAN

L'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN mais elle collabore avec l'organisation depuis la fin de la Guerre froide. Début 2018, elle a été officiellement reconnue comme un pays candidat à l'adhésion à l'OTAN.

Dès le début du conflit, l'OTAN s'est positionnée sur le plan politique contre la Russie, dans la lignée de l'UE et des États-Unis, et elle apporte un soutien à l'Ukraine en termes de développement et de renforcement de ses capacités en matières de sécurité et de défense.

Depuis 2004, il n'y a plus que trois pays frontaliers de la Russie (côté ouest) qui ne sont pas membres de l'alliance : la Finlande, la Biélorussie et l'Ukraine donc. Vladimir Poutine qui a toujours considéré l'OTAN comme "le bras politique et militaire des États-Unis"²⁷ voit la sphère d'influence des Américains s'étendre jusque chez ses voisins directs. Son plus grand ennemi est presque parvenu à l'encercler. On comprend donc mieux pourquoi l'Ukraine est convoitée par ces grandes puissances et constitue une pièce majeure dans leur stratégie géopolitique.

SOUS-THÈME 5 : ÉVOLUTION, CONSÉQUENCES ET RÉSONANCE MÉDIATIQUE DU CONFLIT

Malgré les accords de Minsk signés en février 2015, le conflit ukrainien perdure tant sur le plan diplomatique que sur le terrain. Le conflit est loin d'être "gelé", on peut même dire, au vu des événements de 2018, qu'il s'enlise. Trois millions d'habitants sont pris en otage sur la ligne de front, au cœur d'une guerre de position dite de "basse intensité" : les troupes ukrainiennes et les séparatistes pro-russes sont retranchés dans leur camp mais ils échangent constamment des tirs à l'arme lourde. Les pertes humaines sont quasi quotidiennes. Les cessez-le-feu sont rompus aussitôt qu'ils ont été signés, par un camp comme par l'autre.

25. Union européenne, "Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie concernant la crise en Ukraine", publié sur europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu-sanctions-against-russia-over-ukraine-crisis_fr.

26. Goanec M., *op. cit.*, p.239.

27. Devecchio A., "Crise ukrainienne : quel rôle joue l'OTAN ?", dans *FigaroVox*, publié le 11/02/15 sur www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/02/11/31002-20150211ART-FIG00429-crise-ukrainienne-quel-role-joue-l-otan.php.

Évolution du conflit depuis 2015²⁸

Sur la ligne de front, rien n'a changé ou presque. Un habitant de la région témoignait en 2017 : "cela fait trois ans qu'ils se jettent des bombes pour grignoter cinquante mètres"²⁹. Les Ukrainiens ont choisi comme stratégie principale de maintenir de solides lignes de défense dans l'Est et de renforcer les frontières avec la Russie. Les séparatistes campent également leur position. À première vue, les perspectives de résolution du conflit à moyen terme sont faibles. Mais le risque d'embrassement sur la ligne de front ou de reprise intense du conflit est également limité : c'est une situation de "ni guerre ni paix" qui prévaut dans le Donbass³⁰.



Carte du conflit réalisée en juin 2018.

Source : <https://bit.ly/2FYUyLm>.

Sur le terrain diplomatique, par contre, les tensions entre l'Ukraine et la Russie n'ont pas perdu en intensité au cours de ces dernières années et les provocations se sont multipliées. Voici quelques faits marquants :

- ▶ 01/16 : La Russie réagit à l'entrée en vigueur de l'accord commercial entre l'Ukraine et l'UE en imposant des taxes à l'importation et un embargo sur différents produits ukrainiens.
- ▶ 01/17 : l'Ukraine dépose une plainte contre la Russie devant la Cour de Justice Internationale de l'ONU pour soutien au terrorisme dans l'est du pays.
- ▶ 02/17 : Moscou annonce qu'il reconnaîtra officiellement les passeports des entités séparatistes.
- ▶ 05/18 : Poutine inaugure un pont de 19 km qui relie directement le territoire russe à la Crimée. Les Russes adoptent parallèlement de nouvelles règles de passage vers la mer d'Azov.
- ▶ 11/18 : la Russie capture trois navires militaires ukrainiens en mer Noire et fait prisonniers une vingtaine de marins. Ils seraient entrés illégalement dans les eaux territoriales russes.

Du côté de la politique interne ukrainienne, on notera différents événements également. Des élections locales ont eu lieu en 2015 dans le pays, sauf en Crimée et dans les territoires occupés du Donbass. En 2016, le Premier Ministre en place depuis 2014 démissionne, déçu de l'absence de vrais changements au sein du pouvoir. Fin 2018, des élections législatives et présidentielles se tiennent dans les républiques autoproclamées à l'Est. Au printemps 2019, des élections présidentielles se tiendront dans le pays. Fortement critiqué par la population, Porochenko raidit sa politique et restreint certaines libertés au cours de son mandat.

Conséquences du conflit pour la population ukrainienne

Le conflit ukrainien a fait plus de 10 000 morts et 25 000 blessés. Les victimes sont des combattants des deux camps mais aussi des civils. Près d'1,8 million d'entre eux ont pris le chemin de l'exil depuis 2014³¹.

Pour ceux qui sont restés, les conditions de vie sont non seulement dangereuses mais aussi très difficiles. Les habitants tentent de survivre. Nombre de maisons, bâtiments, usines et infrastructures de base ont été détruits. Les coupures de courant sont fréquentes. Les commerces sont à moitié vides, l'économie tourne au ralenti. La vie quotidienne des enfants a aussi été bouleversée. Selon l'UNICEF, près de 750 écoles ont été endommagées ou détruites dans la région³². Quelque 200 000 enfants continuent de fréquenter l'école où ils sont entraînés à agir en cas de bombardement et reçoivent des leçons sur les dangers des engins explosifs. La région est truffée de mines susceptibles d'exploser à tout moment. Les atteintes aux droits humains seraient régulières.

Le conflit entraîne également des conséquences économiques importantes pour le pays, et pour la population. Depuis 2014, la pauvreté s'est accrue et une partie des Ukrainiens survit grâce à une économie informelle. Le PIB a chuté de 40% depuis 2013³³. Cela s'explique notamment par une diminution considérable des activités industrielles dans le Donbass, région



À Sartana, dans l'est de l'Ukraine, les écoliers apprennent à reconnaître les engins explosifs. © AFP/Aleksey Filippov -

Source : <https://bit.ly/2Tm0Ebj>.



© The New York Times – Source : <https://bit.ly/2CVcAu0>.

qui contribuait fortement au PIB. Les ports ukrainiens de Marioupol et Berdiansk, également importants dans l'économie du pays, souffrent des perturbations des flux maritimes et du blocus de Kiev sur le Donbass (qui a coupé les deux villes de leur arrière-pays) : le manque à gagner se compte en dizaines de millions de dollars chaque année. Sans oublier la corruption qui continue à gangréner le pays à tous les niveaux.

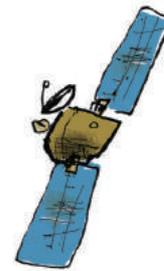


Le photographe français **Guillaume Herbaut** a réalisé plusieurs reportages sur la guerre dans le Donbass depuis 2014. Ses photos témoignent bien des affres de cette guerre dramatique : www.guillaume-herbaut.com.

Couverture médiatique

Ce qu'il se passe exactement dans le Donbass pour la population locale, on ne le sait pas, ou peu. Car cette guerre est aussi une guerre d'information. Depuis deux ans, les deux républiques autoproclamées ont interdit l'accès à leur territoire aux médias considérés comme "déloyaux", c'est-à-dire à la quasi-totalité des journalistes occidentaux³⁴. Le conflit n'est donc couvert que d'un côté de la frontière où là, par contre, les journalistes sont chaleureusement accueillis. L'Ukraine essaye en effet de contrecarrer l'importante propagande pro-russe mise en place par le Kremlin dès le début du conflit. Est-ce une des raisons pour lesquelles le gouvernement ukrainien a décidé d'interdire certains sites et réseaux sociaux russes dans le pays en 2017 ? Il l'explique comme des sanctions visant des compagnies "dont les activités menacent l'espace informationnel et la cybersécurité de l'Ukraine". Cette interdiction est en tout cas perçue par les Ukrainiens comme une sanction contre les citoyens eux-mêmes : plus de 17 millions d'entre eux utilisent quotidiennement ces sites et réseaux sociaux russes³⁵. Par ailleurs, cette coupure a encore réduit les échanges entre/avec la population vivant dans les zones en guerre et la quantité d'informations disponibles sur la situation locale.

Au niveau international, le conflit a été fort couvert par les médias occidentaux jusqu'en septembre 2014. Puis la guerre dans le Donbass est progressivement tombée dans l'oubli et les médias européens ne parlent du conflit ukrainien que lorsqu'il y a des regains de tensions avec la Russie (comme lors de l'incident en mer d'Azov en novembre 2018 par exemple). La lecture du conflit par la majorité des médias occidentaux est pro-ukrainienne : peu semblent douter de la responsabilité de la Russie dans ce qui se passe en Ukraine. Ce positionnement se situe dans la lignée d'une critique générale de la politique russe et de l'image négative dont dispose Vladimir Poutine dans l'opinion publique occidentale. La Russie, quant à elle, communique sa propre vision de l'actualité à travers le monde via de puissants médias appartenant à l'État tels que l'agence de presse Sputnik (qui dispose d'un site web disponible dans plus de 30 langues) ou la chaîne de télévision RT (pour Russia Today), diffusée dans cinq langues en Europe, Asie et Amérique.



28. Pour les événements qui ont précédé, voir l'étape 2 de la démarche d'analyse proposée dans ce dossier.
29. Le Monde, "En Ukraine...", portfolio, *op. cit.*
30. Boulègue M., "Le Donbass ukrainien : un conflit d'usage", dans *Diplomatie. Les Grands dossiers*, n°48, décembre 2018-janvier 2019, pp.34-35.
31. Le Monde, "En Ukraine, "cela fait trois ans qu'ils se jettent des bombes pour grignoter cinquante mètres"", portfolio, publié le 03/03/17 sur www.lemonde.fr/europe/portfolio/2017/03/03/en-ukraine-cela-fait-trois-ans-qu-ils-se-jettent-des-bombes-pour-grignoter-cinquante-metres_5088834_3214.html.
32. AFP, "Dans l'est de l'Ukraine, les écoliers vivent au rythme de la guerre", dans *La Croix*, publié le 16/10/18 sur www.la-croix.com/Monde/Ukraine-ecoliers-vivent-rythme-guerre-2018-10-16-1300976402.
33. Delanoë I., "La Russie s'affirme en mer Noire", dans *Le Monde Diplomatique*, janvier 2019.
34. Tatu N., "Comment couvrir le conflit ukrainien", dans *L'Obs*, publié le 24/04/17 sur www.nouvelobs.com/monde/ukraine-la-revolte/20170423_OBS8367/comment-couvrir-le-conflit-ukrainien.html.
35. Viktine B., "L'Ukraine bloque l'accès à des sites et des réseaux sociaux russes", dans *Le Monde*, publié le 16/05/17 sur www.lemonde.fr/europe/article/2017/05/16/des-sites-internet-russes-bloques-en-ukraine_5128293_3214.html.

ÉTAPE N°4 : ANALYSER ET SCHÉMATISER LE CONFLIT

OBJECTIFS : identifier les enjeux majeurs d'un conflit ; réaliser une synthèse visuelle (tableau, schéma, carte mentale) permettant une compréhension globale du conflit.

Voici arrivée l'étape centrale de la démarche pédagogique. Il s'agit maintenant de réaliser collectivement, sur la base des informations récoltées lors des trois premières étapes, une analyse complète du conflit. Dans un premier temps, on va poser la question des enjeux et du "pourquoi" de ce conflit, ce qui permettra ensuite de parvenir à une compréhension globale du conflit.

a) Présentation du travail en sous-groupes

Chaque sous-groupe présente, en dix minutes maximum, les résultats de ses recherches à l'aide d'un panneau qui doit, nous le rappelons, intégrer des cartes. Les élèves et l'enseignant sont invités à compléter les présentations des sous-groupes avec d'autres informations ou rectifier si nécessaire.

b) Identification du/des enjeu(x) majeur(s) du conflit

Il s'agit maintenant de se poser la question centrale du "**pourquoi?**". Pour quelles **raisons** ce territoire donne-t-il lieu à des affrontements ? Qu'est-ce qui est **en jeu**, au cœur de la confrontation ? Quels sont les **intérêts** des uns et des autres ? Qu'est-ce que chaque acteur a **à gagner** et **à perdre** dans ce conflit ?

Les enjeux varient souvent en fonction des acteurs. Ils peuvent être d'ordre :

- ▶ économique (ressources, infrastructures, activité économique des populations, équipements, etc.)
- ▶ politique (souveraineté, prise du pouvoir, contrôle d'un espace, maintien d'une zone d'influence, etc.)
- ▶ identitaire (reconnaissance en tant que minorité, attachement historique/symbolique, etc.)

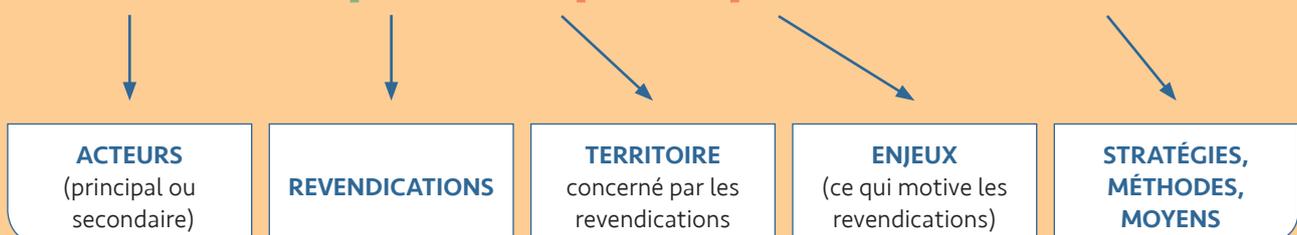
Les enjeux d'un acteur sont parfois liés aux menaces qui pèsent sur lui et qu'il va avancer pour justifier sa réaction, son implication dans un conflit. Rappelons-nous toutefois qu'il existe souvent une différence entre les menaces perçues et les menaces réelles (cf. partie 1 de ce dossier). Par ailleurs, l'existence de certaines "menaces" pesant sur un acteur sont parfois avancées par celui-ci pour cacher d'autres enjeux qu'il ne serait pas bon de reconnaître publiquement, notamment lorsqu'il s'agit de (continuer à) disposer de certains avantages.

Nous proposons de réaliser cette phase d'identification des enjeux de façon collective au tableau directement après les présentations des élèves (idéalement dans la même séance).

c) Réalisation d'un tableau de synthèse

Les élèves disposent *a priori* maintenant de tous les éléments pour réaliser un tableau synthétique du conflit. Le cadre du tableau que nous proposons s'organise autour de la question suivante³⁶ :

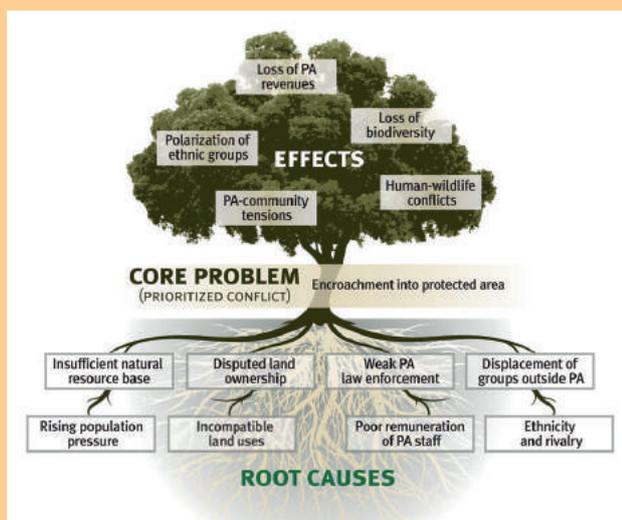
Qui veut quoi où, pourquoi et comment ?



Nous suggérons, dans un premier temps, de distribuer le tableau vierge aux élèves et de leur demander de le compléter par deux pendant une quinzaine de minutes et, ensuite, de faire une mise en commun pour aboutir à un tableau complet. À la fin, l'enseignant peut questionner les élèves sur le type de conflit auquel ils ont affaire (cf. typologie des conflits dans la partie 2 de ce dossier) : est-ce un conflit interétatique, intraétatique, avec ou sans implication internationale, etc. ?

d) Production individuelle d'un schéma

Pour clore cette étape, nous suggérons de demander aux élèves de réaliser à domicile un schéma du conflit reprenant les éléments qui leur semblent essentiels. Nous proposons de laisser une liberté totale aux élèves dans la réalisation de cet exercice. Les portes d'entrée étant nombreuses, nous trouvons effectivement intéressant de voir quels éléments chaque élève va présenter dans son schéma et de quelle manière : vont-ils construire leur schéma autour des acteurs ou des enjeux ? Quelle articulation entre les acteurs vont-ils proposer ? etc.



L'arbre à conflit est un outil de schématisation et de classement. Il propose de distinguer les causes structurelles, les problèmes manifestes et les effets/conséquences. Source : <https://bit.ly/2FAf6tc>.

À partir du moment où un travail rigoureux de recherche et d'analyse a été réalisé, il existe autant de schémas valables qu'il y a de lectures d'un conflit. Rappelons-nous que toute analyse de conflit détient une part d'arbitraire et que nul ne peut prétendre à l'objectivité. Il en va de même pour nous : nous avons donc fait le choix de ne pas présenter de schéma final. Nous voulons vous laisser une liberté d'interprétation finale du conflit.



À TÉLÉCHARGER
sur le site web de
Justice et Paix

Il existe des outils d'analyse de conflit qui permettent d'aboutir à un schéma synthétique du conflit. Ils sont souvent utilisés pour résoudre des conflits interpersonnels mais sont tout à fait utilisables dans le cadre d'une analyse d'un conflit international. Vous trouverez une brève présentation de ceux que nous trouvons les plus pertinents dans la rubrique "outils pédagogiques" du site Internet de Justice et Paix. Il s'agit de l'arbre à conflit, du plan du conflit, du mapping besoins-peurs et de la grille OCASE.

36. Nous avons repris cette question d'un enseignant de l'Institut Saint-Stanislas à Bruxelles qu'il suggère dans un Power Point intitulé "Analyse d'un conflit géopolitique. Le conflit en Syrie", téléchargeable via les moteurs de recherche.



ÉTAPE N°4 : APPLICATION AU CONFLIT UKRAINIEN

	QUI ?	QUOI ?	OÙ ?	POURQUOI ?	COMMENT ?
UKRAINE PRO-OCCIDENTALE	Le gouvernement de Porochenko (rôle principal)	<ul style="list-style-type: none"> la fin de l'ingérence russe sur son territoire la paix sur son territoire un rapprochement avec l'Occident 	<ul style="list-style-type: none"> concerne l'ensemble du territoire ukrainien, Crimée incluse. guerre menée à l'est du pays (région du Donbass) 	<ul style="list-style-type: none"> disposer de la souveraineté sur son territoire maintenir l'unité du pays s'affranchir d'une tutelle historique de la Russie sortir de la crise économique 	<ul style="list-style-type: none"> guerre dans le Donbass pour reprendre le contrôle du territoire sanctions contre la Russie durcissement du pouvoir à Kiev accords d'association avec l'UE candidature pour intégrer l'OTAN
	La population pro-occidentale (rôle secondaire)	<ul style="list-style-type: none"> un rapprochement avec l'UE et le monde occidental 	<ul style="list-style-type: none"> vit principalement à l'ouest et au centre du pays 	<ul style="list-style-type: none"> jouir d'une meilleure qualité de vie (pouvoir d'achat, infrastructures, etc.) vivre en démocratie enrayer la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> structuration en mouvements de contestation organisation de manifestations vote aux élections
	L'UE (rôle secondaire)	<ul style="list-style-type: none"> la souveraineté, la démocratie et la sécurité en Ukraine (réintégration de la Crimée) une alliance avec l'Ukraine 	<ul style="list-style-type: none"> concerne l'ensemble du territoire ukrainien, Crimée incluse. 	<ul style="list-style-type: none"> assurer son approvisionnement en gaz augmenter sa zone d'influence politique et économique assurer la sécurité de son territoire 	<ul style="list-style-type: none"> accords d'association avec l'Ukraine médiation entre l'Ukraine et la Russie sanctions contre la Russie actions de soutien en faveur de l'Ukraine
	Les USA (rôle secondaire)	<ul style="list-style-type: none"> la souveraineté, la démocratie et la sécurité en Ukraine (réintégration de la Crimée) une alliance avec l'Ukraine 	<ul style="list-style-type: none"> concerne l'ensemble du territoire ukrainien, Crimée incluse. 	<ul style="list-style-type: none"> augmenter sa zone d'influence politique et économique garder le leadership au niveau mondial et empêcher la Russie de redevenir une grande puissance assurer la sécurité de son territoire (menace nucléaire) 	<ul style="list-style-type: none"> soutiens divers à l'Ukraine (armes, formations militaires) sanctions contre la Russie actions de soutien en faveur de l'Ukraine
UKRAINE PRO-RUSSE	La population pro-russe (rôle secondaire)	<ul style="list-style-type: none"> l'indépendance de leur territoire un rattachement à la Russie 	<ul style="list-style-type: none"> la Crimée et l'est de l'Ukraine 	<ul style="list-style-type: none"> une reconnaissance de leurs racines et de leur identité russes (linguistique, culturelle) 	<ul style="list-style-type: none"> guerre dans le Donbass pour contrôler le territoire référendums en Crimée et à l'Est
	Les séparatistes de l'Est (rôle principal)				
	La Russie (rôle principal)	<ul style="list-style-type: none"> la réintégration de la Crimée à son territoire la défense des russophones d'Ukraine une alliance avec l'Ukraine. 	<ul style="list-style-type: none"> la Crimée les mers Noire et d'Azov la région Est de l'Ukraine 	<ul style="list-style-type: none"> maintenir son influence sur l'Ukraine et augmenter sa zone d'influence politique, économique, culturelle redevenir une grande puissance mondiale rivaliser avec les USA disposer d'un accès aisé à la mer Noire (pour raisons commerciales et défensives) attachement historique et symbolique à l'Ukraine continuer à exporter son gaz en le faisant transiter via l'Ukraine assurer la sécurité de son territoire (menace nucléaire) 	<ul style="list-style-type: none"> annexion de la Crimée contrôle de la mer d'Azov et d'une partie de la mer Noire sanctions contre l'Ukraine, l'UE et les USA pressions sur l'Ukraine soutien aux séparatistes de l'Est

Partagez avec nous votre schéma du conflit ainsi que ceux de vos élèves en nous les envoyant par e-mail à info@justicepaix.be



ÉTAPE N°5 : DISCUSSION AUTOUR DU CONFLIT

OBJECTIFS : dépasser l'analyse géopolitique pour aller vers une lecture citoyenne et critique du conflit ; amener les élèves à réfléchir et débattre d'enjeux sociétaux liés aux conflits.

Comme expliqué p.34, la dimension sociétale et citoyenne est rarement prise en charge lors de l'étude d'un conflit international en classe. Pourtant, par leurs conséquences dramatiques, les conflits doivent nous toucher. Ni les jeunes ni nous ne pouvons y rester indifférents. Ils suscitent d'ailleurs souvent des conversations animées lors de repas de famille... Pourquoi donc ne pas en mener une en classe pour préparer les élèves à cela ? On peut discuter de sa lecture du rôle de chaque acteur et des causes d'un conflit, des liens entre ce conflit et la Belgique (et par conséquent de notre responsabilité) ou encore de l'éthique de certaines positions/interventions.

Pour éviter des dérapages, il est important d'établir les règles de fonctionnement du débat. L'enseignant peut aussi essayer d'anticiper les questions sensibles afin d'avoir une réaction ou une réponse appropriée sur le moment. S'il doit se montrer non partisan, cela ne l'empêche pas de souligner la conformité ou l'opposition du discours d'un élève ou d'une représentation géopolitique avec les principes de la démocratie ou les droits humains.

Dans ce genre de débat citoyen, les questions sont parfois aussi importantes que les réponses. L'objectif est d'encourager

les élèves à réfléchir à des sujets d'actualité sous un autre angle et susciter la construction d'une pensée libre et juste. Au-delà de l'intérêt citoyen, les débats permettent aussi, de façon générale, de mobiliser de nombreuses compétences : travailler la prise de parole, apprendre à argumenter, apporter la contradiction et la multiplicité des points de vue, respecter l'opinion de l'autre, apprendre le décentrement, etc.

Pour qu'un débat soit riche et constructif, il faut le préparer. Qui modère le débat ? Comment distribuer la parole ? Quelle est la meilleure disposition de la salle ? Quelle technique d'animation utiliser ? Nous n'avons pas l'occasion dans ce dossier de nous attarder sur les aspects méthodologiques mais il est possible, en deux clics sur Internet, de trouver de nombreuses propositions originales de débat. L'Université de Montréal en aborde quelques-unes sur son site : www.cefes.umontreal.ca/pafeu/parcours_formation/enseigner/animer_debat.html.

Dernier point d'attention : nous ne proposons donc pas ici un jeu de rôle dans lequel il est demandé aux élèves de défendre la position d'un des acteurs du conflit, mais bien de partager leur propre point de vue suite à l'analyse complète du conflit. Un exercice lors duquel les élèves incarneraient les protagonistes du conflit est toutefois intéressant en guise de synthèse de l'étape précédente par exemple.

ÉTAPE N°5 : APPLICATION AU CONFLIT UKRAINIEN

Voici quelques idées de questions pour alimenter une discussion en classe au départ du conflit en Ukraine. Certaines concernent le conflit en lui-même, d'autres sont plus générales.

- ▶ Que pensez-vous de l'attitude des différents protagonistes dans ces événements ?
- ▶ N'était-il pas normal que la Russie rattache la Crimée à son territoire si un référendum auprès de la population le demandait ?
- ▶ La communauté internationale aurait-elle dû/devrait-elle intervenir dans le conflit ?
- ▶ Les positions de l'UE et des États-Unis dans le conflit sont-elles uniquement intéressées ?
- ▶ Comment, selon vous, les événements en Ukraine vont-ils se conclure ?
- ▶ Comprenez-vous le choix des populations à l'est du pays et en Crimée ?
- ▶ Le conflit en Ukraine nous concerne-t-il ? A-t-il un impact sur notre vie ou celle de nos concitoyens en Belgique ?
- ▶ Existe-t-il, en général, de bonnes raisons de faire la guerre ? Si oui, lesquelles ?
- ▶ Peut-on tout faire au nom de... (la liberté du peuple, la démocratie, la lutte pour les droits humains) ?
- ▶ Seriez-vous prêt à vous battre pour votre pays ? Dans quel cas ?
- ▶ Quelles pourraient être les autres solutions si vous viviez dans une dictature ou dans un pays où les autorités se mettent de l'argent dans les poches, alors que la pauvreté règne au sein de la population ?

ÉTAPE N°6 : IDENTIFIER LES PISTES D'ACTION

OBJECTIFS : surmonter le sentiment d'impuissance face aux conflits internationaux ; éveiller la conscience citoyenne et solidaire des élèves ; les encourager à devenir des acteurs de changement.

L'analyse d'un conflit international peut chambouler les jeunes (et les moins jeunes aussi d'ailleurs), surtout lorsqu'on s'attarde sur les conséquences humaines de celui-ci et qu'on regarde images et témoignages. Et souvent, à l'issue de l'analyse, on est gagné par un sentiment d'impuissance. Il est donc important de terminer sur une note positive et de montrer aux élèves qu'il est toujours possible d'agir ici, à son échelle.

Avant d'identifier nos moyens d'action, il faut, si ça n'a pas été fait lors de la cinquième étape, **établir les liens possibles entre le conflit étudié et la Belgique** pour montrer qu'un conflit éloigné peut avoir des conséquences chez nous ou faire prendre conscience aux élèves de notre potentielle "responsabilité". Attention, évidemment, à ne pas tomber dans la culpabilisation qui court-circuiterait l'objectif constructif de cette dernière étape.

Ensuite, on vous propose de réfléchir avec les élèves à des pistes d'action. Pour identifier le plus d'actions possibles, ce tableau développé par l'ONG *Quinoa* nous semble intéressant car il permet d'envisager des actions à différents niveaux et dans différentes sphères de l'espace public.

	Société civile	Sphère politique	Sphère économique
Individuel			
Collectif			

- ▶ La **sphère de la société civile** comprend les espaces où entreprennent les asbl, ONG, organisations de jeunesse, collectifs citoyens, mouvements sociaux, collectifs et associations de fait, etc.
- ▶ La **sphère politique** rassemble les mouvements politiques, les syndicats, les organes de consultation-participation (permanents ou temporaires) dans le cadre de prise de décisions politiques et, de façon générale, tout ce qui est prévu par l'État de droit.
- ▶ La **sphère économique** compte les espaces de production, de distribution et d'échange de biens et services au sein desquels agissent les consommateurs et les divers acteurs économiques.

Dans chacune de ces sphères, il est possible d'agir à **deux niveaux : individuel et collectif**.

ÉTAPE N°6 : APPLICATION AU CONFLIT UKRAINIEN

En comparaison à d'autres conflits, le cas du conflit ukrainien n'est pas celui pour lequel il existe le plus de liens et impacts en Belgique.

Les conséquences du conflit ukrainien sur la Belgique sont principalement d'ordre économique. En réaction aux sanctions que l'Union européenne impose à la Russie depuis 2014, les Russes ont instauré un embargo sur un certain nombre de produits en provenance de l'UE. L'impact a été immédiat pour les exportations belges, la Russie constituant un marché important pour certains secteurs, notamment celui de l'agroalimentaire. Les produits les plus touchés ont été les poires et pommes, la viande de porc, le lait et les tomates. En plus de perdre un client important, l'embargo a eu des répercussions sur les prix de certains produits qui ont chuté à cause d'un déséquilibre soudain entre l'offre et la demande. Par rapport à la période précédant l'embargo, les prix des poires ont chuté de 23,2%, ceux des pommes de 27,7%, de la viande de porc de 19,3%, du lait de 36,3% et les prix des tomates de 23,5%³⁷.

Par ailleurs, même si ce n'est pas le cas aujourd'hui, notre dépendance au gaz russe pourrait avoir des conséquences majeures si la Russie venait, à des fins géopolitiques, à fermer les robinets ou augmenter considérablement le prix du gaz qu'elle exporte chez nous, qui défie aujourd'hui toute concurrence. Les exportations de gaz russe vers l'Europe ont atteint des niveaux record ces trois dernières années et l'UE n'a aujourd'hui d'autre solution que la Russie pour subvenir à ses besoins³⁸. Notre quotidien est donc bien lié à la Russie, et par extension au conflit ukrainien.

Les moyens d'agir face aux conflits à notre niveau sont multiples. Nous avons identifié une série d'actions générales que nous avons intégrées dans le tableau présenté ci-contre. Cette liste n'est évidemment pas exhaustive et doit être adaptée à la spécificité de chaque conflit.



	Société civile	Sphère politique	Sphère économique
Individuel	Sensibiliser son entourage, relayer une campagne de solidarité, signer une pétition, manifester, apporter un soutien aux migrants, etc.	Voter, interpellier des élus, participer à un référendum, etc.	Consommer "responsable" (produits locaux et/ou payés à un prix juste), boycotter, placer son argent dans une banque éthique, etc.
Collectif	Actions des ONG et autres associations, collectifs citoyens, organisations de la diaspora, etc.	Actions des mouvements politiques, syndicats et coalitions, organes consultatifs, etc.	Commerce équitable, coopératives de production, circuits courts, épargne solidaire, etc.



En 2014, les rassemblements de soutien aux Ukrainiens pro-européens se sont multipliés dans différents pays d'Europe.

Source : Groupe Facebook Euromaidan Paris

37. RTBF, "L'embargo russe handicape toujours les agriculteurs belges", dans *rtbf.be*, publié le 03/08/16 sur www.rtb.be/info/economie/detail_l-embargo-russe-handicape-toujours-les-agriculteurs-belges?id=9368309.
38. La Libre Belgique, "Les approvisionnements de gaz russe, incontournables pour l'Europe", dans *La Libre Belgique*, publié le 17/07/18 sur www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/les-approvisionnement-de-gaz-russe-incontournables-pour-l-europe-5b4d8cb55532692548207846.

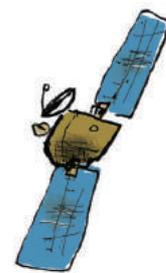
BIBLIOGRAPHIE

- ▮ Albert Q., "Alfred Thayer Mahan – Biographie", dans *Les yeux du monde*, publié le 17/01/14 sur les-yeux-du-monde.fr/ressources/17197-alfred-thayer-mahan-biographie.
- ▮ Amnesty International, "Yémen : le commerce des armes tue et blesse des civils", publié le 23/03/18 sur www.amnesty.be/infos/actualites/article/yemen-le-commerce-des-armes-tue-et-blesse-des-civils.
- ▮ Annoncer la couleur, "La guerre, ça nous regarde", septembre 2007, disponible sur www.annoncerlacouleur.be/sites/files_alc/projects/Capitalisation_%20Laguerre%20ca%20me%20regarde_VF.pdf.
- ▮ Arte, "L'Ukraine en chiffres", mis à jour le 08/12/16 sur info.arte.tv/fr/lukraine-en-chiffres.
- ▮ Aubin L., "Quel sport power pour la Russie ?", dans *Hérodote* 2017 3/4 (n°166-167), pp.189-202.
- ▮ Ausloos M., "Les Russes approuvent la politique étrangère de Poutine mais s'inquiètent de la corruption", dans *Le Monde*, publié le 22/08/18 sur www.lemonde.fr/europe/article/2018/08/22/les-russes-approuvent-la-politique-etrangere-de-poutine-mais-s-inquietent-de-la-corruption_5345040_3214.html.
- ▮ Bak C. et Denis-Loupot A., "La Russie et les Occidentaux depuis 1991", dans *Classe Internationale*, publié le 09/11/17 sur <https://classe-internationale.com/2017/11/09/la-russie-et-les-occidentaux-depuis-1991>.
- ▮ Badie B. et Devin G., *Le multilatéralisme. Nouvelles formes de l'action internationale*, Paris, La Découverte, 2007.
- ▮ Badie B. et Vidal D. (dir.), *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2016.
- ▮ Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde – Ukraine*, sur databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=2&country=UKR.
- ▮ Barbier A., "À Johannesburg, les BRICS se cherchent un nouveau souffle", dans *Le Monde*, publié le 27/07/18 sur www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/27/a-johannesburg-les-brics-se-cherchent-un-nouveau-souffle_5336847_3212.html.
- ▮ BePax, *Déconstruire les théories du complot*. Fiches pédagogiques, 2016.
- ▮ Berruyer O., "Comprendre l'Ukraine – La religion", dans *Les Crises*, publié le 30/04/14 sur www.les-crisis.fr/ukraine-la-religion.
- ▮ Boniface P., *Atlas des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 2008.
- ▮ Boniface P., *La Géopolitique*. 48 fiches pour comprendre l'actualité, Paris, Eyrolles, 2018.
- ▮ Courrier International, "Raccourcis polaires", dans *Atlas des nouvelles routes*, Hors-série sept/oct. 2018, pp.12-15.
- ▮ Courtois L., "Bien comprendre les crises russo-ukrainiennes : le détonateur Sébastopol", dans *Agoravox*, publié le 16/01/17 sur www.agoravox.fr/actualites/international/article/bien-comprendre-les-crises-russo-188593.
- ▮ CPE-HN, Dossier "Le virus STUXNET", documentation des formations, disponible sur www.cpehn.be/formations/doc/fichiers/Stuxnet.pdf.
- ▮ Davis I., "Armed conflict and peace processes - Overview", dans *SIPRI Yearbook 2017. Armaments, Disarmament and International Security*, disponible sur www.sipri.org/yearbook/2017/02.
- ▮ *Defensoria del pueblo, Reporte de conflictos sociales*, n°90, 2011, p.3.
- ▮ Deneault A., "La guerre privatisée ? Multinationales et mercenariat", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2016.
- ▮ Devecchio A., "Crise ukrainienne : quel rôle joue l'OTAN ?", dans *FigaroVox*, publié le 11/02/15 sur www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/02/11/31002-20150211ARTFIG00429-crise-ukrainienne-quel-role-joue-l-otan.php.
- ▮ Douzet F., "Cyberguerres et cyberconflits", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2016.
- ▮ de Gliniasty J., *Géopolitique de la Russie. 40 fiches illustrées pour comprendre le monde*, Paris, Eyrolles, 2018.
- ▮ De Grauwe P., "Pourquoi la Russie est un nain économique et un géant politique", dans *Le Soir*, publié le 25/04/18 sur <https://plus.lesoir.be/153192/article/2018-04-25/pourquoi-la-russie-est-un-nain-economique-et-un-geant-politique>.
- ▮ de Wilde T., syllabus du cours LPOLS1319 "Introduction à la géopolitique", UCL – CECRI, 2011, p.11.
- ▮ Elkrief F. et Stylist, "Comment la carte s'est imposée comme un outil pour dominer le monde", dans *Slate*, publié le 09/04/17 sur www.slate.fr/story/132395/jeux-de-cartes-stylist.
- ▮ Fache W., "Les petits secrets de la guerre belge en Irak", dans *Médor*, n°10, printemps 2018.



- ▶ Faust P., "L'impérialisme par la cartographie... (avec les cartes !)", dans *Médiapart*, blog "Effet papillon", publié le 19/07/12 sur blogs.mediapart.fr/pablita-faust/blog/190712/limperialisme-par-la-cartographie-avec-les-cartes.
- ▶ France 3, reportage vidéo "L'Espace : un enjeu pour les armées du monde", publié le 30/06/17 sur www.francetvinfo.fr/sciences/espace/l-espace-un-enjeu-pour-les-armees-du-monde_2262619.html.
- ▶ Freedom House, rapport *Freedom in the World 2018: Democracy in Crisis*, sur freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/ukraine.
- ▶ Gayer L., "Ni guerre ni paix : guerres sans fin(s) ou désordres ordonnés ?", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2016.
- ▶ Geolinks, "Nicholas Spykman", publié le 14/11/13 sur www.geolinks.fr/biographie/nicholas-spykman.
- ▶ Goanec M., "Ukraine : de la crise politique au séparatisme", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2016.
- ▶ Goffi E., "Quelle place pour les robots dans les conflits futurs ?", dans *Les grands dossiers de Diplomatie*, n°48, décembre 2018-janvier 2019.
- ▶ Grimaldi C., "Analyse géopolitique : une méthode", publié le 01/07/15, disponible sur clio-texte.clionautes.org/analyse-geopolitique-une-methode.html.
- ▶ Hayek C., "Quatre 'complots' ultrapopulaires dans le monde arabe", dans *L'Orient. Le jour*, publié le 15/01/18 sur www.orientlejour.com/article/1094308/quatre-complots-ultrapopulaires-dans-le-monde-arabe.html?versionId=1091490.
- ▶ Hippler T., "Les drones : le triomphe d'une nouvelle arme ?", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2016.
- ▶ Human Right Watch, "Ukraine : un manquement aux engagements envers les droits humains", publié le 18/01/18 sur www.hrw.org/fr/news/2018/01/18/ukraine-un-manquement-aux-engagements-envers-les-droits-humains.
- ▶ Institute for Economics & Peace, *Global Peace Index 2018: Measuring Peace in a Complex World*, Sydney, juin 2018, disponible sur visionofhumanity.org/app/uploads/2018/06/Global-Peace-Index-2018-2.pdf.
- ▶ Kastoueva-Jean T., "Vladimir Poutine, l'arbre qui cache les faiblesses de la Russie", dans IFRI, publié le 11/01/18, disponible sur : www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/vladimir-poutine-larbre-cache-faiblesses-de-russie.
- ▶ Kebbi J., "La théorie du complet, une arme aux mains des régimes autoritaires arabes", dans *L'Orient. Le jour*, publié le 15/01/18 sur www.orientlejour.com/article/1094307/une-arme-aux-mains-des-regimes-autoritaires-arabes.html.
- ▶ La Charte des Nations Unies : www.un.org/fr/charter-united-nations.
- ▶ La Croix avec AFP, "Dans l'est de l'Ukraine, les écoliers vivent au rythme de la guerre", dans *La Croix*, publié le 16/10/18 sur www.la-croix.com/Monde/Ukraine-ecoliers-vivent-rythme-guerre-2018-10-16-1300976402.
- ▶ La Libre Belgique, "Les approvisionnements de gaz russe, incontournables pour l'Europe", dans *La Libre Belgique*, publié le 17/07/18 sur www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/les-approvisionnement-de-gaz-russe-incontournables-pour-l-europe-5b4d8cb55532692548207846.
- ▶ Leclerc J., "Ukraine – données démolinguistiques", mis à jour le 15/01/15 sur www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/ukraine-ldemo.htm.
- ▶ Lefèvre F.-X., "L'Arabie saoudite, premier client des armes wallonnes", dans *L'Écho*, publié le 20/06/18 sur www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/l-arabie-saoudite-premier-client-des-armes-wallonnes/10024035.html.
- ▶ Leiningner-Frézal C., "Enseigner les conflits en géographie : quelle place au politique ?" dans *Revue internationale de didactique de l'histoire et des sciences sociales*, 2016/ n°1, pp.53-66, disponible sur www.pacineditore.it/irahsse-airdhs/assets/pdf/2016/caroline-leiningner-frezal-enseigner-les-conflits-en-geographie.pdf.
- ▶ Le Monde, "De la crise à la guerre : un an de conflit en Ukraine en 5 minutes", vidéo, disponible sur www.lemonde.fr/europe/video/2015/03/11/de-la-crise-a-la-guerre-un-an-de-conflit-en-ukraine-en-5-minutes_4591456_3214.html.
- ▶ Le Monde, "Des mercenaires en Europe", dans *Le Monde*, publié le 11/05/14 sur www.lemonde.fr/europe/article/2014/05/11/des-mercenaires-en-ukraine_4414868_3214.html.

- ▮ Le Monde, "La guerre civile au Soudan du Sud aurait fait 380 000 morts selon une étude", dans *Le Monde*, publié le 28/09/18 sur www.lemonde.fr/afrique/article/2018/09/28/la-guerre-civile-au-soudan-du-sud-aurait-tue-380-000-morts-selon-une-etude_5361381_3212.html.
- ▮ Le Monde, "En Ukraine, "cela fait trois ans qu'ils se jettent des bombes pour grignoter cinquante mètres""", portfolio, dans *Le Monde*, publié le 03/03/17 sur www.lemonde.fr/europe/portfolio/2017/03/03/en-ukraine-cela-fait-trois-ans-qu-ils-se-jettent-des-bombes-pour-grignoter-cinquante-metres_5088834_3214.html.
- ▮ "Le monde à l'envers - ou pourquoi le nord est en haut d'une carte", dans blog 21maps, publié le 18/12/17 sur 21maps.com/monde-a-lenvers.
- ▮ Les Échos, "La Russie veut retrouver son rang à l'international", dans *LesÉchos.fr*, publié le 12/03/18 sur www.lesechos.fr/12/03/2018/lesechos.fr/0301392262151_la-russie-veut-retrouver-son-rang-a-l-international.htm.
- ▮ *Le Monde Politique*, État du monde 2018. *Géopolitique du monde contemporain*, 2017, p.18.
- ▮ Lo B., "Vladimir Poutine et la politique étrangère russe : entre aventurisme et réalisme ?", *Russie.Nei.Visions*, n°108, Ifri, juin 2018, disponible sur www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/bobo_lo_poutine_politique_etrangere_russe_2018.pdf.
- ▮ Magnan P., "Armée : et vint le temps des robots terrestres", dans *Franceinfo*, publié le 12/03/13 sur geopolis.francetvinfo.fr/armee-et-vint-le-temps-des-robots-terrestres-12769.
- ▮ Maréchal G., "Hollywood et le soft power américain", dans *Les Clionautes*, publié le 17/03/18 sur www.clionautes.org/hollywood-et-le-soft-power-americain.html.
- ▮ Mason S. et Rycharde S., "Conflict analysis tools", *Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC-COPRET)*, décembre 2005, disponible sur www.css.ethz.ch/publications/pdfs/Conflict-Analysis-Tools.pdf.
- ▮ Mendras-Rosdahl M., "Vingt ans après. La Russie et la quête de puissance", *Commentaire*, n°136, hiver 2011-2012, pp.891-900, disponible sur : <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01024506/document>.
- ▮ MOMAGRI, "Terres agricoles en Ukraine : silence, on vend !", publié le 16/03/15 sur www.momagri.org/FR/regards-sur-l-actualite/Terres-agricoles-en-Ukraine-silence-on-vend-_1561.html.
- ▮ Nations unies – Maintien de la paix, "Conflits et ressources naturelles", publié sur www.un.org/fr/peacekeeping/issues/environment/resources.shtml.
- ▮ ONU Info, "Yémen : la plupart des morts dues aux attaques menées par l'Arabie Saoudite", publié le 22/03/18 sur news.un.org/fr/story/2018/03/1009341.
- ▮ OTAN, "Relations avec l'Ukraine", mis à jour le 02/07/18, publié sur www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_37750.htm.
- ▮ Pennec T., "Étudier les frontières pour comprendre le monde : analyse cartographique", fiche pédagogique, 2015-2016 disponible sur www.histoire-immigration.fr/sites/default/files/musee-numerique/documents/sequence_geo_terminale_-_carto_version_definitive.pdf.
- ▮ Pflimlin E., "La Russie économique et sociale en quelques chiffres", dans *Le Monde*, publié le 17/03/18 sur www.lemonde.fr/international/article/2018/03/17/la-russie-economique-et-sociale-en-quelques-chiffres_5272531_3210.html.
- ▮ Radio France, "Micro européen. Le gaz russe, dialoguer avant tout...", dans *franceinfo*, publié le 01/12/18 sur www.francetvinfo.fr/replay-radio/micro-europeen/micro-europeen-le-gaz-russe-dialoguer-avant-tout_3038235.html.
- ▮ Routier T., "Mieux comprendre les conflits pour mieux les prévenir", dans *Irenees*, publié en novembre 2008 sur www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-838_fr.html.
- ▮ RT France, "Schisme : que se passe-t-il au sein de la religion orthodoxe en Ukraine ?", publié le 14/10/18 sur francais.rt.com/international/54586-schisme-que-se-passe-t-il-sein-religion-orthodoxe-ukraine.
- ▮ RTBF, "L'embargo russe handicape toujours les agriculteurs belges", dans *rtbf.be*, publié le 03/08/16 sur www.rtbf.be/info/economie/detail_l-embargo-russe-handicape-toujours-les-agriculteurs-belges?id=9368309.
- ▮ Ruz A.-J., "Une artiste brosse le portrait de Poutine avec des douilles", dans *La Tribune de Genève*, publié le 29/07/2015 sur www.tdg.ch/vivre/artiste-brosse-portrait-poutine-douilles/story/14058374.



- ▶ SIPRI, "Le niveau des dépenses militaires mondiales se maintient à 1700 milliards de dollars", Communiqué de presse, publié le 02/05/18 et disponible sur www.sipri.org/sites/default/files/2018-05/milex_press_release_fre_1.pdf.
- ▶ Smith D., "Introduction : International stability and human security in 2017", dans *SIPRI Yearbook 2018. Armaments, Disarmament and International Security*, p.18, disponible sur www.sipri.org/sites/default/files/SIPRIYB18c01.pdf.
- ▶ SOS Faim, "SOCFIN : bénéfiques toujours en hausse, sauf pour les communautés locales...", publié le 31/05/18, sur www.sosfaim.be/news/socfin-benefices-toujours-en-hausse-sauf-pour-les-communautes-locales.
- ▶ STRATPOL, "L'état des relations entre la Chine et la Russie", dans *Stratpol. Centre d'analyses politico-stratégiques*, publié le 11/01/18 sur <https://stratpol.com/chine-russie-2017>.
- ▶ Tatu N., "Comment couvrir le conflit ukrainien", dans *L'Obs*, publié le 24/04/17 sur www.nouvelobs.com/monde/ukraine-la-revolte/20170423.OBS8367/comment-couvrir-le-conflit-ukrainien.html.
- ▶ TB économie, "Top 10 des plus grands pays producteurs de blé dans le monde", publié le 28/03/18 sur www.business.freenfrencharticles.com/index.php/2018/03/28/top-10-des-plus-grands-pays-producteurs-de-bl-dans-le-monde.html.
- ▶ Tenenbaum É., "Des guerres "nouvelles" ? Petite généalogie des guerres irrégulières", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2016.
- ▶ Union européenne, "Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie concernant la crise en Ukraine", publié sur europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu-sanctions-against-russia-over-ukraine-crisis_fr.
- ▶ Vidal D., "Aux quatre coins du monde. Panorama des conflits contemporains", dans Badie B. et Vidal D., *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXIe siècle*, Paris, La Découverte.
- ▶ Vidal D., "Des conflits entre États aux guerres civiles", dans *L'atlas géopolitique/Le Monde diplomatique*, publié en 2006 sur www.monde-diplomatique.fr/publications/_atlas_geopolitique/a53330.
- ▶ Viktine B., "L'Ukraine bloque l'accès à des sites et des réseaux sociaux russes", dans *Le Monde*, publié le 16/05/17 sur www.lemonde.fr/europe/article/2017/05/16/des-sites-internet-russes-bloques-en-ukraine_5128293_3214.html.

**ANNEXES
À TÉLÉCHARGER**
sur le site web de
Justice et Paix

PRÉSENTATION DES ANNEXES

Les différents documents et outils pédagogiques présentés dans ce dossier pour mettre en œuvre les pistes pédagogiques sont téléchargeables gratuitement sur le site de Justice et Paix, dans la rubrique "outils pédagogiques" : www.justicepaix.be.

ANNEXE 1 : Jeu "Taboo" sur les conflits

ANNEXE 2 : Les cartes, une certaine vision du monde

ANNEXE 3 : Photolangage sur l'évolution des conflits

ANNEXE 4 : Caricatures pour introduire le conflit ukrainien

ANNEXE 5 : Articles et autres ressources sur le conflit ukrainien

ANNEXE 6 : Cartes et infographies sur le conflit ukrainien

ANNEXE 7 : Outils d'analyse et de schématisation d'un conflit



Justice & Paix

Rejoignez-nous sur :
www.justicepaix.be



Commission Justice et Paix

Chaussée Saint-Pierre, 208
1040 Bruxelles

Tél : 02 896 95 00
info@justicepaix.be

Ont collaboré à ce dossier :

Yvonne Clément, Clara Debeve,
Géraldine Duquenne, Pauline Laigneaux,
Annabel Maisin, Timur Uluç et Valéry Witsel.

Date de parution :

février 2019